



1

Vers le bicentenaire
Brève histoire constitutionnelle au Pérou

José Francisco Gálvez

Source : Cachet du Congrès de la République du Pérou. Lima, 1828

À mes trésors
Pour ma famille des deux hémisphères.

Avec ma sincère gratitude à la Faculté de Droit de
L'Université Pontificale Catholique du Pérou
Pour son centenaire (1919-2019)



FACULTAD DE
DERECHO

1919 - 2019

2

Résumé

Introduction, mots précédents. (6)

CHAPITRE UN

L'aube du constitutionnalisme

I. L'influence du libéralisme et de l'émancipation. (17)

II. Le libéralisme en Amérique (21)

III. L'impact de la Révolution française et des cortès de Cadix (28)

IV Le protectorat en tant que forme de gouvernement (40)

V. Les premières dispositions de l'État péruvien (43)

VI. Société patriotique de Lima: monarchie ou république (50)

CHAPITRE DEUX

Début du constitutionnalisme

I. La première expression constitutive: le Congrès de 1822 (57)

II. La deuxième crise de gouvernement: Deux présidents de la République (63)

III. La Constitution de 1823 (64)

IV Bolívar, père et premier sauveur du Pérou (69)

V. La Constitution de 1826 ou constitution de vie (75)

VI. La Charte de 1828, la mère toutes les constitutions (79)

VII. La Convention Nationale et la Constitution de 1834 (90)

VIII. De la Fédération à la Confédération bolivienne et péruvienne (95)

CHAPITRE TROIS

Le retour du nationalisme

I. La Charte de 1839 et l'anarchie (100)

II. La Constitution de 1856 et la deuxième vague libérale (111)

3

III. La Charte de 1860. D'une grande longévité (118)

IV Persistance libérale et Constitution de 1867 (125)

V. Le premier parti politique: La Société de L'Indépendance Électorale (130)

VI. Guerre avec le Chili et la rupture constitutionnelle

Le statut provisoire de 1879 et le traité d'Ancon (134)

VII. La restauration du constitutionnalisme et du second militarisme (139)

CHAPITRE QUATRE

Les civils au pouvoir et le troisième militarisme

I. Le constitutionnalisme ad-hoc du XXe siècle: le retour de Pierola. (145)

II. Le bipartisme: le parti démocrate et le retour de la partie civile (149)

III. La nouvelle patrie et les réformes de l'État (155)

IV La Constitution de 1933 et son impact (165)

V. Constitutionnalisme formale et coexistence. (179)

CHAPITRE CINQ

Les gouvernements de facto et la construction de la nouvelle démocratie

I. Le statut électoral de 1962 et le retour à la démocratie formelle 1963-1968 (185)

II. Les réformes étatiques du gouvernement révolutionnaire des forces armées (GRFA) et de la Constitution de 1979 (192)

III. Néoconstitutionnalisme: Le pacte de Saint Joseph et la nouvelle vision des droits fondamentaux. (199)

IV La construction de l'état démocratique et social (202)

V. Le retour de la démocratie formelle et l'apparition du terrorisme au Pérou réel (206)

CHAPITRE SIX

La nouvelle commande

I. La Constitution de 1993 et le nouvel ordre autoritaire (211)

II. Le défi du pluralisme juridique dans un État constitutionnel démocratique (218)

III. La transition inachevée de la démocratie depuis 1993. (225)

Épilogue: Le bicentenaire: une opportunité (233)

Références et sources (240)

INTRODUCTION

Mots précédents

Soyez les premiers mots pour remercier la volonté et le travail de Bertha Cavaillès et Christine Feuillerat, qui ont eu la générosité de réviser le texte pour le rendre plus compréhensible, le laissant prêt pour votre lecture critique. Et de même à Luis Esparza Tafur, licencié en droit que j'ai rencontré en tant qu'étudiant au master en droit constitutionnel (2017) pour sa lecture en espagnol et ses commentaires.

Une histoire qu'il faut reprendre quand "tout est dit, mais comme personne n'écoute, il faut tout recommencer" (André Gide).

Chaque jour, nous remplissons les dates, bien que nous ne les commémorions pas toujours, nous allons habituellement aux éphémérides pour écouter un événement pertinent du passé et y réfléchir. C'est l'évolution de notre nature d'aller au passé comme nostalgie, moment agréable ou événement conflictuel et violent.

La mode du bicentenaire est venue du rappel des révolutions de la civilisation occidentale, telles que l'américaine (1776) et la française (1789). Des modèles dont l'influence continue d'affecter les générations et qui continuent ainsi, non seulement parce qu'ils se sont produits dans une relation de cause à effet, mais aussi parce qu'ils étaient le résultat d'une idéologie progressivement imposée et proclamant des droits qui devraient être réexaminés universellement jusqu'au XXe siècle.

Le Pérou, terre avide de découvertes, ne cesse de surprendre l'habitant le plus rationnel de la planète pour ses ressources en tant que peuple. Emuler avec d'autres systèmes démocratiques est louable, mais n'oublions pas leurs particularités sans lesquelles, la manière dont la participation des

6

citoyens est exercée serait catastrophique. Mieux vaut admettre que nous devons mener une réflexion institutionnelle conforme à la réalité qui nous régit. Le bicentenaire nous permet de soutenir que la démocratie péruvienne est et reste un système dynamique, assisté non seulement par sa Constitution et ses lois, mais également par les faits et l'éthique naissants liés à l'informalité progressive dans tous les aspects qui se rapprochent de la gouvernabilité du pays.

La proximité de l'année 2021 nous laisse le temps de montrer que l'informalité persiste, à des niveaux considérables et que l'existence, au lieu d'être combattue par l'État, doit être mesurée à l'aide de paramètres ou d'indicateurs, plutôt que par l'application superficielle d'une norme. Condice à l'esprit de régulation lui-même D'où notre titre: Du fait que le droit est né, une affirmation qui implique de rechercher dans notre culture les éléments qui sont abstraits pour ensuite élever leur compréhension du niveau quotidien au niveau académique.

7

Le rôle de l'État, dont la présence est lointaine dans les zones inhospitalières, ne lui confère que peu ou pas de contrôle en tant qu'autorité, oubliant qu'il peut déléguer, mais sous une surveillance constante, ses fonctions dans des entités de la société.

Le Pérou est loin d'être un État monolithique, devenant même informel dans les actions de ses autorités, en particulier dans les politiques. Un fait actuel, mais pas nouveau, a été et reste la corruption. Il résidait dans les instances dirigeantes du roi, bien que cela s'appelle de la maltraitance et c'est pour cette raison que le procès en résidence fut établi, afin de savoir comment les ressources du monarque avaient été utilisées. Procès qui s'est poursuivi pendant la République. Remplacé en 1867 par un processus technique incluant de hauts fonctionnaires de l'État, on pensait que la mauvaise pratique de quelques-uns ne pouvait pas remettre en question l'ensemble du système.

À l'heure actuelle, ce phénomène a débordé et concerne les principaux dirigeants d'entreprises nationales et étrangères. Seules des mesures exemplaires, sans bénéfice pour le délinquant, peuvent rétablir la confiance de la société dans l'État. Circonstance qui nécessite également des ajustements en matière constitutionnelle, dont le contenu fait partie des règles quotidiennes de la société.

Le bicentenaire représente l'occasion propice de savoir combien nous avons progressé dans la satisfaction totale ou partielle de nos besoins et de participer davantage à notre développement, en conquérant le Pérou pour les Péruviens, sans oublier l'hospitalité qui nous caractérise pour tous les cosmopolites.

L'histoire constitutionnelle nous indique le parcours qui nous invite à réfléchir aux faits et à la manière dont nous les avons relatés. Marco Tulio Cicero dans son travail *Les dialogues de l'orateur* ont tenu: l'histoire elle-même, témoin de l'époque, lumière de la vérité, vie de mémoire, professeur de la vie, messenger de l'antiquité, avec quelle voix parle à l'immortalité mais avec la voix de l'orateur?

Cette discipline a toujours constitué une ressource obligatoire pour approfondir l'analyse du passé afin de comprendre l'évolution actuelle de nos institutions. Raisonnement dans lequel la version actuelle de l'histoire constitutionnelle est conçue de manière à recréer non seulement des contributions de documents importants tels que des lettres, des lois, des décrets ou des lois constitutionnelles, mais aussi les événements antérieurs ou ultérieurs, ainsi que la réflexion

8

actuelle qui en a fait un instrument de innovation de l'ordre établi, renforçant ou fragilisant le modèle organisationnel actuel

En ce sens, nous analysons d'un point de vue historique la portée constitutionnelle à travers un cadre interdisciplinaire (culturel, politique et juridique), en nous demandant si elle répond aux modèles de rupture ou de continuité de l'arc temporel du livre. Explication qui n'entend pas l'épuiser de son récit mais qui appelle l'auteur à réfléchir sur les circonstances qui se sont produites et qui ont été reflétées dans les chapitres correspondants. Dans les chapitres suivants, je vais à deux paramètres qui peuvent être très utiles pour connaître l'évolution de la politique. Le culturel et le politique, qui ont agi selon le concept d'Etat qui a varié jusqu'à atteindre le caractère constitutionnel démocratique.

9

Culturel parce que la conception d'une société n'a jamais été étrangère aux idiosyncrasies de ses habitants, imposées ou consensuelles, détenues par des groupes au pouvoir, dynastiques ou non, appartenant à une guilda ou à des groupes émergents où la société s'est vue attribuer le des dix-neuvième et vingtième siècles, auxquels s'ajoutent les dirigeants actuels des médias issus de circonstances belligérantes contre l'autorité et qui veulent ensuite devenir eux-mêmes, appelés représentants contentieux (Panfichi, 2010).

Circonstance proposée par notre première question. Sur quoi repose la légitimité des modèles politiques et des régimes gouvernementaux? Sont-ils inconstants à cause du caractère des habitants? Trois siècles avant Jésus-Christ, Aristote en politique avait souligné que, sous ce caractère, la société envisageait deux

types d'autorités, celle légitime qui répondait au système actuel de désignation et d'illégitime, celle qui, bien que usurpant le pouvoir, finissait par être acceptée donc légitimée. Dans cette démocratie, c'était dans l'assemblée de la ville ou polis, où l'énergie du dirigeant partageant les intérêts communs de la ville, comme le soulignait Euripide en 420 av. J.-C.:

"Quand les lois sont écrites, les pauvres et les riches ont la même justice. Le faible peut répondre au puissant avec les mêmes mots s'il l'insulte; Le inférieur gagne le supérieur s'il a la justice à ses côtés. La liberté consiste en cette phrase: Qui a un conseil utile à donner à la ville (polis) et veut le faire connaître? "

La vice-royauté péruvienne n'était pas étrangère aux demandes de différents secteurs depuis le XVIe siècle, accompagnées de rébellions et de soulèvements contre les actions de ceux qui représentaient la couronne espagnole. Les revendications qui articulaient différentes pétitions étaient les plus récurrentes avec l'abolition de la mita. Cela était non seulement connu en Amérique mais même pour l'Espagne elle-même. Fray Calixto, de San José Túpac Inca, donna au monarque de sa main, vers 1750, le mémorial: Représentation fidèle et exclamation capitulante et regrettable que toute la nation Indiana fait à la majesté du roi des Espagnols et de l'empereur des Indes, le Seigneur Don Fernando VI. Mita que le libérateur José de San Martín éliminera en 1821 puis sera rétabli sous l'administration bolivarienne, puis aboli par décision du libérateur Ramón Castilla en 1854.

Les manifestations ont également permis de mesurer la force des réseaux des autorités communales ou des curacas contre les maires, les maires et les vice-rois, la perception par la

10

mise en cause de l'augmentation des droits de douane, l'accès aux emplois de la bureaucratie indienne qui ont profité à la bureaucratie indienne. Pour les Espagnols européens, le manque à gagner des guildes s'est installé en Nouvelle-Espagne ou au Mexique et en Nouvelle-Castille ou au Pérou avec la création de nouvelles vice-royautés et de capitaines généraux. La mise en œuvre des mesures du XVIIIe siècle connues sous le nom de réformes Bourbon ne cesserait pas avec la rupture politique avec l'Espagne telle qu'elle se poursuivait pendant la période républicaine, sous la même pensée catholique libérale que celle qui régissait la mentalité des souverains péruviens du XIXe siècle. Les réflexions qu'il a soulevées dans le premier chapitre où j'ai recours à deux brillants penseurs: José Baquijano y Carrillo et Juan Pablo Viscardo et Guzmán pour poursuivre le prélude à l'indépendance du Pérou. Plus tard, l'acte constitutif de l'État péruvien et aboutissant à la convocation du congrès constituant de 1822.

La difficulté à recréer un modèle politique, comme le faisait valoir François-Xavier Guerra (1996), est devenue la préoccupation constante des penseurs et des politiciens, qui ont dû lier leur théorie occidentale à la vision confuse des médias et à long terme du continent américain. Pour cette raison, il était important de déterminer, dans l'usage athénien, des conseils utiles, fondés sur une histoire commune, caractéristique de notre identité ou de la nécessité de la créer. Cette préoccupation nous renvoie à la vision du groupe de pouvoir qui reconstruit le passé tel quel ou comment. ce devrait être pour justifier ses actes présents et futurs, encore plus lorsque l'État né est confessionnel jusqu'en 1979.

11

Processus historique qui, en revanche, a démontré la survie des éléments actuels et donne à cette discipline une action dans le temps. De cette continuité naît la tradition, décrite par certains comme un obstacle au progrès progressif, alors qu'elle contient en fait des principes et des qualités conçus selon des principes moraux développés par le peuple tout au long de son existence.

Le deuxième chapitre commence avec le premier congrès et se poursuit jusqu'à la fin des années 1930 dans le cadre du projet politique appelé Confédération bolivienne du Pérou. On remarque à cette époque comment se conjuguent le politique et le culturel, sous la pensée desquels les terres de curacazgo de Simón Bolívar sont abolies. Par la suite, l'intérêt d'unir El Alto avec le Bas-Pérou demeure, mais il en résulte des distorsions des communautés politiques dirigées par des caudillos dont le nationalisme règne en règle. D'où les luttes internes, qui nous amènent à penser si elles étaient nécessaires en raison de la faiblesse du système actuel, qui, bien que doté d'une Constitution, ne laissait pas l'héritage atteindre tout le pays.

Le troisième chapitre commence par le nationalisme dans une période de bonanza, comme le fut la ressource du guano, mais également par la stabilité qui permettra au Pérou d'avoir un leadership en Amérique du Sud. Période qui aura deux constitutions, l'une plus avancée que l'autre. Où le libéralisme révolutionnaire est remplacé par le doctrinaire, qui permettra un gouvernement de douze ans en deux périodes dirigées par le général Ramón Castilla. Moment où les intellectuels prennent position en faveur de Bartolomé Herrera et d'autres à Domingo Elías, mais surtout à José Gálvez Egúsquiza, son chef de renom.

12

Nous envisageons l'émergence des puissances intermédiaires ou forces réelles, issues de la société (propriétaires terriens, marchands, mineurs, secteurs de l'armée et intellectuels) qui ont soutenu le régime du coup d'État ou de facto. Politiquement, de nouvelles institutions sont adoptées à partir d'un système parlementaire dont la présidence du Conseil des ministres était le reflet. L'existence du leader nécessaire ou du leader charismatique finirait par être indispensable dans le système politique. Le premier militarisme, à partir de 1821, sera le point de référence jusqu'à l'arrivée du premier président de la République élu par les électeurs: Manuel Pardo et Lavalle. La seconde, ensuite, de la signature du traité d'Ancon qui met fin à la guerre du Pacifique avec le Chili avec le gouvernement de la Restauration nationale dirigé par le général Miguel Iglesias del Pino.

Le quatrième chapitre commence par le gouvernement de Nicolás de Piérola et Villena qui met fin au gouvernement du général Andrés Bolognesi Cáceres Dorregaray. Le bipartisme composé de la partie civile et du démocrate. Plus tard, le coup d'État d'Augusto B. Leguía et l'établissement de sa nouvelle patrie, consolidés dans la Charte de 1920. L'arrivée du troisième militarisme, initié avec le commandant Luis M. Sánchez Cerro, et l'expédition de la Constitution de 1933 avec le gouvernement de la Junte militaire de 1962. Le cinquième et dernier chapitre commence par le gouvernement révolutionnaire des forces armées, ses mesures de réforme, par Juan Velasco Alvarado, dans la première phase de 1968 à 1975 et Francisco Morales Bermúdez Cerrutti, de 1975 à 1980. Dans l'intervalle, la Constitution de 1979 nous informera sur les réformes structurelles qui ont eu lieu, mais aussi sur les innovations en matière de politique, de droit et

13

de culture, qui ont commencé avec la déclaration du quechua comme langue officielle 1975.

Notre voyage continue de faire l'expérience d'un État constitutionnel démocratique dans un pays qui a recouvré l'exercice institutionnel. Il a dû faire face à l'hyperinflation, au terrorisme et à la faiblesse du système. De nouvelles nuances de caudillos comme Alan García Pérez et Alberto Fujimori Fujimori apparaissent, ce qui renforce ou affaiblit les institutions au moment de devenir gouvernement, par des moyens démocratiques. Probablement dans l'empressement de conserver son quota de pouvoir, en laissant de côté l'objet de la même politique ou de la même proposition de principe, en remplaçant l'intérêt général ou les conseils utiles par l'aspect médiatique et pouvant se terminer par un profit individuel. Lignes se terminant par le panorama actuel post-Constitution.

14

De temps en temps, surtout à proximité des élections générales, un groupe de la population a demandé l'approbation d'une nouvelle constitution, convaincue que cela ne changerait en rien la situation des habitants, en particulier l'économie. L'histoire nous enseigne que cela a été et est une erreur. Cette vie ne peut être faite en commun que si chacun assume et se soumet aux mêmes règles, stipulées précédemment, sauvegardant la défense des droits des peuples. En ce sens, toute répression va à l'encontre des actes commis à leur encontre, dans le cadre de mécanismes raisonnables et transparents.

Vers cette version de Vers le bicentenaire: Brève histoire constitutionnelle au Pérou que nous vous avons présentée, des publications telles que Histoire constitutionnelle remontent à

1852, année de l'exil de José Victorino Lastarria Santander (Rancagua, 1817) dans la Cité des Rois, a écrit les passages de la crise européenne de l'hégémonie de Napoléon Bonaparte pour arriver aux intersections des campagnes de l'armée libératrice du sud pour se conclure avec le gouvernement de José de la Riva-Agüero et José Bernardo Torre Tagle, premier et deuxième président de la République du Pérou.

Plus tard, l'édition de Questions constitutionnelles dans The Herald of Lima de 1854, écrite par Toribio Pacheco (Arequipa, 1828), analysait les premiers documents républicains publiés sous l'administration San Martín jusqu'à la Constitution de 1839. Troisièmement, l'Histoire de la République de Pérou, œuvre monumentale de Jorge Basadre Grohmann (Tacna 1903), qui a reconstruit la vie institutionnelle dans une perspective intégratrice de notre vie républicaine. Il faut ajouter l'histoire des constitutions nationales de José Pareja Paz Soldán (Lima, 1913) qui commence par la Constitution de 1823 et se termine par celle de 1933. L'évolution politique et constitutionnelle du Pérou, indépendante de Lizardo Alzamora Silva (Lima, 1900), réflexions sur notre tradition en trois segments correspondant au même nombre de conférences.

15

Le constitutionnalisme péruvien et ses problèmes de Domingo García Belaunde (Lima, 1944), publiés dans le Programme académique de droit de l'Université pontificale catholique de Pérou en 1970, qui inclut l'analyse contextuelle dans les vicissitudes politiques de chaque période républicaine et se termine par référence à la Constitution de 1933. Histoire de la République d'Enrique Chirinos Soto (Arequipa, 1930), qui incorpore dans l'explication constitutionnelle les faits les plus récents de l'administration du vice-roi dans le contexte européen,

conduits par Napoléon Bonaparte pour aboutir à la convocation à l'Assemblée Constituante en octobre 1977. Ensuite, oeuvre de Margarita Guerra Martinière (Lima, 1937) Histoire générale du Pérou, volume VIII, qui décrit les aspects interpersonnels de la vie politique, sociale et politique de 1827 à la fin du 20e siècle, enfin , articles de César Landa Arroyo (Lima, 1958). Le processus de formation contemporaine de l'État péruvien (1989) et l'évolution constitutionnelle du Pérou (2002).

Vers le bicentenaire: Brève histoire constitutionnelle au Pérou que nous proposons aujourd'hui au lecteur reflète le travail des penseurs et des idéologues et leur contexte, qui ont élevé leur conception de l'État, qui représentait en termes aristotéliens la quantité par rapport à la qualité ou la moyenne.

Je tiens à remercier l'hospitalité de mes frères Bertha et César, présents dans l'autre hémisphère, qui a permis à ma famille de conclure cette histoire.

Une reconnaissance particulière à Cecilia et Paloma pour leur persévérance.

16

CHAPITRE UN

L'aube du constitutionnalisme

I. L'INFLUENCE DU LIBERALISME ET DE L'EMANCIPATION

La présence du libéralisme en tant qu'idéologie et de pensée remonte à l'Europe vers la fin du XVIIe siècle, lorsque le penseur René Descartes avec sa phrase célèbre: je pense donc j'existe; Il a jeté les bases d'une vision anthropocentrique en réponse à la tradition politique, religieuse et juridique occidentale de cette époque.

Cela a été guidé par le royaume, l'église et les nobles, des acteurs qui détenaient l'ensemble des droits ou des privilèges. Avec cela, un rationalisme a été introduit qui remettait progressivement en cause le système, construit sur une série de facultés et d'obligations entre le monarque et les sujets, supervisé par le droit canon, qui avait imprimé une manière de penser et d'agir avec un ingrédient élevé depuis des siècles. axiologique Face à la discrétion et à la décision de l'autorité, en tant que magistrats et administrateurs, la diversité des normes était subordonnée et n'était pas toujours respectée, ce qui donnait lieu à l'arbitraire ou à un excès de pouvoir et aux protestations des secteurs de la population qui réclamaient le licenciement des abus.

La stabilité du régime, jusque-là réalisée par des pactes, et les circonstances médiatiques dans chaque royaume ont progressivement favorisé la concentration politique autour du monarque, d'abord en Angleterre, puis en France et en Espagne. Stade connu sous le nom d'absolutisme et plus tard appelé le

17

despotisme éclairé, qui encombrait le roi comme soleil, parce que tout tournait autour de lui. Même l'église devait se soumettre à ses desseins.

Processus dans lequel le rationalisme a réussi à substituer dans la pensée des universitaires la vision théocentrique à celle où l'homme, par sa méthode et son doute, a affiné son raisonnement dans la recherche de la vérité; ce qui a également conduit à un changement dans l'exercice du pouvoir. Le roi a agi pour le peuple, mais sans lui. Il a agi selon ce qu'il croyait être juste et bon; sans remettre en question Un absolutisme qui a fourni une image de pierre en renforçant le centralisme et l'administration, en favorisant le développement scientifique dans le cadre du programme de réformes qui apporterait le bien-être de la population.

À cela s'ajoute l'acceptation de la proposition des éclairés de diffuser par l'éducation ce désir de savoir fondé sur la raison. Critères qui seraient mis à l'épreuve en temps de crise et qui ont finalement été invoqués pour évaluer les mesures correctives prises par la Couronne, mettant implicitement en cause l'autorité. Confrontés à d'éventuelles représailles, les éveillés eux-mêmes et les encyclopédistes ont révélé la nécessité de protéger les détracteurs sous prétexte qu'il existait des "lois naturelles" ou des droits inhérents à la personne résumés en liberté, propriété et sécurité ils ont trouvé au-delà de la discrétion du monarque.

Les faits soulevés, d'abord en Angleterre sous la pression d'un secteur de la Chambre des communes dirigé par Oliver Cromwell contre les décisions arbitraires du roi Charles Ier, qui avait hérité du pouvoir absolu de ses prédécesseurs; ils ont marqué un changement de direction politique à la fin de la

18

relation tendue entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif avec la décapitation réelle, un siècle avant les Français. Fait qui a depuis lors jeté les bases de la monarchie constitutionnelle et du pouvoir dans cet État, responsable de la noblesse, et ce jusqu'au XXe siècle.

L'épisode français du dix-huitième siècle était caractérisé par le pouvoir absolu du roi Louis XVI avec la collaboration de la noblesse de la cour. Au cours de son mandat, l'économie précaire a mis en évidence la gestion déformée des finances publiques par les guerres, qui, ajoutée au faible revenu de l'État dû à la diminution des récoltes et à la famine, ont exigé davantage de pression sur la population. Le mécontentement social a fait écho aux messages de la mentalité éclairée selon laquelle une société cultivée pourrait limiter le régime, éléments qui ont déclenché une nouvelle manifestation au cours de la Révolution française.

19

Face à la crise, le monarque convoqua les états généraux, assemblée médiévale composée de la noblesse, de l'église et du troisième état, le peuple bourgeois, dont le vote était jusqu'ici par estamento. Ce qui a été remis en question par les députés bourgeois, affirmant que c'était par habitant, amenant également des membres du clergé et deux nobles à rejoindre leurs rangs.

Fait qui a incité le roi à interdire leur entrée dans le domaine législatif, a ensuite décidé de se réunir pour former une assemblée nationale, attribuant la représentation du peuple de France, qui restait pour écrire et approuver la Constitution, qui convoquerait assemblée constituante et plus convention forward. Des termes qui ont cessé d'être factuels pour être incorporés dans le bagage intellectuel dit constitutionnel et dont la tradition

constitutionnelle péruvienne a eu recours dans son parcours politique.

Les événements qui ont suivi ont réaffirmé la force de cette législature, encourageant sa majesté à inviter des nobles et des membres du clergé à s'y conformer. Collégiale qui approuverait la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789) et la Constitution française de 1791, monarchie constitutionnelle. Avec cela, nous envisageons l'altération des fondements du régime absolutiste, qui a perdu le contrôle des mesures réformistes sous le discours idéologique de la bourgeoisie, qui a réussi à capturer plus d'espaces de pouvoir avec le soutien des secteurs majoritaires.

Depuis le gouvernement de Felipe V, le duc d'Anjou et le premier Bourbon à occuper le trône, le despotisme éclairé a mis en place un ensemble de mesures connues sous le nom de Bourbons qui cherchaient à assainir l'économie espagnole aux dépens des matières premières outremer, après la guerre de Succession. Cela nécessitait une connaissance du statut politique, social et économique, ainsi que la collecte d'informations scientifiques et culturelles permettant de broser un tableau complet des contributions du Nouveau Monde à la métropole.

Le décret de dissolution des privilèges (1707) a imposé la théorie du réganisme ou de l'étatisme sur la base des droits inaliénables détenus par le roi, que la dynastie des Habsbourg avait partagés avec la noblesse et l'église, à moins que les privilèges n'aient été consentis pour votre altesse. Les droits qui couvraient les quotas et les fonctions du pouvoir se référaient à la fonction juridictionnelle, à la vente de postes publics ou à la vénalité des bureaux, ainsi qu'à la revendication fondée sur le

20

principe de l'obéissance à l'abandon d'une règle. Des pratiques qui avaient été développées dans la législation espagnole, puis dans l'Indiano dans le système d'affaire ou le casuismo.

Les Bourbons, qui incarnent l'État, s'efforcent de mettre en place un régime national unitaire, pilier de la nouvelle structure juridique politique, statuant en tant que père protecteur du bien-être de leurs enfants mais sans les consulter, fondant leurs actions sur les lois de la nature. De cette façon, les dirigeants politiques dépendaient de la royauté au détriment des Cortes. Les Conseils des royaumes ont cessé d'être tels pour former un Conseil de caractère national et seront désormais appelés Sa Majesté, composée de hauts fonctionnaires stables appelés ministres, consacrés à la connaissance des différents bureaux de l'administration centralisée pour tous. empire, avec lequel l'identification régionale a été éliminée.

21

Les ordres de l'autorité reposaient sur le principe du commandement-obéissance. Ils étaient acceptés par le vassal sans se poser de questions, car la couronne le soutenait dans son origine divine. Bien que son existence remonte à une époque antérieure, le modèle de gouvernement pactiste ou consensuel permettait de revendiquer sous un pouvoir diffus par lequel on l'utilisait par une mesure injuste à la discrétion de l'autorité, qui faisait preuve de souplesse ou de tolérance dans certains cas.

II. LIBERALISME EN AMERIQUE

En Amérique, les Créoles ont recréé ce principe d'obéissance aux mandats sur le continent, où le pouvoir réel, comme on le sait, a été indirectement maintenu. La validité des

normes indiennes a été ajoutée à celle des Castellans, qui jouissaient d'une souplesse dans le respect de l'obéissance, mais ne s'y conformaient pas, par le pouvoir diffusé mentionné. L'insistance des réformes Bourbon au XVIII^e siècle provoqua le rejet progressif en invoquant la rectification des mesures religieuses, qui prenaient divers aspects au fur et à mesure de leur accentuation.

L'illustration, en proposant des innovations, a transformé la nature de la monarchie et a permis aux sujets ou aux vassaux de devenir compatriotes ou concitoyens, dans le raisonnement duquel l'expression: vive le roi, le mauvais gouvernement meurt; Il n'excluait pas la propriété légitime du pouvoir ou son origine, mais une revendication des peuples de langues et de cultures différentes devant la nation espagnole.

Entre temps, dans la vice-royauté péruvienne, les différentes forces sociales étaient préservées: les nobles, les religieux, les professionnels, les marchands, les paysans, ainsi que les institutions: la ville, le fief, l'abbaye ou la cathédrale. Même quand on présumait que chacun jouait un rôle dans cette société, l'égalité en tant que droits était entre leurs pairs ou similaires, étant basée sur leur société respective, selon le modèle hispanique.

Avec l'avènement de l'illumination en Amérique, la volonté de redécouvrir la réalité en tant que phénomène non seulement de la sphère politique, mais aussi de l'objectif culturel d'approfondir la recherche du bonheur à travers le modèle du progrès a été soulevée. Occidentale dans une vision paternaliste du roi qui conduirait à un monde plus harmonieux et équilibré. Ainsi, la nature a retrouvé son rôle de premier plan dans le

22

paysage scientifique, en même temps que l'histoire, dans laquelle nous retrouvons tradition et innovation.

La couronne a maintenu la diffusion des idées des Lumières aussi longtemps qu'elle n'était pas incompatible avec le système politique. D'où la nécessité d'interdire la circulation des œuvres depuis le milieu du XVIII^e siècle, en particulier celles qui ont influencé la revendication différée d'intellectuels créoles ou américains qui, bien qu'ils représentent une minorité, revendiquent l'égalité des chances. ses pairs espagnols.

Le régime a choisi de promouvoir la recherche et le savoir. La Société des Amoureux de la campagne a été créée dans le but de plonger dans la description du territoire et de l'histoire se rapportant au territoire dont ils faisaient partie, afin de rapprocher le lecteur d'une vision culturelle recréée qui soutenait la couronne. De cette manière, le lecteur illustré a réfléchi sur son identité. Le Mercure péruvien ou le guide politique, ecclésiastique et militaire de la vice-royauté du Pérou pour l'année 1793 de José Hipólito Unanue et Pavón sont un exemple de cette relation entre politique et éducation.

L'intérêt pour une meilleure administration que carolina a pris d'établir de nouvelles divisions administratives au sein des communautés indiennes ou américaines, que maintenait au roi comme un gentleman ou un chef. Le programme Bourbon devint évident l'imposition des intentions, d'abord en Espagne (1711), puis à Buenos Aires (1782) et enfin au Pérou (1784). En même temps, il y avait la création des vice-royautés de Nueva Granada ou Santa Fe de Bogotá et celle de Buenos Aires qui démembraient le Péruvien parce que dans le premier le territoire de Maynas était déplacé et dans le second, Puno. Les réformes qui ont

23

finale-ment été propitiées au sein de l'empire espagnol et ne l'ont donc pas été - conformément à la tradition juridique hispanique, ont donc conservé une grande partie de la manière dont elles sont venues des Habsbourg: la seule chose qui varie sont les besoins et les structures (Pérez-Prendes 1988, p. 316).

Mesures complétées par une nouvelle conception du droit par le pouvoir. Carlos III a progressivement imposé le critère selon lequel ceux qui critiquaient les actes du gouvernement commettaient un crime, non pas en remettant en question les actes eux-mêmes, mais parce que la méfiance entre les sujets était brisée. Un budget qui empêchait le contrôle du pouvoir avec l'établissement de la loi imposée et coercitive.

L'opinion politique des intellectuels de l'époque n'échappait pas à ces événements. C'est là que nous pouvons esquisser les premiers textes pré-constitutionnels: l'éloge à Son Excellence M. Agustín de Jáuregui et Aldecoa, chevalier de l'ordre de Santiago, lieutenant général des armées, vice-roi, gouverneur et capitaine général des rois du Pérou, du Chili, etc.; prononcé par José Baquíjano y Carrillo, de Lima, professeur de vèpres de droit depuis 1780; qui a ouvertement critiqué le système en place pour sa réforme, après la rébellion de Túpac Amaru.

La Lettre aux Américains d'origine espagnole, à l'origine d'un auteur anonyme, écrite par l'ex-jésuite Juan Pablo Viscardo et Guzmán, pampacolquino, qui a opté pour l'émancipation après que l'ordre de la Compagnie de Jésus ait été expulsé de tout le territoire hispano-américain

24

Baquíjano y Carrillo lui donna une nuance réformiste réfléchie en racontant l'expérience de Jáuregui et Aldecoa au Chili en tant que capitaine général, ainsi que les mouvements engendrés par le discours de réception du nouveau vice-roi à la Cité des Rois. au Pérou par les mesures Bourbon, s'écartant ainsi du protocole de routine. En effet, l'environnement de la vice-royauté s'était convulsé avec de telles mesures en faveur de la couronne, mais au détriment économique, administratif et social des membres de la communauté, déterminant l'augmentation des manifestations où la participation ne différenciait pas la race des acteurs sociaux les politiciens, comptant sur la participation des Espagnols, des Créoles, des Métis, des Noirs et des Indiens, le plus important étant celui de Túpac Amaru, qui revendiquait alors la mita et les abus des corregidores ou des juges indiens.

En fait, le succès ou l'échec des réformes Bourbon était conditionné à l'adéquation des bureaucrates, ce qui, dans la plupart des cas, se traduisait par une politique de répression face à toute demande, probablement en raison de l'intérêt croissant de ces représentants. L'Elogio ne cesse d'exhorter le monarque à rechercher le bonheur en offrant au citoyen un environnement propice - respectable et précieux - pour la jouissance de ses droits. Tendance qui ne s'est pas écartée de l'approche de l'esprit des lois (1748) de Charles de Secondat, baron de Montesquieu, citée dans le texte, et qui reproduisait l'exigence de reconnaissance et de validité des droits naturels et dont le non-respect pourrait être controversé la propre autorité.

"... que chaque siècle a ses chimères et ses illusions, dédaignées par le temps et que cette brillante lumière a convaincu que l'amélioration de l'homme contre sa volonté a toujours été le prétexte trompeur de la tyrannie, que le peuple est

25

un printemps qui a forcé plus que il souffre de son élasticité, éclate en détruisant la main oppressante qui l'opprime et le tient (Baquíjano 1930, 518)

Le geste de bienvenue envers le vice-roi Jáuregui fut désastreux pour Baquíjano, qui fut sanctionné par le report de son ascension à la déchéance pendant plus de quinze ans et par les copies de l'Elogio commandées par arrêté royal de 1784. Des actions qui n'empêchèrent pas son développement intellectuel et dans l'exercice de leurs tâches académiques et judiciaires. Sa position critique se répercuterait plus tard dans les discours des tribunaux généraux et extraordinaires de Cadix, où les Américains revendiquaient l'égalité des conditions avec les Espagnols européens, invoquant le fait que les Indes avaient rejoint la Couronne de Castille, à l'instar d'autres royaumes. .

26

La lettre aux Américains espagnols ou le nouveau pacte politique de Juan Pablo Viscardo y Guzmán reflète le discours de protestation qui a suivi l'expulsion de l'ordre des jésuites des territoires hispaniques. Il recrée les conditions dans lesquelles les sociétés de découverte et de conquête ont eu lieu, depuis le début, et la manière dont elles ont progressivement conduit à une distanciation du système politique, créant une position émancipatrice parmi ses habitants.

La Charte propose deux séquences: une historique et une doctrinale, fondées sur le grand succès de l'incorporation de l'Amérique ou du Nouveau Monde dans l'histoire universelle. Après trois cents ans, Viscardo et Guzmán soulèvent des réflexions sur le sens et l'avenir de la manière dont cette société a été réalisée. Des critiques qui s'expliquent par le malaise de l'ex-

jésuite, car c'est en Amérique que la législation indienne a accordé en premier lieu protection des péninsules et des criollos au sein du patrimoine et, deuxièmement, le système casuistique gardé par les diverses autorités n'était pas entièrement fiscal, l'arbitrage étant fondamental pour la compréhension du système juridique, composé de privilèges, avant l'absolutisme.

De la critique à celle-ci, Viscardo a proposé de revenir aux bases du pacte à partir de deux axes: La liberté et la création d'une identité américaine. La validité de la liberté a été révélée par des événements politiques en Espagne et en Amérique, distinguant les niveaux de commandement et d'autorité existant dans la société politique et civile. Alors que l'état de la nature en arrivait à la coexistence sociale, qui cherchait à recréer le paysage politique complexe dont Viscardo avait montré certaines caractéristiques, toujours entre la dichotomie espagnole et créole.

27

Il était nécessaire de reformuler l'empathie des droits avec la légitimité de l'autorité, car si nous supposons que ceux-ci sont au-dessus de celle-ci, et encore plus lorsque la propriété du pouvoir vient de nous-mêmes, nous avons réussi à dépasser notre Autres intérêts à faire valoir comme moyen de faire avancer les préoccupations de la société:

Frères et compatriotes ... La découverte d'une si grande partie de la terre est et sera toujours pour le genre humain l'événement le plus mémorable de ses annales. Plus pour nous qui sommes ses habitants et pour nos descendants, c'est un objet de la plus haute importance (Viscardo, 1959, 19)

Les mesures développées par les Bourbons ont davantage limité les emplois au service de la couronne, en les fournissant

aux Espagnols européens. Un rapide coup d'œil nous révèle que tous les vice-rois, la moitié des membres du public et les intendants, dans leur majorité, étaient espagnols. En ce sens, Viscardo a élevé sa voix de protestation en indiquant:

"... seuls nous sommes considérés comme indignes et incapables d'assumer ces positions qui, de la manière la plus rigoureuse, appartiennent exclusivement à notre pays". (Viscardo, 1959, 208)

Peu à peu, l'argument des Créoles dans la récupération de l'espace public est né, invoquant la naissance sur le territoire, basé sur le principe romain du *ius soli*, créant ainsi l'identité continentale américaine. Base discordante à la monarchie qui a soutenu que l'efficacité des bureaucrates ne reposait sur aucun lien avec le lieu où il se produisait, maintenant sa neutralité contre le comportement social et évitant ainsi tout type de récupération qui pourrait affecter leur travail.

28

III. L'IMPACT DE LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DÉPUTÉS À CADIX

L'héritage de la Révolution française dans le Nouveau Monde a été fondamental dans la plupart des intellectuels créoles, en raison de sa revendication de pouvoir, ce qui a déclenché les processus de changement et qui a permis de tester les théories politiques existantes, en maintenant ou non la forme actuelle de gouvernement. En outre, lorsque la Déclaration de l'homme et du citoyen a été publiée, elle a établi le précédent selon lequel les droits ont été déclarés et reconnus sans qu'il soit nécessaire d'invoquer le statut pour les revendiquer, ce qui a précipité la montée du niveau de tension politique et avant la

pression populaire elle invoquait la défense acharnée de la liberté et de l'égalité qui aboutissait à des excès. Épisode qui nous enseigne que le modèle constitutionnel n'a pas été étranger aux bouleversements qui, après conclusion, ont incité les écrivains politiques à évoquer le concept naissant d'État moderne associé à l'existence de la Constitution, en tant que document politique incontournable.

La notion d'égalité est devenue le mécanisme qui a favorisé l'émergence de secteurs qui cherchaient un revenu plus équitable sous la direction de la bourgeoisie, mais se sont ensuite étendus à d'autres secteurs. La déclaration, dans son article 3, modifiait l'axe du pouvoir, précédemment imposé par un représentant installé dans la ville ou la nation, dont le profil était l'individu alphabète, propriétaire et avec une solvabilité économique, appartenant à une communauté: Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation, aucune société, aucun individu ne peut exercer une autorité qui n'en émane pas.

29

Ainsi, cette notion de souveraineté a bouleversé la divinité dans la légitimation du pouvoir qui avait ratifié les désignations de sa propriété, jusque-là. La révolution, selon le contrat social, a imposé la figure du roi en tant que premier fonctionnaire public, car il n'y avait pas de supérieur à la loi en France: le roi ne règne que pour elle, et seul au nom de la loi peut exiger l'obéissance.

Avec la notion d'Etat de droit des Français, la forme politique et le pouvoir adoptés étaient soumis à des lois visant à protéger les droits individuels de la personne. Ces normes ont été conçues de manière impersonnelle, objective et générale, en

langage courant: sans nom propre. Son influence irradiée dans la théorie de la séparation des pouvoirs, qui donnait une nouvelle portée au droit politique ou constitutionnel en offrant une spécialisation et un contrôle des poids et contrepoids surtout entre le gouvernement et l'assemblée nationale ou le constituant gaulois, en fonction des dirigeants politiques établis.

Personne ne peut nier que, depuis 1789, la société politique qui a émergé était l'incarnation imparfaite d'un idéal. La même notion qui a engendré l'état de la société, comme l'a souligné John Locke, permettait aux peuples, au cas où ils ne respecteraient pas les règles, de reprendre le pouvoir et de s'opposer au souverain: le droit de l'insurrection.

La révolution nord-américaine, pour sa part, ne visait pas l'égalité sociale et formait une structure pluraliste avec l'accord des représentants des colonies britanniques qui avaient accepté de se battre contre leurs autorités. Les batailles produites expriment la lutte pour les droits devant le Parlement britannique sans déclencher un fanatisme idéologique (comme ce fut le cas en France). Ainsi, leur sens pratique a facilité un projet d'État commun, qui n'excluait pas la contribution du constitutionnalisme de l'Europe occidentale, qui caractérisait les principes par la souveraineté populaire, la nationalité et l'individualité du libéralisme. Le système juridique, fondé sur l'anglais, ne reposait pas uniquement sur le légaliste, mais conservait le principe de précédent, adapté au régime républicain fédéral et où le pouvoir judiciaire était respecté tant dans ses jugements que dans le travail de ses membres.

Le libéralisme qui a adopté différentes positions dans la sphère institutionnelle et qui, en Espagne comme en Amérique

30

était religieuse, a permis de conserver, au fur et à mesure de la disparition des luttes et de la restauration de l'institutionnalité, son rôle transcendantal dans la mise en place de nouveaux espaces politiques.

Les mouvements des Américains qui revendiquent leurs droits seront bientôt transférés au zénith de la monarchie espagnole. La volonté d'expansionnisme français en Europe s'est vite déplacée en Espagne. En 1808, Napoléon Bonaparte convainquit Manuel Godoy d'influencer le roi Charles IV et de permettre à l'armée des Gaulois de traverser le territoire espagnol et de capturer la reine Marie et le prince régent Juan, alliés de l'Angleterre. En échange de quoi Carlos a reçu des biens de cette nation. Le tribunal lusitanien s'est installé au Brésil. Sans présager ni être les troupes dans la péninsule, Napoléon Bonaparte fit abdiquer le roi d'Espagne en faveur de son premier-né Fernando VII et celui-ci lui donna le pouvoir, le cédant bientôt à son frère José, qui allait désormais adopter le nom de José I.

Le vide du pouvoir a résonné dans la péninsule ibérique, mais pas en Amérique. Le captif Fernando VII a poursuivi la noblesse et la société hispanique pour agir en son nom et représentation, ce qui assurait la continuité de l'exercice du pouvoir, constituant un conseil de gouvernement. Acte qui a été couvert dans les partis d'Alphonse le Sage: ... quand le bien commun était en danger, nobles, prélats, hommes de fortune et gens honnêtes et honnêtes pouvaient se former en l'absence du monarque. (Las Partidas d'Alphonse le Sage [1260] Deuxième partie, titre 15, loi 3).

Cependant, la conjoncture était d'une telle ampleur que la commission unique suffisait à couvrir le vide de pouvoir. Par

31

conséquent, le Bureau central a choisi de convoquer les Cortes à partir du 22 mai 1809, qui ont été créées dans un style médiéval par des domaines (noblesse, clergé et corporations) remplacés par une domaines d'outre-mer.

Voici le premier trait du constitutionnalisme en Amérique, qui prend en compte la notion de souveraineté représentative au niveau continental et conçue par une nation hispanique. C'était la première expérience péruvienne, bien que faisant partie de l'État espagnol, dans le cadre d'un processus électoral organisé par l'église qui avait pour centre les paroisses, qui présentait le résumé démographique de chaque ville.

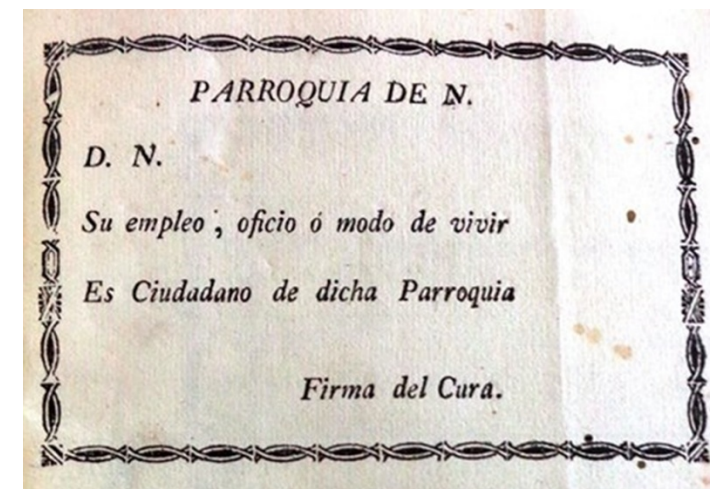
Modèle qui a duré jusqu'au milieu du XIXe siècle. Les Cortes étant constitués de membres suppléants et élus jusqu'à ce que, dans chaque circonscription électorale ou désignation, des normes telles que le décret I du 24 septembre 1810 soient publiées:

"Les députés qui composent ce Congrès, et qui représentent la nation espagnole, se déclarent légitimement constitués en tribunaux généraux et extraordinaires, et que la souveraineté nationale leur appartient ... ils reconnaissent, proclament et jurent à nouveau par leur seul et légitime roi au Seigneur D. Fernando VII de Borbón ... déclare les tribunaux généraux et extraordinaires qui réservent l'exercice du pouvoir législatif dans toute son extensión" (Cortes Generales, 1987, p. 27-28).

Déclaration établissant la conception de la trilogie de l'exercice du pouvoir et où les Cortes, au nom de la nation espagnole des deux hémisphères, ont adopté la direction

32

politique devant le pouvoir exécutif - transitoire et exercée par le Conseil de régence - et le pouvoir judiciaire, conforme par les tribunaux. Situation corroborée par le décret II du 25 septembre où il est indiqué que les Cortes recevront le traitement de Votre Majesté et pendant la durée de la captivité de Ferdinand VII, le conseil de Altesse. Ces décrets montreraient une deuxième caractéristique du constitutionnalisme hispanique en lançant un processus constitutif qui n'était pas prévu à l'origine et dont le pilier reposait sur la recreation du concept de nation et au contraire de ce que Bartolomé Clavero appelle une déclaration de pouvoirs.



33

Carte de vote paroissiale pour les représentants à Cádiz (1813)

La condition d'extraordinaire accordait aux Cortes l'autorité pour l'élection de sa présidence tournante, sans ingérence d'aucun pouvoir, disposant de leur propre organe de contrôle au sein de la Commission des pouvoirs. Comme le soulignait Clavero, la proposition de rédaction de la constitution

par les représentants des Cortes n'était pas tout à fait claire au début, car la proposition de réforme n'impliquait pas la rédaction d'une charte fondamentale plus conforme aux travaux des commissions, parmi lesquelles le Constitution, la notion de mandat est progressivement remplacée par la représentation avec le pouvoir constituant, générant ainsi "le droit d'établir ses lois fondamentales et d'adopter la forme de gouvernement la plus commode, le gouvernement dans le sens où l'État était alors. (Clavero, 2003, p.19).

Comme indiqué par Marie-Danielle Demélas, les quotas pour l'élection des députés ont été établis à raison de un pour chacun:

"25 000 habitants (Puerto Rico), 150 000 habitants (Cuba et la Floride), 200 000 habitants (Chili), 225 000 habitants (Guatemala et Quito), 400 000 habitants (Caracas), 525 000 habitants (Buenos Aires), 650 mille habitants (Lima), 725 000 habitants (Santa Fe), 891 000 666 habitants (Nouvelle-Espagne) et un million 200 000 habitants (Philippines)". [Démélas, 1992, page 150, note 155].

Enfin, le nombre de députés à Cadix s'élevait à 303 représentants, bien qu'ils n'aient jamais été réunis en raison des circonstances mêmes de leur durée prolongée.

"Rappelons-nous qu'elles ont duré environ trois ans... Au cours de cette période, 1810 sessions ont été organisées, dont 978 ordinaires, 18 extraordinaires et 814 secrètes. Députés américains participants, dont 63 sur 10 présidents sur 37, 12 sur 35 vice-présidents et 11 sur 36 secrétaires" (Meléndez, 1987, p.111).

34

Les Créoles, dans leur proposition des députés péruviens aux Cortes de Cadix sur l'égalité des péninsulaires et des criollos, affirmaient à l'article 8:

"Les Américains, les Espagnols comme les Indiens et les enfants des deux classes ont la même option que les États européens pour toutes sortes d'emplois et de destins, que ce soit à la Cour ou ailleurs dans la Monarchie, qu'ils soient ecclésiastiques, politiques ou militaires" (Pareja, 1951, 402).

Approche qui se poursuivra encore plus dans les débats parlementaires en ce qui concerne les pays à forte population autochtone tels que le Mexique, le Guatemala et le Pérou, des poches d'insurrection et où les électeurs n'ont choisi que d'accorder le traitement de l'égalité juridique.

"Parmi les Américains, figuraient des représentants de la vice-royauté du Pérou: Dionisio Inca Yupanqui, député du Pérou.- Antonio Zuazo, député du Pérou.- José Lorenzo Bermúdez, député de la province de Tarma du Pérou.- Pedro García Coronel, député Truxillo du Pérou.- Ramón Feliu, député du Pérou.- Vicente Morales Duárez, député du Pérou.- José Joaquín de Olmedo, député de Guayaquil.- Blas Ostolaza, député du roi du Pérou.- José Antonio Navarrete, député du Pérou, secrétaire" (García Belaunde, 2016, p. 96).

La situation était pertinente pour repenser les conditions d'identité, sous les auspices d'une seule nation, comme l'a déclaré le suppléant adjoint Ramón Olaguer Feliu (1820), né à Santiago du Chili. S'appuyant sur le rôle des créoles dans la société indienne, il a affirmé que la souveraineté était fonction de l'exercice de la représentation correspondante:

35

“... L'Amérique ne peut plus être considérée comme une nation collée et soumise à la péninsule mais formant avec elle la même et unique nation, la même et unique famille”. (p.2).

Argument opposé à celui du ministre péninsulaire Joaquín de Campillo et Cossío, qui soulignait que l'Espagne était la chose principale et l'Amérique secondaire. La nouvelle notion de souveraineté a été retirée de la figure du monarque pour être attribuée aux peuples, ce qui, selon les termes de Feliu, a donné une cohérence à la somme des parties, formant un ensemble représenté par la souveraineté nationale qui intègre tous les peuples américains. De leur côté, les Européens ont tenté d'atténuer les revendications américaines, en postulant qu'il fallait d'abord sauver le pays en danger. Ainsi, Agustín Argüelles:

“[...] a durement reproché à ses collègues américains de soulever en permanence des problèmes particuliers, à une époque où les Espagnols européens, à qui la guerre ne laissait aucune possibilité de résister, avaient besoin du soutien moral de la solidarité américaine” (Chiaramonti, 2005, 102)

Esprit de corps qui a été recréé avec la notion de patrie continentale et plus tard, différente de celle espagnole, et qui constituerait la pierre angulaire des processus d'indépendance des différents États d'Amérique. Processus qui finirait par établir le principe de l'autorité indépendante sous les nouveaux pouvoirs politiques et où le Congrès aurait la direction politique, qui a été consolidée avec un nouvel ordre conçu lors de la rédaction de la Constitution.

36

C'est là un autre aspect de la constitutionnalité, car l'expérience manifestée à Cadix contribuerait à l'élaboration de la Constitution et à la définition du fonctionnement du premier Congrès péruvien et du Conseil suprême du gouvernement (1822), à l'image du Conseil de régence espagnol, qui varierait la culture politique et juridique hispanique de l'époque, en tant que fondement du processus constitutionnel engagé. En ce qui concerne la société, le 9 novembre 1812, “...les électeurs de Cadix ont approuvé le décret d'abolition des mitas ou commandements ou repartimientos” (Cortes, 1987, p. 3953).

Ce qui ne signifiait pas sa disparition absolue avant que les difficultés économiques qui traversaient d'abord le gouvernement hispanique puis le gouvernement américain soient rétablies.

La Constitution assimilait la catégorie des Indiens, du Créole, des métis et des castes à celle des Espagnols, en lui postulant un élément commun aux différents corpus avec l'exigence qu'ils soient nés libres et dans les domaines de l'Espagne. Avec cela, nous avons créé la notion de national, mais en nous limitant à être élu ou représentant des peuples autochtones vivant dans le Nouveau Monde. Dans les débats péninsulaires et criollos, des solutions telles que la disqualification des peuples autochtones en raison de leur esprit vif et de leur propension aux loisirs ou de la création d'une ville sans lumières, dont les représentants n'illustreront pas les principes du gouvernement (Gálvez, 2004, 313) ont été traitées. Les Cortes n'ont pas approfondi la résolution de ces problèmes, rejetant la diversité culturelle, préférant conserver le créole en tant que catégorie légale, ce qui a continué dans les proclamations en faveur de l'indépendance, à l'exception de

37

Buenos Aires, dont la déclaration a été écrite en espagnol et en quechua.

En ce qui concerne l'église, l'expérience des Cortés extraordinaires et générales de Cadix renforce son rôle politique, juridique et religieux. Les paroisses constituaient non seulement les centres de vote, mais aussi l'illustration où le prêtre mentionnait les candidats afin que, après l'homélie, le représentant soit élu. En outre, les livres paroissiaux indiquaient le contrôle de la population grâce aux informations fournies par les habitants, dès le baptême et même la mort. Caractéristique qu'il continuerait à droite quand il serait un libéralisme catholique, les normes correspondant à la filiación, aux successions et à la famille devaient être associées au postulat ecclésiastique.

Dans le cas américain, les situations ont rencontré des positions oscillantes entre la fidélité au monarque qui exigeait le retour à l'État avant les réformes Bourbon et la rupture avec le processus d'indépendance qui s'ensuivait, une option incertaine quant à son développement et à sa composition politique. Le monarque constitutionnel personnifiait le régime et agissait accompagné de secrétaires d'État. Son pouvoir discrétionnaire était articulé autour du Conseil d'État. De là, nous trouvons l'existence de mécanismes limitant l'exercice réel. La responsabilité politique a été transférée aux secrétaires d'État avec le chiffre de l'avenant, selon le sujet correspondant.

Sanction dont l'initiative a été prise par les Cortés exigeant la formation de cause à celle qu'il avait lieu. Un autre mécanisme de contrôle est apparu lorsque le législateur a refusé son consentement aux actes gouvernementaux prévus dans la loi

38

fondamentale. Dans l'existence de ces contrepoids dans l'exercice du pouvoir, le monarque avait le pouvoir de sanctionner la règle, ce qui pouvait également être nié ou observé pendant une période de trente jours, étant entendu qu'en ne sanctionnant ni ne prononçant son amendement, compris comme promulgué. Avant le contrôle parlementaire, principalement de contrôle politique par infraction à la Constitution, le roi était empêché de limiter le fonctionnement de la collégiale, de la suspendre ou de la dissoudre.

Enfin, la Charte prévoyait le fonctionnement des assemblées législatives ordinaires et extraordinaires, ainsi que la création d'une entité fonctionnant entre des périodes connues sous le nom de Diputacion de Cortes permanente composée de trois membres des représentants de la péninsule, trois de l'étranger et un septième au hasard. membres de la législature. Il ne fait aucun doute que la Constitution de 1812 a jeté les bases du constitutionnalisme américain et a ouvert l'espace en tant que pouvoir limitant, non seulement en tant que règles, mais dans la pensée des philosophes et des juristes. Ils ont contribué à innover les règles de la société indienne fondées non seulement sur la thèse du libéralisme, mais aussi sur la fusion de la tradition indienne et catholique, constituant ainsi le stade préliminaire de notre histoire constitutionnelle.

Après sa promulgation, il est resté en vigueur avec le retour de Fernando VII sur le trône, qui n'a pas accepté que son régime absolutiste soit converti en une constitution. L'appui de 69 députés lui permit de prendre le décret du 4 mai 1814 rétablissant l'Ancien Régime et annulant la Constitution. Au Pérou, les postes nommés, l'inquisition et la mita, entre autres, ont repris leurs fonctions. Le coup d'État du 1^{er} janvier 1820

39

contre Fernando VII a marqué une nouvelle étape dans l'empire. L'insurrection dirigée par le lieutenant-colonel Rafael del Riego, chargé de quitter l'Amérique pour vaincre les insurgés, a permis de refondre la gestion du pouvoir royal en forçant le monarque à jurer la Constitution et à se soumettre ainsi à ses desseins pendant le prétendu Triennat libéral. (1820-1823) qui permettaient aux libéraux de former un gouvernement et de prendre des mesures immédiates, telles que l'abolition de la Cour du Saint-Office et d'encourager le développement de la liberté. Les conservateurs optèrent pour une attitude vigilante, complémentaire aux conspirations du monarque, dont l'une réussit avec la présence de cent mille soldats français ou des Fils de Saint-Louis qui permettaient la restauration de l'absolutisme et donc l'abolition de la Charte sa seconde vie

IV. LE PROTECTORATE COMME UNE FORME DE GOUVERNEMENT.

Le 28 juillet 1821, il représente le début de l'État péruvien, mais également l'aboutissement du processus de pré-émancipation qui reprit après Cadix la lutte pour la revendication des revendications politiques de différents secteurs de la population devant les autorités.

Finis les mouvements qui articulaient des régions du sud du Pérou comme la rébellion de Tupac Catari au Haut-Pérou et celui des frères Angulo avec Mateo Pumacahua à Cusco et Arequipa, les conspirations d'Indiens, de mestizos et de criollos. La répression féroce des vice-rois de l'époque, José Fernando de Abascal et Souza (1806-1816) et celle de Joaquín de la Pezuela Griján (1816-1821), ont permis d'assurer une certaine stabilité à

40

la couronne jusqu'à l'intervention de José de San Martín qui a dirigé l'expédition vers Argentine puis Chili, depuis 1818.

Jusque-là, les révoltes n'avaient pas réussi à rompre la gestion du pouvoir central incarné par le vice-roi et pouvaient être vaincues avec le soutien de l'armée royale, des milices et même des curacas. Situation qui nous montre que la perception de l'émancipation n'était pas uniforme, mais qu'elle se manifestait principalement dans les villes et les zones économiques, en particulier dans les axes de commerce.

Processus qui s'articulait à différents secteurs a intégré la protestation des nations américaines contre le régime espagnol, exigeant la modification et l'élimination, dans le meilleur des cas, de leurs mesures royales, mais cela en ne procédant pas ou ne le faisant pas a promu l'indépendance. Dans le modèle indien, le Pérou et le Mexique ont représenté les bastions de la défense de l'hispanisme en Amérique et de sa fidélité, mettant en péril l'émancipation d'autres découpages politiques tels que l'Argentine (Tucumán, 9 juillet 1816), le Chili (Talca, 12). de février de 1818), et la Grande Colombie (Angostura, 1819).

L'expédition libératrice du général José de San Martín a rejoint les mouvements intégrés d'Espagnols, de Créoles, de Métis, d'Indiens, de castes et de Noirs qui ont opté pour la décision de guider leur propre destin. Depuis le débarquement à Pisco, le 8 septembre 1820, l'armée de Saint-Martin avait pour mission de mobiliser le soutien des peuples afin de légitimer leur indépendance et d'obtenir l'adhésion de ses habitants. La proclamation de l'indépendance de l'ancienne intention de Trujillo, le 29 décembre 1820, fut capitale car il s'agissait d'une démarcation politique remarquable après la vice-royauté.

41

A cela s'ajoutent des actions militaires qui corroborent la stratégie du Libérateur, créant le moment propice pour adopter la première disposition légale de l'administration péruvienne: le règlement provisoire qui établit la démarcation du territoire occupé par l'armée argento-chilienne, avec lequel ils ont été conçus les premiers départements ainsi que leurs premières autorités: les présidents de département (plus tard préfets), les gouverneurs, les lieutenants-gouverneurs, les agents fiscaux (contrôleurs), le conseil supérieur du trésor et le premier tribunal républicain: la chambre d'appel, avec siège à Trujillo. Le caractère confessionnel de l'organisation politique qui a adopté la religion catholique en tant que fonctionnaire de l'État a été maintenu.

Le processus de changement au Pérou a exigé l'existence d'un chef de file dans lequel la volonté du peuple émancipateur s'associait, ainsi que le commandement militaire et politique (exécutif et législatif). Raison pour laquelle a été publié le décret du 4 août 1821 instituant le protectorat, qui couvrait le vide créé par l'acte fondateur de l'État péruvien, désignant José de San Martín comme détenteur du pouvoir. Avec le protecteur du Pérou, apparaît le cabinet du gouvernement intégré par les ministres d'État: Au bureau des relations d'État et extérieures, Juan García del Río (né à Carthagène des Indes); Guerra et Marina Bernardo Monteagudo (de Tucumán) et Finance, de José Hipólito Unanue y Pavón (né à Arica). Le pouvoir judiciaire est passé devant la Haute Chambre de justice, un tribunal national nouvellement constitué. Des actions qui ont correspondu à la teneur des discours des libéraux péruviens qui n'ont pas cessé de postuler la liberté, l'égalité et la fraternité de la Déclaration des

42

droits de l'homme et du citoyen dans ce processus. Pensée exprimée dans les messages du Chef d'état:

"L'Etat du Pérou a commencé à exister à partir du jour où les bases de notre pacte d'association ont été provisoirement établies" (CDIP 1974, volume XIII, vol.1, p.249).

Ce mandat marque le début du premier militarisme qui se terminera en 1872 avec la montée de Manuel Pardo, premier président civil élu au poste de président de la République. Pendant ce temps, le nouveau régime indépendant a déclaré la Constitution de 1812 abolie dans tous ses articles, ce qui a eu lieu politiquement. Néanmoins, son influence doctrinale se poursuivit, devenant l'une des références obligatoires des législateurs lors de la rédaction des prochains textes constitutionnels et plus tard dans les salles de classe des universités.

43

V. LES PREMIÈRES DISPOSITIONS DE L'ÉTAT NÉ PÉRUVIEN

Le nouveau régime était transitoire et conditionné à la conjoncture de la guerre pour la prochaine convocation de la représentation politique nationale. Entre-temps, par le biais de l'exécutif, les bases de la conception étatique de l'État ont été définies par des décrets, qui constitueront une constante de l'histoire constitutionnelle péruvienne, laissant ainsi une autonomie totale à la magistrature, comme l'a affirmé San Martín:

6 LA EMANCIPACIÓN EN SUS TEXTOS						
ESTADO que manifiesta las siete Intendencias en que está dividido el Virreinato de Lima, con expresión de las Ciudades y Pueblos que comprenden, número de sus Doctrinas y el de sus habitantes, con distinción de las respectivas clases á que estos corresponden:						
INTENDENCIAS	PARTIDOS	Ciudades	Villas	Pueblos	Doctrinas	Clérigos
Intendencia de Lima	Cercado	1	"	6	14	309
	Cañete	1	1	4	7	15
	Ica	1	2	3	10	22
	Yauyos	"	"	25	7	12
	Huancabamba	"	"	30	11	25
	Canta	"	"	54	9	20
	Chancay	"	2	28	9	18
	Santa	"	1	13	7	10
	Total	3	6	172	74	431
Id. de Trujillo	Cercado	1	"	6	10	114
	Lambayeque	"	"	7	20	52
	Piura	"	"	14	10	61
	Caxamarca	"	1	26	17	34
	Guamachuco	1	"	23	8	54
	Patate	"	"	13	3	11
	Chachapoyas	"	"	60	17	34
	Total	2	1	149	85	430

Population selon la région (Intendencia)

PUENTE CANDAMO, José A. (1959) La Emancipación en sus Textos: El Estado del Perú. Tomo I, p. 6. . Lima. Instituto Riva-Agüero.

44

EL ESTADO DEL PERÚ 7								
Religiosos	Religiosas	Doctas	Espanoles	Indios	Mestizos	Castas libres	Esclavos	TOTALES
991	572	84	18.219	9.744	4.879	10.231	17.881	62.910
19	"	"	465	7.025	737	992	3.363	12.616
75	"	"	2.158	6.607	3.405	4.305	4.604	20.576
"	"	"	13	8.005	93	1.451	"	9.574
"	"	"	220	13.051	992	19	81	14.024
"	"	"	57	10.333	1.723	"	"	12.133
15	"	"	969	7.500	1.081	758	3.604	13.945
"	"	"	279	873	1.237	108	827	3.334
1.100	572	84	22.380	63.161	13.747	17.864	29.763	149.112
60	129	"	1.434	4.577	1.549	2.557	1.581	12.031
27	"	"	2.309	22.333	5.448	3.193	1.831	35.193
18	"	"	2.874	24.797	10.654	5.203	884	44.491
50	33	"	7.835	29.692	22.299	1.875	328	62.196
"	"	"	2.273	17.117	18.367	250	79	38.150
3	"	"	987	4.627	7.678	194	8	13.508
11	"	"	1.396	12.504	10.954	486	13	25.398
169	162	"	19.098	115.647	76.949	13.758	4.724	230.567

"Mais je m'abstiendrai de jamais me mêler à l'exercice solennel des fonctions judiciaires, car leur indépendance est la seule et véritable garantie de la liberté du peuple" (García Belaunde, 2016, p.9).

Après l'indépendance, l'organisation territoriale et le modèle départemental français qui remplaçait les intentions et les partis libres, existant jusqu'au 12 février 1821, s'ajoutait la circonscription de Lima qui comprenait les partis de Yauyos, Cañete, Ica Nazca. Toutefois, ce processus a été modifié le 26 avril 1822 lorsque le délégué suprême, José Bernardo Tagle, a réorganisé l'espace physique avec davantage de partis libres pour donner naissance à onze départements, constituant ainsi la base électorale qui permettrait d'avoir une représentation nationale. Règlement provisoire qui établit la méthode pour les élections ... (Tarazona 1946, p. 31-38). La validité des hostilités de l'armée royaliste dans la sierra a influencé la composition des démarcations internes du journal, répondant davantage à des critères techniques qu'à des critères techniques, probablement parce qu'elle accordait plus de légitimité aux élus.

Le processus naissant d'émancipation a motivé l'application progressive des principes de liberté et d'égalité qui avaient été soulevés. Les discours gouvernementaux, en ce sens, ont démontré une volonté proactive reflétée dans les décrets en faveur des Indiens et des esclaves.

En ce qui concerne la Mita, le régime indépendant, par décret du 28 août 1821, a déclaré:

45

"Le service des Péruviens, connu auparavant sous le nom d'Indiens ou d'Indiens, fait sous l'appellation de mitas, le pongos est éteint.

"Il est aboli la taxe qui sous la dénomination de tribut était satisfaite au gouvernement espagnol... à l'avenir, ils ne seront pas libellés aux indigènes indiens ou naturels: ce sont des enfants et des citoyens du Pérou et au nom de Péruviens, ils doivent être connus".

La norme selon laquelle, bien qu'elle cherche à réévaluer ce groupe social, finirait par être contre-productive, car si les Indiens étaient des citoyens, quel nom donnerions-nous aux autres secteurs qui composent cette société, dont les paramètres ont préservé les pratiques hispaniques tendant à une communauté plus corporative qui: égalitaire, en conservant le même degré d'acceptation et même de dépendance que ce que l'on peut corroborer dans la littérature de l'époque. Dans les registres paroissiaux, la dénomination indienne a été remplacée par la péruvienne pour revenir au terme original après 1834.

En ce qui concerne l'esclavage, l'attitude du gouvernement était de prédire des dispositifs qui n'aboliraient pas l'institution elle-même, mais serviraient de palliatifs: Premièrement, la liberté de ventre établissait que les personnes nées le 28 juillet 1821, enfants d'esclaves, seraient libre Deuxièmement, le tirage au sort de vingt-cinq personnes, qui seraient favorisées avec liberté. Troisièmement, l'enrôlement d'esclaves dans l'armée patriote qui, après avoir servi leur service, seraient reconnus comme des hommes libres. La prise en compte de l'esclavage en tant que conséquence des droits de propriété des maîtres rendait leur élimination difficile, car la seule possibilité était d'exproprier les esclaves ou les biens. Une pratique qui, en contrepartie, exigeait

46

le versement d'une compensation équitable aux propriétaires et qui, à l'époque, n'était pas réalisable en raison du manque de ressources de la société politique légale.

Le gouvernement a garanti l'ordre dans le respect des normes et des coutumes de la vice-royauté, mais a également agi en tant qu'agent de changement en introduisant, à un stade précoce, le principe de la légalité dans ses actes dans cette réalité diversifiée. Ainsi, la naissance du droit national, de par sa nature, répondait au caractère institutionnel ne renonçant ni à la tradition canonique romaine ni à son contenu ni à la partie procédurale, maintenue dans les enseignements donnés dans les collèges et comme à l'Université de Lima dans leurs homologues espagnols, jusqu'au milieu du 19ème siècle. Les publications de textes hispaniques et leurs rééditions ont été reçues dans les deux hémisphères, en ajoutant de la littérature française et exceptionnellement anglaise, allemande et portugaise. À cela s'ajoute le travail de presse appelé doctrinaire, qui devient un moyen de diffusion pour les secteurs éclairés par le biais de transcriptions ou de traductions fiables de textes politiques contemporains.

Le Statut provisoire du 8 octobre 1821 était la deuxième grande norme de cette administration. Publié par le Protecteur pour le régime des départements libres, il reflétait la proposition gouvernementale imposant les institutions et la gouvernance de l'État en correspondance avec la vie nationale, sans que la Constitution soit dictée. En premier lieu, il a été établi que les Péruviens, en fonction de la naissance sur le territoire (ius soli) ou par filiation, étaient des descendants de Péruviens, qui faisaient appel à l'utilisation de critères conventionnels liés aux nationaux. En outre, il a été ratifié que la religion officielle de

47

l'État serait catholique, apostolique et romaine, condition indispensable pour être considérée comme un sujet de droit et même se présenter comme fonctionnaire.

La direction de l'État a continué sous la figure du Protecteur, en comptant sur la propriété du pouvoir politique, administratif et militaire. À cette fin, le chef de l'exécutif était accompagné des ministres d'État de leurs branches respectives, habilités à émettre des résolutions et des communications émanant de son bureau. Responsabilité attribuée à un titulaire, qui était tenu de rendre compte de la gestion, initialement partagée avec le directeur général, en raison de la nature du poste. Le Conseil d'État, présidé par le Protecteur du Pérou et composé de douze membres: les ministres d'État, le général en chef de l'armée, le chef du personnel, trois chefs, un marquis, le président de la Haute Chambre de justice, le doyen de la cathédrale de Lima et un membre qui sera désigné plus tard.

48

C'était un organe à caractère délibératif, surtout dans des cas exceptionnels. Nous pouvons observer que cette conformation avait la caractéristique d'être un mélange entre l'État et la société civile lorsqu'elle représentait différentes institutions telles que le gouvernement, l'église, la noblesse péruvienne et la force militaire.

Le 2 décembre 1821, date du début des sessions du Conseil, il fut convenu, sous le régime politique proposé par San Martín, de nommer Juan García del Río et Diego Paroissien pour faire partie de la commission chargée de rechercher un prince pour la Pérou parmi les maisons européennes. Bien que la vocation de l'Amérique hispanique soit républicaine, elle n'excluait pas

qu'elle fût parfois recherchée sans épreuves monarchiques pour maintenir la transition pendant le processus de rupture.

Les partisans de cette position ont été identifiés comme des conservateurs, partant de la terreur de la mauvaise gestion, du désordre et de l'anarchie probable, en voyant dans l'option monarchique la garantie de la continuité. Ce sont eux qui, pour se justifier, ont soutenu que les Américains n'étaient pas habitués à commander. On ignore si l'idée monarchique de Saint-Martin avait été temporaire ou définitive. Etre en Europe la mission Juan del Río - James Paroissien, le Protecteur a laissé le pouvoir, ce qui l'a incité à modifier son objectif initial, le remplaçant par la promotion et la diffusion de l'exploitation minière et même à organiser ce qui serait le premier emprunt du nouvel État avec L'Angleterre vaut un million deux cent mille livres sterling pour le budget de la république.

49

Le Conseil d'État en tant qu'institution a été renforcé par la délégation des fonctions judiciaires assignées par le Règlement de 1822 sur les tribunaux, qui reviendrait plus tard au législatif. Ce transfert de pouvoirs, bien qu'éphémère, a créé les conditions d'une distorsion dans l'application de la séparation des fonctions politiques de celles qui ne l'étaient pas. Nous pouvons affirmer que les circonstances d'urgence ont nécessité une centralisation des fonctions autour du chef du gouvernement; mais une fois ceux-ci finalisés, ils n'ont pas été transférés à l'organe correspondant, mais au Congrès, qui a vu son rôle renforcé au sein de l'organisation de l'État.

En tant que représentant de l'exécutif dans le pays, nous trouvons le président du département (préfet), exécuteur direct des ordres gouvernementaux relevant de sa juridiction, qui ont

été complétés par ceux de ses subordonnés: le gouverneur et le lieutenant-gouverneur. Ces premières indications révèlent l'existence de nuances dans la centralisation des fonctions dans une position unique, mais aussi dans ce cas spécifique, la proposition de décentralisation d'un pays qui a encore conservé son organisation basée sur les intentions ou les régions. Entre les premières présidences de département nous soulignons celle de Trujillo (Jose Bernardo Tagle), Lima (José de la Riva Agüero), Huaylas (Ignacio de Alcázar) et de la Côte (Andrés Reyes).

VI. LA SOCIÉTÉ PATRIOTIQUE DE LIMA: MONARCHIE OU RÉPUBLIQUE

Les négociations précédentes avec l'État péruvien révèlent l'intérêt du général San Martín d'établir un gouvernement monarchique constitutionnel; à titre provisoire, jusqu'à la création de la république, un régime régnant dans la plupart des États américains naissants. Le défenseur de la monarchie était le secrétaire puis le ministre Bernardo Monteagudo, qui estimait qu'il ne suffisait pas de diffuser les idées libérales au Pérou dans ce processus de changement, mais de préparer les Péruviens, par l'éducation et l'acceptation des lois, défense de leurs droits et des institutions établies, contre l'arbitraire. Cela changerait la perception des Péruviens, tandis que les proclamations aideraient à prendre conscience des principes libéraux qui propagent l'indépendance.

Alors que les mesures gouvernementales ont été prises, le régime a jugé opportun de réunir 40 personnalités de l'intelligentsia, de la noblesse, de la bureaucratie et du commerce afin de former la Société patriotique de Lima afin de débattre de l'adéquation du régime à adopter. Le 10 janvier 1822,

50

Monteagudo incarne le plan de Saint-Martin. En tant que secrétaire du libérateur, il prend des mesures radicales et extrêmes contre les Espagnols vivant au Pérou. Cette attitude lui confère la réputation d'être atteint d'hispanophobie, ce qui lui coûtera plus tard pays cette même année:

"... Aujourd'hui, on craint de donner trop de pouvoir aux dirigeants, ... mais à mon avis, c'est beaucoup plus que de craindre la très petite obéissance des gouvernés". (CDIP 1974. Volume XIII, Vol. 1, p. 243 et suiv.).

Comme nous le voyons, il ne suffisait pas d'assimiler et de convaincre les idées libérales pour la marche de la nouvelle société, car cela ne se produirait que dans la mesure où le peuple serait éclairé. Autrement, l'ignorance permettait à l'autorité de devenir un tyran, dominant le peuple sans trop de difficulté. La souplesse de la théorie politique de Monteagudo montre que sa variation correspond aux événements de l'époque. Jusque-là, les membres de la monarchie appuyés par José Ignacio Moreno, José Cavero y Salazar et Hipólito Unanue constituaient la majorité.

De l'avis de Monteagudo, les Péruviens prendraient progressivement conscience, à travers les proclamations, des principes contribuant à l'indépendance. Au Pérou, c'est là que l'esprit de la métropole était davantage déterminé par le nombre de résidents péninsulaires que l'exercice des idées démocratiques dans les autres groupes, différenciés sur le plan social et racial, était incompatible. D'où la nécessité de bannir tous les obstacles lors de l'expulsion des Espagnols et de la confiscation de leurs biens qui en découle. Voici comment se résume son premier objectif:

51

“[pour] ... effacer même les vestiges de cette vénération habituelle que les hommes paient involontairement à ceux qui depuis longtemps sont en possession de les rendre misérables (Monteagudo, 1823, p.10).

Il détestait que cela ait atteint même ceux qui avaient juré l'indépendance du Pérou et demandé leur lettre de naturalisation. Ensuite, Monteagudo a fait valoir que non seulement il suffisait de libérer les peuples, mais aussi de distinguer la répartition de la richesse et le niveau de préparation de l'ensemble des habitants, qui complétaient la liberté. Le Pérou représentait une société hétérogène avec des conditions socio-économiques déterminantes:

“Un peuple qui vient de subir la calamité de suivre de telles habitudes pernicieuses est incapable de se conformer aux principes démocratiques. Rien ne compte pour changer de langage, alors que les sentiments ne changent pas...” (Monteagudo, 1823, p.13).

Le troisième principe était axé sur la promotion de l'instruction publique, qui garantirait que chaque habitant et chaque citoyen connaisse ses devoirs et ses droits, devenant ainsi le contrôle de l'autorité. D'où la nécessité pour le régime de fonder la Bibliothèque nationale du Pérou et d'innover dans l'enseignement grâce à la méthode d'enseignement lancasterienne sous la direction du presbytérien Diego Thompson, originaire du Chili et resté à Lima jusqu'en 1824.

Selon le quatrième principe, la forme de gouvernement devait préserver la liberté de l'individu par le biais de la Constitution, limitant le fonctionnement de l'utilisation du

52

pouvoir par le biais de trois organes. La cristallisation du bonheur ne se produirait qu'avec un gouvernement qui favorise le développement du travail, de l'industrie et des talents, réduisant ainsi l'abîme social qui existait avec les secteurs majoritaires et où l'esclavage sera progressivement aboli, puisqu'il constitue un droit de patrimonial.

De son côté, le membre du clergé José Ignacio Moreno qui a déclaré que la situation dans laquelle se trouvait le Pérou ne réunissait pas les conditions nécessaires à la mise en place d'un système inclusif, notamment lorsque l'ignorance prédominait dans les secteurs majoritaires. D'où la nécessité d'un chef doté d'une attitude forte pour le bien-être de la population, attitude similaire à celle du monarque dans le despotisme éclairé.

Pendant ce temps, la direction républicaine était entre les mains de l'avocat Manuel Pérez de Tudela, qui a admis que la vie de la société reposait sur le produit du bonheur issu de l'exercice de la liberté, de la sécurité et de l'égalité, résumé dans la phrase: Déterminé et heureux pour l'Union.

A cela s'ajoutent les arguments qui ont le plus pénétré dans le débat politique, émanant d'un autre républicain qui n'était pas invité à la Société. Sous le pseudonyme de Solitaire du Sayán, José Faustino Sánchez Carrión (Huamachuco 1787) s'est imposé comme le principal opposant du système monarchique, pour lequel ce terme était synonyme de décadence alors que l'émancipation signifiait république. Auteur des lettres envoyées par Solán de Sayán, il a affirmé que:

“Les maux infinis qui sont connus dans notre pays ne sont pas incurables, mais parce qu'ils ne veulent pas appliquer le

53

spécifique approprié, ou parce qu'ils ne prennent pas la peine de chercher l'origine qui les produit" (CDIP, 1974, Volume I, Vol. 9, p. 15).

Son influence à travers la relation épistolaire avec ce cénacle ou à travers des publications a progressivement généré des changements de position dans les membres de la société. De ses lettres, faisant allusion à Montesquieu et à Aristote, nous pouvons en déduire que la forme de gouvernement devrait être basée sur le territoire, les coutumes et le caractère de ses habitants. Les droits ne pouvaient être fraudés, mais jouissaient pleinement de leur exercice; Respecter les principes de liberté, de sécurité et de propriété. La phrase de Sánchez Carrión "La nation n'est pas seulement une grande famille, divisée et divisée en plusieurs", évoque la nécessité d'articuler chaque communauté dans l'intérêt général, chacune étant responsable de son propre destin pour atteindre le bonheur prôné pour l'illustration. L'incapacité du gouvernement monarchique à l'État péruvien reposait sur le caractère des Péruviens, qui étaient habitués à recevoir ce qui leur était donné, étant enclins à devenir des vassaux et non des citoyens; bien que la monarchie était constitutionnelle.

Il était nécessaire de surmonter les privilèges de la société vice-royale par une méritocratie, où, par leurs talents, leurs mérites et leur éducation, les individus seraient préférés. Les lois ont été les freins des actes d'autorité et de l'homme dans la société et non les ordres de bureaucrates, qui sont devenus des excès. Bien que la monarchie ait été la forme de gouvernement qui avait prévalu dans l'histoire; la notion de pacte social de Rousseau avait sapé la tendance absolutiste du régime.

54

Cependant, le souci de l'exercice de la liberté était latent et exigé de la part d'une partie de la population, comme l'a noté Manuel Lorenzo Vidaurre, se demandait si tous étaient égaux, qui obéissait?

L'égalité, primordiale pour cette construction d'État, était donnée par présomption légale pour tous. Bien que certains aient prétendu que la souveraineté était enracinée dans le peuple, il s'agissait d'individus éclairés et de propriétaires qui représentaient alors la base électorale, les correspondant en tant qu'électeurs et élus. Sa référence aux treize États de l'Union en Amérique du Nord lui a fait penser que l'efficacité dans la gestion du pouvoir serait produite dans une république fédérale, ce qui permettrait également l'exercice de différents cultes alors qu'au Pérou, l'identité religieuse était catholique, empêcher la profession d'autrui.

55

La déclaration d'indépendance par sections et par étapes du territoire national lui a permis de réfléchir à l'indépendance américaine. Comme on le sait, ce sont les partis de Tumbes, Lambayeque et el Cercado, dans l'ancienne intention de Trujillo, qui ont déclaré leur émancipation d'abord; puis au centre le parti de Huaylas et au sud-est celui de Huamanga. Des circonscriptions qui ont ensuite été articulées au pays en 1825, qui n'excluaient pas la survie du pouvoir des élites au pouvoir, locales ou régionales.

Le 12 juillet 1822, la Société patriotique de Lima termina ses travaux et son président, Bernardo Monteagudo, expliqua devant le Conseil d'État qu'il avait été décidé de quitter le prochain Congrès pour décider de la forme de gouvernement la plus commode. De cette manière, l'option monarchiste

sanmartiniana a échoué pour la mémoire du système de l'ancien régime, mais néanmoins, la tendance à une république avec un gouvernement fort et avec des nuances parlementaires a survécu comme nous le verrons plus loin dans les conjonctures suivantes.

56

CHAPITRE DEUX

Les débuts du constitutionnalisme

I. LA PREMIÈRE EXPRESSION constituante CONSTITUANTE: LE CONGRÈS DE 1822

Par décret Protecteur du 27 décembre 1821, des élections ont été organisées pour le prochain congrès constituant dans le but de définir la forme du gouvernement et de préparer la constitution du pays, synonyme d'une société garantissant leurs droits et disposant de la séparation des pouvoirs. . Ce décret établit que les pouvoirs qui: "donnent les peuples à leurs députés, vont contracter exclusivement à ces objets et seront nuls ceux qui les dépassent".

57

Le Conseil d'État et le Comité de la Constitution du Congrès étaient chargés d'examiner le projet de règlement prévoyant le nombre d'électeurs. Pour ce faire, le recensement du Guide des étrangers de 1797 a été utilisé avec l'ajout d'un député pour 15 000 habitants. Le processus électoral a eu lieu après les entretiens avec les Libertadores José de San Martín et Simón Bolívar à Guayaquil. Les documents du Protecteur révèlent la nécessité de disposer du Congrès et de ses mécanismes de contrôle du pouvoir politique.

La désapprobation de la monarchie en tant que forme de gouvernement a aggravé l'usure du régime, y ajoutant le revers de la guerre, l'expulsion de Monteagudo vers le Chili et l'opposition tenace de certains partisans du républicanisme de Lima qui parlaient de San Martín comme le roi José

Utilisant les paroisses comme des lieux de suffrage comptant comme les élections antécédentes des Cortes de 1812, le processus d'élection de la première représentation nationale a abouti à 117 députés (79 titulaires et 38 suppléants), dont 28 avocats et 26 ecclésiastiques. Surtout dans les districts temporaires car ils sont toujours sous le contrôle du vice-roi José La Serna. Des circonstances similaires, si l'on pense à l'expérience de Cadix en 1810.

Le jour de l'installation, le 20 septembre 1822, le Protecteur a prêté serment aux membres du Congrès et, dès qu'ils ont pris leurs fonctions, ils ont déclaré le pouvoir législatif constitué, la volonté populaire résidant en lui et exercée en son nom.

Le général San Martín a transmis la position politique mettant fin au protectorat le 4 août dernier, qui maintenait une certaine indépendance institutionnelle avant la situation convulsive du fait de la présence de l'armée réaliste stationnée dans les montagnes. Malgré cela, il a marqué le début de l'État péruvien, qui, depuis lors, formait les institutions républicaines, dont l'existence se combinait à la direction de ses dirigeants ou de ses notables. Perception que nous montrons dans votre message d'adieu:

"La présence d'un soldat heureux (quel que soit son degré de détachement) effraie les États qui sont à nouveau constitués ... Péruviens, je vous laisse à la représentation nationale; Si vous lui faites entièrement confiance, chantez triomphe: sinon, l'anarchie vous dévorera" (Bilbao, 1936, p.17).

58

À la demande du député Mariano Arce, José de San Martín a été déclaré:

"Fondateur de la Liberté du Pérou, conservant le rang de capitaine général du Pérou et lui attribuant un traitement, il démissionnerait". (Constituent Congress, 1822, p.11-12).

Les membres du Congrès de 1822, confrontés à l'exercice d'un pouvoir centralisé autour de l'exécutif et sous l'influence de la philosophie politique, optèrent pour la solution inverse, leur regroupement étant considéré comme synonyme exclusif de représentativité.

Le pouvoir législatif a été chargé de la direction des affaires de l'État, en répétant une formule de gouvernement parlementaire demandant le respect du principe d'autorité. Les représentants les plus lucides et les plus éclairés de la société vice-royale avec les républicains siégeaient au Congrès et posaient les piliers de l'organisation juridico-politique de l'époque. En considérant son institution comme le premier pouvoir de l'État, ils lui ont fait absorber des fonctions exécutives, ce qui a même empêché la fin de la guerre entre indépendants et réalistes.

La tradition hispanique ajustait l'application de la théorie des pouvoirs qui maintenait toujours un pouvoir centralisé, mais qui après le vice-roi n'avait pas atteint une autorité avec la même reconnaissance. Comparant la version française, les députés péruviens ont opté pour le contrôle politique de l'État, y compris du chef de l'exécutif, qui serait élu par les législateurs. Les libéraux étaient convaincus que le parlementarisme était la meilleure option pour l'État. Par conséquent, la direction des

59

affaires de l'État déterminait la naissance d'un exécutif collégial appelé conseil de direction ou consulat de France, dont les dispositions ressemblent à celles du Conseil de régence espagnol comme nous l'avons expliqué ci-dessus.

Le pouvoir exécutif a été exercé par une commission déléguée du Congrès, composée des députés José La Mar (ancien gouverneur de Callao), Felipe Antonio Alvarado (ancien maire de Lima) et Manuel Salazar y Baquíjano, comte de Vista Florida, dans le but de: Prenez le commandement des campagnes contre les troupes royalistes. Le décret créant la Junta Gubernativa du 21 septembre 1822 indiquait également que:

"3º Cette commission se relèvera parmi les membres du Congrès; 4º Les élus seront séparés du Congrès, après avoir prêté le serment respectif; 5º Cette commission consultera le Congrès dans les affaires diplomatiques et dans d'autres" (García Belaunde, 2016, p. 113).

La fonction exécutive a été partagée avec les secrétaires d'État, qui ont remplacé les ministres. Encore une fois, la force du pouvoir législatif et la marche de l'État péruvien étaient conditionnées à l'avenir de la guerre d'indépendance et à l'adhésion des habitants dans les territoires encore dominés par le vice-roi de Cusco. Le Congrès a tenté d'associer les communautés indiennes à l'événement exceptionnel impliquant l'indépendance et la lutte contre les Espagnols. Par des proclamations écrites en quechua, ils ont été informés des avantages de ce projet politique. À cet égard, la façon dont ils procédaient ne différait pas de celle du modèle Carolino du XVIIIe siècle: tout pour le peuple, mais sans que celui-ci décrive les réformes sociales, puis économiques.

60

"Vous les Indiens, vous êtes le premier objectif de nos soins, nous nous souvenons de ce que vous avez souffert et nous nous efforçons de vous rendre heureux dans la journée: vous allez être noble, instruit, propriétaire et vous représenterez parmi les hommes tout ce qui est dû à vos vertus" (Rivet y Créqui-Monfort, 1952, Tomo I, p. 287).

En ce sens, la prétention des législateurs des provinces unies de Rio de la Plata était davantage impliquée dans la rédaction de l'acte d'indépendance sous une forme bilingue.

La direction de la marche de la législation péruvienne a été rendue possible par le fonctionnement des commissions de direction ou permanentes et de leurs commissions établies par ordre thématique: bases de la constitution, constitution, beaux-arts, commerce, régimes et budget, diplomatique, trésor spécial et commerce, statistiques, guerre, éducation et santé publique, législation, liberté d'impression, justice, trésorerie, monuments commémoratifs, mines, police, pouvoirs, prix et agriculture, réglementation et visite des prisons.

La fonctionnalité du gouvernement dans la version de la junte suprême a rapidement montré la preuve de son inopérabilité. En tant que commission déléguée, il lui manquait des pouvoirs autres que ceux spécifiés. Le pouvoir réel et effectif était absent et l'échec avant la première expédition d'intermédiaires faisait qu'un secteur de l'armée dirigé par les généraux Andrés Santa Cruz et Calahumana avait donné le premier coup d'État républicain, le 26 février 1822, imposant l'aristocrate José Mariano. du Riva Agüero et de Sánchez

61

Boquete, marquis de Montealegre de Aulestia en tant que premier président du Pérou:

“Balconcillo est donc... un épisode de profondes répercussions, non seulement immédiates mais aussi futures, dans la vie nationale, car dans Balconcillo, le cas, repris dans notre histoire, des soulèvements militaires est présenté pour la première fois” (Rávago, 1959, p.52).

Cette première crise de gouvernabilité ou coup d'état dont on peut constater l'étroite corrélation dans la mutinerie ou la déclaration d'Aznapuquio quand dans le général José La Serna, soutenu d'un secteur de l'armée, il a pressé au vice-roi Joaquín de la Pezuela de nommer général en chef et démissionne. Ceci est la conséquence de sa faiblesse dans les négociations avec San Martín, avant l'indépendance du Pérou.

Francisco Javier Luna Pizarro, président du Congrès, a démissionné et s'est installé au Chili. Riva Agüero, ancien colonel de milices puis de l'armée, avait obtenu le consentement d'un secteur de la société de Lima et avait été préfet du département de Lima. Riva-Agüero, qui était également avocat, a été élevé au rang de chef suprême des forces armées et a choisi de lui octroyer le grade militaire maximal afin de ne pas avoir de problèmes avec les instituts qu'il devait diriger. Cette pensée se poursuivra jusqu'au XXe siècle et sera reproduite avec le commandant de l'époque Luis M. Sánchez Cerro.

Le gouvernement, avec le soutien de l'armée, s'est consacré à la poursuite de la campagne, tandis que le pouvoir législatif a poursuivi la rédaction de la lettre politique qui s'ajouterait aux dispositions transitoires de San Martín.

62

II. LA DEUXIÈME CRISE DE GOUVERNABILITÉ: DEUX PRESIDENTS DE LA REPUBLIQUE

Le gouvernement dirigé par José de la Riva-Agüero a connu un échec gravitationnel avec la perte de la IIe campagne intermédiaire, mettant en péril les avancées de l'administration indépendante. La contre-offensive réaliste déclencha sa responsabilité devant le Congrès qui choisit de le renvoyer le 23 juin 1823. Devant la crainte de l'occupation royaliste de la capitale, le Législatif s'installa au château de Real Felipe. L'ancien président est parti pour Trujillo avec des employés et des membres du Congrès qui lui étaient fidèles. Pendant ce temps, le parti qui est resté à Callao a nommé José Bernardo Tagle, marquis de Torre Tagle, deuxième président du Pérou. Des circonstances ont fait apparaître sur le territoire péruvien trois administrations: deux indépendantes et le gouvernement vice-royal ayant son siège à Cusco.

Riva Agüero et ses membres associés établis dans le Nord, présidé également par le Sénat, dont les membres correspondent aux dix départements créés pour les élections de 1822. Hipólito Unanue est vice-président de la Chambre et sénateur de Tarma. Malgré l'amitié avec le président de facto, la détérioration de la situation politique a prévalu en raison de la montée de l'instabilité, abandonnant cette aventure pour retourner à Lima. Après la reprise des sessions le 6 août, le Congrès a pris des mesures urgentes: l'envoi d'une commission composée des députés Joaquín Olmedo et José Faustino Sánchez Carrión pour inviter le libérateur Simón Bolívar à conclure l'émancipation. Deuxièmement, approuver la Constitution et confirmer José

63

Bernardo Tagle comme président unique de la République, qui a eu lieu le 16 août 1823.

Bolívar, qui a d'abord envoyé un contingent à la disposition du congrès péruvien de trois mille Gran Colombiens avec Antonio José de Sucre en tête, est arrivé le 1er septembre de la même année et a pu se rendre compte de la fragilité politique à travers laquelle le pays passait. Comme mesure immédiate, la législature lui a accordé le commandement militaire et a également persécuté le hors-la-loi Riva-Agüero. En tout autant sur le plan politique, la Constitution politique de l'État a été promulguée le 12 novembre 1823, dont l'utilisation était conditionnée à l'établissement de la dictature de l'année suivante, bientôt par la dación de la Constitución de 1826 pendant qu'elle gouvernait et finalement jusqu'à ce qu'elle soit remplacée dans son intégralité par la Constitution suivante.

64

III. LA CONSTITUTION DE 1823

En se fondant sur les bases de la Constitution du 17 décembre 1822 et la doctrine de la Constitution espagnole de 1812, le Comité de la Constitution a finalement terminé la rédaction et l'approbation complète du premier texte national. Inspirée du contrat ou du pacte social, la Charte avait pour objectif de promouvoir l'unité des différents secteurs qui constituaient l'État péruvien. Il a imposé le premier projet d'État constitutionnel qui a conjugué l'organisation politique issue de l'influence hispanique et française à notre idiosyncrasie. Le respect établi de l'autorité, incarnant dans ses articles l'idée de la nation péruvienne comme point de départ pour rassembler autour de lui tous les habitants où l'organisation politique avait juridiction. Sous la pensée gauloise de l'État-nation, le péruvien

similaire était fondé sur l'identité créole, assimilant la religion et la langue castillane qui subsisteraient jusqu'au XXe siècle, dans une perspective libérale et également raciale.

L'exercice du pouvoir électoral a été attribué sous la supervision du Congrès, qui serait développé en complétant les élections organisées pour l'élection des députés issus des collèges électoraux paroissiaux à la manière de Cadix. Le système était indirect et se terminait par un examen minutieux des procès-verbaux par le législateur, garantissant ainsi la possibilité d'erreurs éventuelles s'il s'agissait d'une version directe. Le Président de la République a été élu par le Congrès et a donc rendu compte de ses actions dans les domaines politique et militaire de la République avant lui. Fait qui nous renvoie au système parlementaire, d'où vient le gouvernement, mais avec une particularité qui n'incluait pas les ministres.

65

Le congrès a été constitué à l'origine de manière monocamérale. Un mécanisme de renouvellement de moitié des membres du Congrès était prévu tous les deux ans; bien que cela n'empêche pas la présence de dirigeants locaux ou régionaux au sein du Congrès, plaçant au-dessus des critères techniques la nature individuelle. Seuls les membres du Congrès avaient le pouvoir de légiférer, un argument fondé sur la conviction qu'une institution pluripersonnelle garantirait que la norme conserve les caractéristiques de l'abstraction, de l'impersonnalité et de l'infailibilité.

Il y avait le Sénat conservateur, une entité distincte du législatif, dont les membres étaient élus par les provinces, trois par ministère (deux titulaires et un suppléant). C'étaient les

gardiens de la Constitution et les fonctionnaires nommés (civils et ecclésiastiques). Il était autorisé à porter des accusations contre le chef de l'exécutif, les ministres et les membres de la Cour suprême de justice pour violation de la Constitution. L'obligation d'être sénateur montre que peu d'électeurs seraient éligibles, car il était nécessaire de posséder une propriété dont la valeur dépassait 10 000 pesos ou un revenu de 2 000. Enfin, le mandat était de douze ans et les membres pouvaient être laïcs ou ecclésiastiques, auquel cas le nombre était limité à six.

En ce qui concerne l'exécutif et après l'expérience du Conseil suprême du gouvernement, les législateurs ont opté pour la figure du président de la République, accompagnée du vice-président. Une fois que ses nominations ont été faites par le Congrès de la République, le président a procédé à la nomination de ses ministres. Ses hauts fonctionnaires et lui-même avaient la responsabilité politique de leurs actes. En tant que gouvernement, il réunissait la bureaucratie nationale (civile et ecclésiastique) ainsi que la force armée, condition préalable à l'admission, en plus des capacités du bureau respectif, pour être catholique. D'après l'expérience de San Martin, il a été établi que les ministres étaient les plus hauts responsables politiques de la branche correspondante, dont le plus ancien était les Affaires étrangères, tradition conservée dans les protocoles jusqu'à présent.

La Constitution a établi la nécessité de limiter le pouvoir du président et encore plus d'être héréditaire ou à vie (prévoir des critères qui perpétueraient l'exercice du pouvoir). Il a été décidé d'empêcher une réélection immédiate à ce poste. Dans l'exercice de la fonction publique, l'exigence de nationalité péruvienne a commencé à être définie, soit par naissance sur le territoire, soit

66

par filial, soit par naturalisation, restriction qui s'opposait à l'américanisme continental, toujours en vigueur dans l'exercice de fonctions politiques ou militaires au Pérou. Joaquín Olmedo (Guayaquil), José La Mar (Cuenca), José de Santa Cruz (La Paz), etc. Le vice-président assumerait les fonctions à la place du président, en cas de décès, de démission ou de révocation. À défaut, il appartenait au président du Sénat de le remplir jusqu'à la prochaine élection.

La Constitution promulguée qui a hissé l'indépendance, le libéralisme a imposé la formalité dans le discours révolutionnaire, mais a utilisé en même temps le style hispanique dans le contenu alors que la mise en œuvre des réformes Bourbon se poursuivait sur proposition du citoyen-président. Le libéralisme qui ouvrait la voie à l'imposition de la loi comme source du droit a commencé depuis les proclamations de San Martin, auxquelles s'ajoutent coutumes, doctrine et jurisprudence. Processus qui serait produit progressivement dans les lieux où l'État péruvien était présent. En attendant de passer d'un régime à l'autre, il a été décidé de renforcer l'État de lien péruvien dans le cadre d'une mentalité qui ne faisait de l'organisation politique qu'une autorité.

L'indépendance exigeait la création artificielle d'habitudes, comme en France, qui encourageraient un comportement engagé avec le pays, pour lequel le Congrès a créé des icônes permettant de rapprocher les colons de cette grande épopée impliquant l'indépendance et prenant comme référence un événement significatif dans le style des révolutionnaires français:

"Instituer des fêtes nationales pour maintenir l'union civique, attiser le patriotisme et perpétuer le souvenir des événements les

67

plus célèbres de l'indépendance nationale." (García Belaunde 2017, p. 134)

La Charte de 1823 reconnaissait le suffrage universel pour tous ceux qui se qualifiaient citoyens, il fallait être national (de naissance sur le territoire ou par filiation), avoir plus de 25 ans, être issu de la tradition romano-canonique ou être marié, avoir une propriété, en particulier une propriété, exercer une profession ou un métier utile dans le secteur et enfin être indépendant. En principe, l'obligation de savoir lire et écrire a été suspendue jusqu'en 1840. Pour les emplois publics comme pour les postes politiques, il était essentiel d'être catholique, en plus de satisfaire aux exigences correspondantes. Comme nous l'avons indiqué, le système électoral était indirect, fondé sur les collèges électoraux paroissiaux et provinciaux pour l'élection des représentants au Congrès.

L'organe judiciaire a été conçu pour devenir la plus haute instance en matière d'administration de la justice à la Cour suprême de la République et une référence à l'ancienne Real Audiencia de Lima de 1542, qui hébergeait des juges et des procureurs dans la même institution. La cour d'appel de Trujillo et la Haute Chambre de justice sont restées au pays. Situé dans la capitale de la république, son siège était itinérant entre le palais du gouvernement et l'un des environnements de la cour du Saint-Office ou de la sainte Inquisition. Il était composé d'un président, de huit membres et de deux procureurs, agissant au niveau national en tant que tribunal de dernier recours.

Par la suite, les juridictions supérieures ont continué dans les départements naissants: Arequipa, Cusco, Huamanga, Huancavelica, Puno, Tarma, Trujillo et Lima. Parmi ceux-ci, seuls

68

les deux derniers étaient sous autorité indépendante. Ils étaient composés de voyelles et de procureurs. Viennent ensuite les juges de première instance ou de droit et enfin les juges de paix, civils et militaires. Dans ce dernier, le défenseur du pouvoir a même été institué au sein de la commission militaire des prisonniers. Comme je l'ai indiqué dans un ouvrage précédent (Gálvez, 2017), les causes militaires étaient en premier lieu sous la responsabilité d'un général en chef et d'un auditeur de guerre, qui était civil. La Haute Chambre de la justice, par l'intermédiaire de deux de ses membres, assistée d'un général (loi du 23 décembre 1822).

IV. BOLÍVAR, PÈRE ET PREMIER SAUVEUR DU PÉROU

Pendant ce temps, la crise structurelle du Pérou se poursuivait et seul un ensemble de stratégies dans le contexte militaire et politique permettrait de mettre fin à l'instabilité. Riva-Agüero a été arrêté par son lieutenant-colonel Antonio Gutiérrez de la Fuente, qui, au lieu de l'achever, l'a déporté. L'insurrection de l'armée argentine dans le Real Felipe pour impayé a aggravé la situation de la capitale et le Congrès a transmis le pouvoir dictatorial au président libérateur de la Colombie, Simón Bolívar, par la loi du 10 février 1824:

"4 ° Le Libérateur peut suspendre les articles, lois et décrets constitutionnels qui s'opposent à l'exigence du bien public dans les circonstances présentes et qui pourraient en découler, ainsi que décréter l'utilisation du pouvoir qu'il exerce, tout ce qui concerne l'organisation de la République".

69

Après les victoires dans les batailles de Junín (6 août), puis d'Ayacucho (9 décembre), qui ont consolidé l'indépendance et mis fin au régime militaire au Pérou, les circonstances qui ont conduit à la suspension du Congrès ont été déclarées closes et le dictateur décrété sa réintégration le 10 février 1825. Cependant, les législateurs convaincus que leur travail d'inspection pourrait entraver les actions entreprises par le Libérateur, décidèrent de se soumettre à ses desseins, en particulier lorsque sa personnalité était écrasante, a obtenu le titre de Père et Sauveur du Pérou.

Titre qui rappelle le roi Despot Illustrated, père de tous, qui souhaitait le bien-être du peuple, mais sans son consentement mais contrairement à lui, le congrès, composé de l'élite et éclairée qui connaissait la théorie politique, lui a donné les facultés sans un plus grand contrôle de la part des médias, oubliant que Bolívar, doté de plus de talents que d'autres, n'était pas étranger à la concentration du pouvoir. Transfert de pouvoir qui remonte à Rome puis est recréé par le libéralisme au sein de la démocratie représentative. Une façon de penser qui a survécu non seulement dans les dictatures contemporaines, mais que nous montrons également lors d'élections générales, en particulier lorsque le système de représentation inclusif admet actuellement des représentants illettrés, qui prennent les décisions les plus importantes du pays.

En dehors de Lima, la séparation du Haut-Pérou et la naissance de la Bolivie en tant qu'État s'ajoutent à la capitulation du général Ramón Rodil à Callao, dernière autorité au service de la monarchie espagnole, constituent les événements qui ont contribué à la gestion de Bolívar. Au cours de la législature de 1826, 52 des députés élus à cette législature ont signé un document demandant au Libérateur de suspendre la convocation pour une période d'un an, convaincus qu'un bras puissant

70

imposerait le principe de l'égalité devant la loi. Des circonstances qui ont provoqué la séparation d'un secteur de l'électorat et le Conseil de gouvernement dirigé par le général Andrés Santa Cruz ont autorisé la Cour suprême à examiner et à évaluer les candidats à la députation.

Dans la mentalité de Simón Bolívar, il y avait un intérêt à obtenir la reconnaissance politique des États-Unis d'Amérique du Nord, de l'Angleterre et de la France des nations émancipées par lui. Viennent ensuite le Congrès amphictique du Panama, le projet de bloc d'intégration hispano-américain et la Fédération des Andes, où le Libérateur, dont le chef de l'État n'aurait aucune responsabilité politique:

"Le Président de la République se retrouve dans notre Constitution en tant que Soleil qui signe en son centre, donne vie à l'Univers. Cette autorité suprême doit être perpétuelle car, dans les systèmes sans hiérarchies, ils ont davantage besoin que dans d'autres, d'un point autour duquel les citoyens tournent leurs magistrats "(Pareja, 1951, p. 41).

Le soutien des propositions bolivariennes a exigé l'existence d'une tradition et d'habitudes absentes du gouvernement. Il était nécessaire de créer des institutions politiques qui empêcheraient la tyrannie et l'ignorance. Personne ne peut nier que, à sa manière, c'était une alternative qui conciliait exercice de la liberté avec la stabilité et droit avec la paix intérieure, mais qui comptait sur des opposants tels que Ramón Castilla ou Mariano Alejo Álvarez.

71

La transition d'un régime politique à un autre par une révolution ne s'est pas terminée avec l'instauration de la démocratie, car elle n'a pas signifié une séquence obligatoire, ce qui a montré la contradiction de la promesse faite par Bolívar le 11 mars 1824 en ce sens le triomphe reviendrait en Colombie, laissant le Pérou libre. Aucune démocratisation naturelle n'a donné lieu à une redistribution immédiate de la richesse, ce qui peut nous amener à affirmer la nécessité d'une étape antérieure à celle-ci, tout comme le libéralisme.

Contrairement à la direction de San Martinian, le Bolivarien a voulu créer un précédent avec un design individualiste libéral, générant une contradiction avec les libertés qu'il cherchait à protéger en énonçant des normes en conflit avec les traditions andines, de nature communautaire. C'était aussi bien la propriété que l'organisation autochtone qui avait été assimilée à la droite indienne à la vice-royauté, elle a été soumise à l'analyse légaliste - notamment française - qui va à l'encontre de tout ce qui est considéré comme corporatif, au sens où elle est synonyme de privilège. Paramètres non conformes aux ayllu, liés par des liens de parenté, par l'utilisation de la main-d'œuvre par le biais de mita ou ayni ou par la nature verticale du terrain. Fait qui nous montre la distanciation de l'État face à cette question culturelle. Simón Bolívar a ordonné, par décret du 8 avril 1824, la distribution de terres communautaires:

"Article 2 ° Déclarer les propriétaires fonciers aux soi-disant Indiens, avec libre disposition d'eux. Article 3 ... les prétendues terres communautaires seront réparties selon l'ordonnance entre tous les Indiens qui ne jouissent d'aucune autre terre, en étant le propriétaire ... et vendant le surplus ... Article 4 Ce repartimiento

72

sera fait en tenant compte de l'état civil de chaque personne ... "(Congrès de la République, 2000a)

Plus tard, la loi du 4 juillet 1825 a établi que les caciques (ou curacas) étaient des usurpateurs des terres des Indiens et que, par conséquent, ils n'étaient pas reconnus en tant qu'autorité. De même, les terres devaient être réparties entre les membres de ce groupe. . Et c'est que l'acceptation de la figure de la communauté n'a pas été encadrée avec les figures légales gouvernementales. À cela, nous ajoutons simplement que c'était l'application de la thèse de John Locke, qui considérait l'individu comme un propriétaire, ce qui, dans les récents États-Unis d'Amérique, désignait un agriculteur un propriétaire, mais dans un pays comme l'Andean, le discours ne bénéficierait pas depuis les origines, le bien était communal et lié à un mode d'organisation: bien que sa fondation fût la terre, il n'excluait pas un niveau d'autorité ni la présence d'éléments culturels qui convergeaient autour de lui. Avec Hipólito Unanue à la présidence du Conseil de gouvernement, le décret du 11 août 1826 reprend le versement d'un tribut direct que les Indiens paieraient à l'État:

"La contribution correspondante aux indigènes sera réduite aux mêmes montants, conditions et circonstances dans lesquels l'année 1820 a été établie." (Congrès de la République, 2000a).

Il est intéressant de noter que cette proposition est venue de la préfecture de Cuzco, qui, bien qu'elle n'ait pas de titre, était le général Agustín Gamarra, qui a répété le discours sur la paresse de l'oidor Juan de Matienzo de 1567, obligeant l'indien à travailler forcé, dans le style médiéval de Castille.

73

Ces mesures décrivent l'imposition d'un système en se rapprochant du modèle occidental sans considérer le capital humain comme le matériel. Un processus gouvernemental d'ignorance des communautés autochtones et d'ajournement de la diversité culturelle dans le cadre du système créole, en vigueur jusqu'au XXe siècle et qui constituerait un point de rupture important avec la réincorporation des communautés autochtones comme terres dans la Charte des droits fondamentaux. 1920 sous le régime d'Augusto Bernardino Leguía. Le libérateur souhaitait individualiser le bien sans tenir compte de la rotation des cultures ni de l'utilisation des ressources sous forme commune ou sous plusieurs verticalités (notion de sols écologiques)

Le 1^{er} juin 1826, il fut établi que la gestion du gouvernement était assistée par la nouvelle version du Conseil de gouvernement formé par les ministres: José María de Pando, du portefeuille des Affaires étrangères et de l'Intérieur; Hipólito Unanue, premier chef du Bureau de la justice et des affaires ecclésiastiques, José de Larrea et Loredó au Trésor, et par intérim José Mercedes Castañeda, du portefeuille de Guerra y Marina; dont l'un a servi en tant que président. Le conseil avait un caractère délibératif dans les cas difficiles, pouvant assumer les affaires du gouvernement lorsque le dictateur se dirigeait vers les provinces. En guise de soutien, la figure du secrétaire général, porte-parole du directeur général, a été créée et son existence sera reconduite ultérieurement dans un autre gouvernement de facto.

74

V. LA CONSTITUTION DE 1826 OU LA CONSTITUTION À VIE

Connue également sous le nom de Charte bolivarienne, la Constitution française de l'an VIII était également à l'origine de la doctrine et de la relation épistolaire entre le libérateur et le libéral français Benjamin Constant. Elle proposait comme axe articulé la création d'un pouvoir électoral où les citoyens éliraient un électeur pour cent. Dans leur version originale, les électeurs de leur circonscription choisissaient leurs représentants pour la commune, une pratique qui s'exerçait plus tard dans le département, où sur une liste de dix personnes, les plus appropriées étaient choisies pour exercer la fonction publique de la région, niveau provincial, départemental et national. Les électeurs ont formé les "corps électoraux" d'une durée de 4 ans et ont qualifié les citoyens pour les différentes fonctions politiques. Contrairement à la Constitution de Napoléon, celle de Bolívar était basée sur la figure des départements, la base du collège électoral était le parti, la sous-délégation ou le *corregimiento* des Indiens.

75

Parallèlement à ce pouvoir, on trouve le législatif (intégré par trois chambres: les tribunes, les sénateurs et les censeurs), l'exécutif (avec un président à vie, un vice-président et quatre secrétaires d'État) et le judiciaire (avec la même organisation que la Constitution de 1823). . Ainsi, les élections sont devenues la garantie de légitimer l'existence d'un gouvernement fort et d'un congrès élargi qui se démarquait du profil oligarchique défini dans la lettre précédente. Vingt-quatre membres ont formé chacune des trois chambres législatives. Le Congrès avait dans l'ensemble des pouvoirs généraux pour définir pour la première

fois la nomination du Président de la République, confirmer son successeur, approuver la nomination du vice-président et désigner les candidats proposés par les bureaux de vote.

Il était chargé de lancer le processus de responsabilité politique contre le vice-président de la République, les secrétaires d'État et les membres des chambres elles-mêmes. Les tribunaux étaient renouvelés tous les quatre ans et leurs membres devaient avoir au moins vingt-cinq ans. Enfin, les censeurs qui constituaient la chambre conservatrice du législatif. Ses membres, en plus d'être des citoyens capables, doivent avoir au moins quarante ans et aucun casier judiciaire. On leur attribuait le pouvoir politique et moral du système. Si cela était jugé opportun, cette chambre était responsable de la mise en accusation et l'affaire serait examinée par les trois chambres.

Le Président de la République était le chef de l'exécutif et son poste avait un caractère permanent. Il doit être originaire du Pérou depuis plus de trente ans, ne pas avoir de casier judiciaire, avoir fourni d'importants services à la nation et posséder des talents connus dans l'administration de l'État, exigences qui limitaient une candidature majoritaire. Par une loi spéciale, il était stipulé que les libérateurs étaient péruviens, modifiant ainsi l'obligation de nationalité puis celle de citoyenneté pour ne pas être incompatible avec l'exercice de la fonction (décret signé par José María de Pando, ministre de l'Intérieur, Conseil de la République Péruvien, Lima, 30 novembre 1826).

Le président a proposé le vice-président de la République, qui serait son successeur et les quatre secrétaires d'État. Il n'avait pas le pouvoir de nommer des autorités politiques et ne pouvait donc pas être considéré comme absolutiste. Le président à vie

76

était irresponsable de tout acte de son administration, de sorte que le législateur ne pouvait en tenir compte, ce qui n'était pas le cas du vice-président qui était soumis à un contrôle pour pouvoir profiter de l'exercice politique direct avec les secrétaires d'État. Ces hauts fonctionnaires, même s'ils pouvaient agir en toute indépendance, l'ont fait conformément à la volonté du président. Considéré comme un régime de césarisme égalitaire, la version américaine du pouvoir fut rapidement remise en question par la réalité américaine, qui le présentait comme un caudillisme légalisé ou une forme particulière de république, qui répondait au manque de tradition ou d'habitude de gouvernement, dépourvu de personnalités compétentes ou de prestige.

Sous le paramètre créole, le renforcement de la nation péruvienne a été renforcé, en tant que réunion de tous les individus, ce n'était le patrimoine de personne dans le but de déclarer une cohésion politique entre les habitants. Malgré cela, les régionalismes étaient encore préservés, là où dominaient les notables (entrepreneurs miniers, propriétaires terriens, prêtres, etc.). Sur le plan territorial, la Charte de 1826, semblable au Règlement provisoire de 1821, a été la première à indiquer expressément la démarcation départementale effectuée par: La Libertad, Arequipa, Lima, Junín, Cuzco, Ayacucho et Puno. Des extensions qui pourraient être des macrorégions au 21e siècle (voir population par région).

En ce qui concerne l'identification de l'État à la religion catholique, même si elle a été conservée, l'empêchement d'un autre n'a pas été expressément indiqué, mais il manquerait de protection à l'État. D'autre part, les nominations des différents membres du clergé ont été faites par listes courtes. Le collège électoral a proposé les prêtres, les vicaires et les évêques.

77

Le 1er juin 1826, l'exécutif se rendit aux bureaux de vote pour approuver la Constitution de la vie et nommer son président, Bolivar. Circonstance qui nous apparaît comme une consultation populaire, la même que celle prévue légalement, car l'ingérence doctrinale était encline au consentement du Congrès en raison de son caractère délibératif. Pour Pando (1998), c'était la seule issue avant la dissolution du Congrès du 26, selon lui, il n'était pas si vrai que les écoles ne possédaient pas un tel pouvoir en termes de rigueur de principes:

"Même lorsque les collèges électoraux veulent être accusés de les avoir constitués par des êtres dégradés qui ont aveuglément suivi l'impulsion qui leur était donnée, on ne peut pas concevoir que, dans l'ensemble du Pérou, aucune voix généreuse ne vienne ébranler leur conduite" (p. 250).

78

La charte a été approuvée par 58 bureaux de vote des bureaux de vote de la même manière qu'en Bolivie et le Conseil d'État a été assermenté le 9 du mois suivant. Il y avait une minorité La Gran Colombia, à travers son armée, se présentait comme un État hégémonique qui, loin d'avoir de l'empathie, ne s'articulait pas avec ses autorités similaires et respectives. Bien que l'hétérogénéité fonde la fédération, l'ignorance du potentiel des leaders à tendance nationaliste et la manière dont cette intégration est appliquée finissent par soustraire la légitimité du projet de la Fédération des Andes.

VI. LA CHARTE DE 1828, LA MERE DE TOUTES LES CONSTITUTIONS

Sous cette dénomination, José Pareja Paz Soldán (1951) a baptisé la lettre qui traitait d'un premier moment de maturité constitutionnelle, car elle permettait de mieux adapter la théorie politique de l'époque à une projection de la réalité péruvienne. Voyons son fond. La fin du régime bolivarien était aussi celle de sa constitution et celle des proches du libérateur, temporairement parce que la classe politique était très petite. L'absence de Bolivar a donné lieu à une réunion de notables, au nom des voisins, pour dénoncer que les bureaux de vote manquaient de pouvoirs pour approuver la loi fondamentale et ont donc été poursuivis devant le Conseil de gouvernement, en charge de Andrés de Santa Cruz, la convocation des élections du Congrès Constituant pour se prononcer sur ledit texte, ajoutant également la désignation du chef de l'exécutif. Les circonstances ont obligé le titulaire à déclarer la constitution à vie abolie et à rétablir celle de 1823.

79

Pando, défenseur de l'ancien régime, a désengagé sa participation, affirmant que les nouveaux bureaux de vote disposeraient d'un droit accéléré pour la nomination des nouveaux représentants puisqu'ils possédaient la véritable volonté nationale. Ils ont en revanche souligné que Bolívar: ... n'aurait pas pu être responsable d'une magistrature constitutionnelle incompatible avec son statut de citoyen de la Colombie et de président de cette république (Pando, 1995, 253). Cependant, Pando lui-même avait signé un décret quelques jours avant la promulgation de la nouvelle constitution, qui accordait aux libertadores la nationalité péruvienne. Cela nécessitait un raffinement accru des institutions de l'Etat; entre-temps, la conjoncture a de nouveau permis l'émergence du conseil

municipal de la capitale, qui répondait à la volonté d'un secteur de quartier.

L'expérience acquise sous l'ancien régime exigeait de modifier les règles juridico-politiques et, à cette fin, le Congrès était constitutionnel et non ordinaire, car les nouvelles mesures obligeaient les électeurs à laisser de côté la réglementation quotidienne du pays. Installé le 4 juin 1827, le pouvoir législatif comptait 87 députés et 25 suppléants élus par province, y compris le territoire de Maynas qui avait rejoint le département de La Libertad. Encore une fois, Javier Luna Pizarro était président du Congrès et Andrés Santa Cruz, avant lui, cédait le pouvoir. Quelques jours plus tard, le président de la République et son vice-président assumaient les fonctions de titulaires.

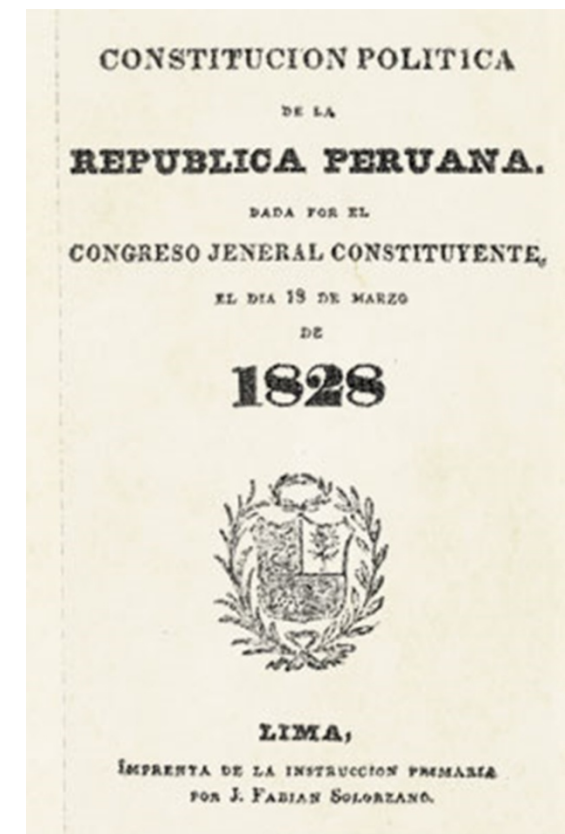
Au cours de cette même session permanente, Luna Pizarro a proposé à José La Mar et Cortazar ainsi qu'à Manuel Salazar et Baquíjano, anciens membres du conseil de direction, de pourvoir à ces postes. Nous devons comprendre que la précipitation dans les nominations était due au désir d'arrêter les dirigeants de Santa Cruz, dont les sympathisants ont révélé leur position dans une lettre de l'époque. Pareja Paz Soldán pose en réflexion la légitimité de l'acte:

"Peut-il y avoir président et vice-président propriétaires sans avoir formé la Constitution qui est l'origine légale de ces dirigeants? Peut-il sortir de son sein ceux qui occupent ces hauts destins sans apporter la note d'essayer une oligarchie? "(Pareja, 1951, 49).

D'une part, la Constitution de 1823 était de nouveau en vigueur et le Congrès, constituant, pouvait donc procéder de la

80

sorte, se plaçant ainsi au-dessus de la loi stipulant que les bureaux de vote devaient être nommés. Il a été décidé de le faire par le pouvoir législatif, encore plus si la norme susmentionnée n'avait pas été promulguée. L'impact de la désignation de La Mar n'a pas séduit les secteurs militaires et d'autres régions du pays, on s'interroge sur la nationalité du nouveau président qui n'a jamais caché son origine, il est né à Cuenca (territoire sous souveraineté de la Grande Colombie et avant Audiencia de Quito). Il jouissait de la condition de péruvien pour les services rendus à l'indépendance et cela se termina avec la bataille d'Ayacucho conformément à la loi du 12 février 1825.



81

La Constitution de 1828, la mère de toutes les constitutions péruviennes.

Condition que Bolivar lui-même avait par la suite. Cependant, l'émersion du nationalisme dans les secteurs militaires comme celle du général Agustín Gamarra dans les provinces de Quispicanchis et Urubamba de Cusco est rapidement devenue une désobéissance à l'autorité. En revanche, l'État péruvien a officiellement communiqué au Libérateur l'installation de ladite législation, la nullité de la Charte de 1826 ainsi que l'élection des plus hautes autorités de l'exécutif en tant que propriétaires.

En réponse au césarisme ou à l'ascension de Simón Bolívar, les législateurs ont opté pour le régime nord-américain, alors qu'à l'époque c'était le libéral français Alexis de Tocqueville dans son ouvrage *Démocratie en Amérique*, ils ont préféré le présidentielisme américain et le système fédéral. La république a continué comme une forme de gouvernement sous une direction politique forte incarnée dans le chef de l'exécutif, sans qu'il soit nécessaire que le mandat soit à vie, réunissant le chef de l'État, le gouvernement, l'administration générale de la République, ainsi que les forces armées. De plus, le bureau permettait la réélection immédiate pour une nouvelle période, qui était alors de quatre ans.

"La figure du vice-président a été maintenue, elle ne possédait que les pouvoirs correspondants pour remplacer le titulaire en raison d'une impossibilité physique ou morale ou lorsqu'il partait pour la campagne" (García Belaunde, 2016, 166).

Les efforts du gouvernement ont été accompagnés par les ministres d'État, qui ont signé les décrets et les ordonnances du président dans son bureau, créant ainsi la responsabilité politique partagée puisque le propriétaire l'a assumée en tant que

haut fonctionnaire avec l'aval du ministre. La charte de 1828 indiquait l'initiative dans l'élaboration des lois en charge des ministres, laissant également la possibilité de créer davantage de portefeuilles comme indiqué par la loi.

Le bicaméralisme a été incorporé à l'intérieur du législatif, conformé par deux chambres; celui des députés, représentants des provinces, dont les membres varient en fonction de la proportion d'électeurs, et celui des sénateurs au taux de trois par département. L'âge (26 ans pour le premier et 40 ans pour le second), avoir la propriété ou la possession d'un capital qui produit un certain revenu annuel; comme être un voisin et résident de la paroisse.

La Constitution de 1828, en plus de l'influence américaine, avait la française basée sur le principe de la légalité et de la limitation des droits, l'objet de la culture juridique étant plus légaliste, ne pouvant pas générer de droit par interprétation judiciaire. En tant qu'organisation politique, la nationalité par territoire (*ius soli*) était plus valorisée que la filiation en tant que fils d'un père et / ou d'une mère péruviens (*ius sanguini*) et la nationalité des étrangers. À ces exigences qui formeront le vote de recensement ou avec les exigences, il a été ajouté que la personne doit être âgée de plus de 21 ans, démontrer sa résidence au pays pendant une décennie; être marié, veuf ou veuve ou avoir une propriété de douze mille pesos ou un capital qui en produirait mille.

D'après les Chartes précédentes, le pouvoir d'accusation pour violation de la Constitution incombait à la Chambre des députés. Cette version était devant le Sénat et concernait les membres de l'exécutif, les deux chambres législatives et les

membres suprêmes. La deuxième chambre a décidé si les accusations étaient fondées ou non.

Avant la suspension des travaux parlementaires, la Charte prévoyait la création du Conseil d'État, l'ancien Sénat conservateur de 1823. Il était composé de dix sénateurs qui remplaçaient les ministres de l'État et le personnel de confiance de l'exécutif. Dirigé par le vice-président de la République ou à défaut par le président du Sénat. Il était chargé de veiller au respect de la Constitution et des lois; Il avait des pouvoirs de délibération fiscaux et administratifs. Institution qui limitait l'excès de pouvoir du dirigeant actuel, qui, dans son inquiétude probable, ferait semblant d'exercer un contrôle dans les autres régions de l'État, comme ce fut le cas avec l'expérience bolivarienne.

Cela a également empêché la formation d'unités supranationales imposées, ce qui a incité les libéraux à revenir à l'idée de l'exercice du pouvoir dans des espaces partagés en y ajoutant le contrôle entre des organismes avec l'assentiment des départements. Un secteur du législateur parie par une démarcation fédérale sur la similitude du modèle nord-américain. Historiquement, au Pérou, il avait toujours été conçu à partir d'un axe: Cusco (Incas), Lima (vice-royauté) à partir duquel le géo-espace s'était consolidé et dominait le territoire avec les autres démarcations. Les conservateurs étaient enclins à l'alternative unitaire qui privilégiait un gouvernement fort, dans l'idée qu'ils éviteraient ainsi de tomber dans l'hégémonie des pouvoirs des élites locales. Ainsi, la conviction qu'une république fédérée, inspirée par une souveraineté plus proche du peuple, succombait au modèle centralisé de Lima, mais avec la

84

collaboration de départements disposant de plus de ressources que la capitale elle-même.

Dans leur défense, les libéraux ont conclu que le centralisme pouvait donner lieu à de nouvelles formes de despotisme; mais il était également conscient que le moment n'était pas opportun pour être fédéral, faute de ressources et d'argent, selon Manuel Lorenzo Vidaurre (1827):

"Si aujourd'hui l'Etat est divisé, le gouvernement ne dispose pas de ce montant indispensable pour assurer la sécurité et le bien public. Nous ne sommes ni en sécurité ni heureux. Aucun de nos départements n'est si puissant qu'il peut supporter une attaque soudaine, seul et sans l'aide des autres "(p. 8).

La nouvelle constitution a réglé le régime républicain unitaire; Cependant, ce n'était pas un obstacle pour que d'autres moyens puissent prétendre à l'avenir et au style du temps de proposer une intégration sous Confédération (1836), la version fédérale de Nicolás de Piérola (1899) et même à l'Assemblée constituante (1978-1979). Les législateurs ont estimé que le rapport de force avec l'exécutif relevait non seulement du Congrès, mais qu'il pouvait être établi par l'intermédiaire des conseils départementaux, d'où proviendraient les prochains candidats des autorités de l'État.

Sous la pensée décentralisatrice, la municipalité est également revenue, en tant qu'institution renforçant le lien entre le peuple et la souveraineté, se traduisant par des actions en faveur de la localité. Les conseils ont défendu les intérêts du département en général: ils ont notamment examiné les comptes des organes municipaux, présenté les candidats en double liste

85

de préfets, de sous-préfets et de gouverneurs à l'exécutif et apporté la civilisation aux tribus sauvages limitrophes du département. Approche qui nous offre de montrer que l'imposition d'une culture à l'autre a continué sous le profil du créole catholique.

Le mandat présidentiel du général Agustín Gamarra (1829-1833) montre comment les dirigeants du caudillo ont vaincu le pouvoir des juntas départementales en les soumettant à la nomination de militaires dans les différentes préfectures. Ainsi, la décentralisation défendue par les conservateurs a fini par établir un centralisme court entre le gouvernement national et le départemental, remettant en question le triomphe apparent du libéralisme péruvien au sein de l'État. Changer rapidement le comportement de la société et de l'ancien régime politique face aux critiques contre le despotisme et l'arbitraire qu'il représentait. Sans aucun doute, davantage de mécanismes étaient nécessaires pour équilibrer la gestion du pouvoir dans cet État naissant.

Un changement important a été l'octroi de la citoyenneté à tous les hommes libres de plus de 21 ans ou mariés, nés sur le territoire péruvien, même illettrés et étrangers au service des rangs patriotiques ou ayant vécu au Pérou depuis 1820. Les législateurs ils se sont éloignés du vote du recensement. Ainsi, les conditions d'exercice de la profession d'avocat, de profession ou de secteur d'activité, de revenus et de biens ont été supprimées, notamment jusqu'à ce que l'enregistrement respectif de ces derniers soit établi.

L'influence d'un État confessionnel a maintenu le protagonisme de la paroisse en tant qu'unité administrative chargée de la gestion des informations démographiques de

86

l'époque (baptême, mariages religieux et décès), mais également en tant que centre de vote pour l'élection des bureaux de vote, former ensuite les collèges provinciaux qui ont élu le Président de la République à la majorité absolue.

Le procès-verbal du suffrage devrait être ouvert et qualifié par le Congrès. C'est cet organe qui a finalement proclamé le candidat gagnant à la majorité absolue; les autres avec le plus grand nombre de voix ont été laissés pour l'élection du vice-président. En guise de contrôle, la Charte de 1828 prévoyait que le Congrès nommât un tribunal spécial composé de 7 juges (appelé en anglais argot du tribunal des 7 os) pour superviser les membres de la Cour suprême nommés par le Congrès. .

En ce qui concerne les droits, la Charte en a introduit de nouveaux: l'inviolabilité du secret de la correspondance et des droits de propriété, le droit à une bonne réputation, la liberté de travailler, le droit de pétition et le droit à l'éducation primaire, consolidant la tendance des pouvoirs express.

Les idéologues de 1828 ont créé une Constitution qui régirait pendant cinq ans au terme desquels une convention nationale devrait être convoquée pour rédiger la lettre finale car il y avait un espoir de saisir le régime général. Entre-temps, l'État a poursuivi, par le biais du Congrès, la tâche d'établir des limites frontalières, cette fois avec la Bolivie, qui a été reconnue indépendante. L'exécutif national était chargé d'entamer des négociations avec ledit pays chaque fois que cela se déroulait avec son propre gouvernement. Le 17 juin 1828, le Congrès constituant constitua une suspension de séance. La commission permanente, composée de trois députés par département, fut créée.

87

Dans l'intervalle, la Commission permanente a reçu cinq pouvoirs: répartir les dossiers traités devant le Congrès, superviser le respect de la Constitution et de la loi, rédiger les procès-verbaux des élections des députés, élire les sénateurs et soumettre les projets de loi au Congrès. . Le rapport de cette commission révélerait plus tard les détails de sa mission: l'extension des pouvoirs conférés par le gouvernement aux préfets en plein processus électoral, le manque de listes d'inscription des électeurs pour leur divulgation, la déclaration de nullité totale des élections produites à Trujillo, la dénonciation d'infractions présumées à la loi par les membres suprêmes, la nullité des élections des députés à Urubamba, Chucuito, Paucartambo, Moquegua, Conchucos-Bajo, Tayacaja, Huancané, Calca, Tambobamba, Condesuyos , Castrovirreyna, Huanta, Huamanga, Cangallo, Huanuco et Pasco, la nullité partielle en Jauja d'un des mandataires et de tous les suppléants.

Nous pouvons affirmer que la contribution des législateurs a renforcé ce constitutionnalisme naissant, donnant lieu à la célèbre phrase prononcée par José Pareja Paz Soldán (1951):

"... la Charte de 1828 mérite le titre de mère de nos constitutions, puisque toutes les suivantes, celles de 1834, 1839, 1856, 1860, 1867 et 1920, sont, selon l'arrêt de [Manuel Vicente Villarán], filles légitimes plus ou moins semblable à la mère commune..."(p.59).

Par contre, la réception partielle des procès-verbaux des sénateurs était subordonnée à la date des élections, qui avaient lieu pour la première fois dans les départements de Lima,

88

Arequipa et La Libertad le 10 février 1829, ce qui se produirait plus tard à Ayacucho, Cusco et Puno. Enfin, quelques mois plus tard, le 31 août, le Congrès était installé avec leurs caméras respectives. Avant le coup d'État qui privait le maréchal La Mar du pouvoir présidentiel, les circonstances exigeaient que le gouvernement ne puisse rester inconscient, ce que le congrès corrigea en désignant Agustín Gamarra et Luis Antonio Gutiérrez de la Fuente comme président République, agissant par intérim. Plus tard, les élections ont confirmé l'importance de Gamarra, qui occupait la première magistrature, tandis que La Fuente, bien que ne disposant pas de la majorité absolue, a battu José María de Pando aux élections.

Avec cela, un nouveau mandat a été lancé le 20 décembre 1829 pour une période de quatre ans, testant les institutions du pays. Au cours de cette période, il y a eu jusqu'à 17 tentatives de rébellion contre le régime, démontrant ainsi le degré de conflit avec l'exécutif. Entre-temps, le législatif continua ses débats sous le contrôle des institutions politiques. Dans le domaine extérieur, avant l'échec des négociations avec la Bolivie en vue de la conclusion du Traité d'amitié et d'alliance défendant l'indépendance et l'intégrité territoriale du Pérou et de l'existence de complots de son ennemi, le général Andrés de Santa Cruz s'est développé à Cusco et Arequipa; Ils ont amené le président de la République à demander au Congrès des facultés extraordinaires pour déclarer la guerre et envahir ce pays.

Depuis le 4 janvier 1832, une trêve avec le pays voisin est inscrite dans les traités de Tiquina, Arequipa et Chuquisaca, qui invoque le respect du principe de non-intervention, soit la cessation immédiate de toute activité séditionnaire. , la reconnaissance provisoire des limites frontalières entre l'ancien

89

Haut et Bas Pérou, la reconnaissance des droits réciproques entre les deux pays. Sur le plan interne, le congrès a voulu mettre fin aux aspirations politiques de Gamarra en limitant la présence des Espagnols et des Chiliens dans leur environnement militaire. Ainsi, la loi du 25 septembre 1831 indiquait que l'état-major et les officiers de l'armée devaient être composés de Péruviens et de vainqueurs de Junín et d'Ayacucho.

Alors que le président était à l'extérieur de Lima, il a été remplacé par Antonio Gutiérrez de La Fuente, qui a commis une série d'actes arbitraires au cours de son mandat jusqu'à son expulsion par Gamarra. Institution très récurrente au XIXe siècle dans la classe politique, en particulier comme dans ce cas, si les candidats aux deux postes de direction étaient nommés par le congrès sans tenir compte de l'empathie qui les unissait.

Son absence n'empêcha pas en 1832 le Conseil d'État d'envoyer à la Chambre des députés une liste de violations de la Constitution commises par l'exécutif où les actes commis par le vice-président avant son exil furent retrouvés. Cela n'a pas empêché le président de la Chambre des députés, Francisco de Paula Gonzales Vigil, de prononcer sa phrase célèbre: il faut accuser, j'accuse; dirigé contre le président Agustín Gamarra, mais cela incluait en fait l'arbitraire de son ex-vice-président et les critiques des actes administratifs commis par les ministres du régime.

VII. LA CONVENTION NATIONALE ET LA CONSTITUTION DE 1834

Sous la direction de Gonzales Vigil a été installée la Convention nationale qui a approuvé la loi ordonnant l'élection

90

du président provisoire pendant la conclusion de la réforme constitutionnelle, objet de la convocation. Dans ce processus de consolidation politique, Jamanca revendique la figure de ce républicain:

"... capable de sacrifier sa vie pour se livrer à la défense du bien public. L'esprit public, l'éthique, la lutte contre la corruption, le constitutionnalisme sont les thèmes récurrents. Sa vie et son travail sont un exemple clair de ce que représente la tradition républicaine au Pérou "(Jamanca, 2015, p.150).

Une consolidation qui a également écouté les voix de libéraux comme Manuel Lorenzo Vidaurre, qui avant le pouvoir du caudillo militaire voulait limiter son ingérence dans la politique de la république naissante, sans s'apercevoir que le problème était structurel et non pas médiatique:

"Un militaire ne peut jamais être élu président de la république s'il est celui qui achève son mandat. En douze périodes, le président ne peut être réélu. Les casernes ne peuvent jamais représenter plus du quart des milices disciplinées "(Vidaurre, 1998, p.371)

La Constitution est devenue progressivement l'instrument de réglementation de l'usage de la force publique:

"... le Pérou attend le sort d'un peuple nouvellement conquis, si le projet est réalisé. Nous pouvons déjà dire que nous avons des garnisons. Les images sont remplies, les caméras sont faites et l'armée est augmentée, sans respecter la loi. Il n'y a pas d'argent qui atteigne les dépenses des marches et des contre-marches "(Pareja, 1944, p. 69).

91

Quelques mois après l'installation du congrès, l'incorporation de Javier Luna Pizarro a été déterminante dans l'élection du chef de l'exécutif, dans la mesure où il incluait cette nomination à un candidat sans prétentions de pouvoir et rien d'autoritaire incarné dans Luis José de Orbegoso, ex-comte d'Olmos, qui défait le candidat général officiel Pedro Bermúdez. Mesure qui ne pourrait empêcher le harcèlement permanent des caudillos envers le système précaire, dirigée par Bermudez lui-même et, quelques mois plus tard, par Felipe Santiago Salaverry. Celui qui a été nommé chef suprême provisoire a dirigé un nouveau coup d'État le 3 janvier 1834, soutenu par les préfets de Cuzco, Puno et Ayacucho.

La convention a été clôturée après que deux compagnies du bataillon de Piquiza eurent repris les locaux où elle opérait. Les membres législatifs se sont déplacés à Callao où le soutien au général Bermúdez a disparu et la marine a fermé les rangs à l'illégalité. Une fois encore à Lima le 13 février, la Convention reprit ses fonctions en faveur d'Orbegoso et déclara les actes du gouvernement de Bermúdez nuls et non avenue. Le 11 juin, la nouvelle constitution a été promulguée et assermentée. L'un des points essentiels était le retour de l'intérêt supranational pour le champ d'application territorial, bien que l'alternative de la Fédération bolivarienne ait eu une mauvaise impression du nationalisme. Luna Pizarro a été convaincue qu'en raison de circonstances historiques, le lien avec le Haut-Pérou devait être maintenu, car elle estimait que:

"Dans la fédération, la Bolivie rencontrera le Pérou, le département de La Paz cédera pour former l'État du centre,

92

Tacna sera la capitale de la Confédération..." (Távora, 1951, page 62).

L'Intention qui a été reflétée à l'article 1 de la Constitution de 1834 en supprimant la clause empêchant toute forme de limitation en nous annexant à un autre État tel que la Bolivie:

"La nation péruvienne est indépendante et ne peut être le patrimoine d'aucune personne ni d'aucune famille", supprimant tacitement la partie considérée qui indiquait: "... Constitution de 1828].

Sur le plan interne, le principe de décentralisation qui résidait dans les conseils départementaux a disparu. Pour la désignation des préfets et des sous-préfets, les candidats ont été proposés sur une liste de six personnes par les bureaux de vote de chaque démarcation régionale au président de la République, qui les a nommés. L'octroi de la citoyenneté a repris sa majorité à 21 ans, étant né sur le territoire ou étant le fils d'un père national et de sa mère, catholique, non violée. La Chambre des députés a réservé l'élection des juges de première instance suggérée par les listes des collèges électoraux.

Quant à la vacance des membres de la Cour supérieure, elle s'appuyait sur la liste établie par les magistrats eux-mêmes et envoyée par le collège électoral au Sénat. L'élection des postes à la Cour suprême dépendait d'une liste proposée par ladite école, qui a été examinée par le Congrès en séance plénière. La même procédure a été appliquée pour la désignation pour la première fois du Conseil suprême de la guerre, qui constitue une étape importante dans l'intégration de la justice militaire dans l'État de droit.

93

En ce qui concerne l'exécutif, il a été proposé de réélire le président laissant un mandat, abandonnant la modalité immédiate de 1828. Dans l'ordre de succession des pouvoirs, la figure du vice-président de la République a disparu et a pris sa place et a assumé temporairement la direction du pays le président du Conseil d'Etat. Cette institution était composée de deux conseillers de chaque département et pouvait ou non être membre de la Chambre du Sénat. Elle avait été élue par le Congrès.

En cas d'instabilité politique, il était interdit au Président de la République d'utiliser la Garde nationale en dehors de ses limites provinciales, sauf en cas de sédition ou d'agression extérieure. La force militaire était aussi une question de réorganisation du contrôle de l'État, limitant le nombre de sièges effectifs tant qu'il n'y avait pas de postes vacants.

Un autre contrôle a été effectué par l'organe du Congrès qui a désigné les contingents terrestres et maritimes et approuvé la nomination de généraux, de colonels et de capitaines de navire, une faculté directe exercée par l'exécutif. Enfin, la charte constitutionnelle a ordonné la perte des droits civils du souverain qui donnait le coup d'Etat, ainsi que la déclaration de nullité de leurs actes, soulignant également la désobéissance de la société à toute autorité ne comptant pas sur la légitimité consacrée aux élections.

Le droit de réclamation de tout individu devant le Congrès ou l'exécutif a été établi pour violation présumée de la Constitution violant leurs droits. Instrument de contrôle ajouté au jugement de résidence par la vice-royauté, selon lequel tout

94

fonctionnaire de l'administration était soumis au contrôle de l'État à la fin de son mandat, sans lequel il ne pouvait en exercer un autre.

VIII. DE LA FEDERATION A LA CONFEDERATION PEROU-BOLIVIENNE

L'intérêt supranational du Congrès a suscité le nationalisme du jeune général Felipe Santiago Salaverry, alors brigadier du général Luis José de Orbegoso, président de la République, dirigeant un coup d'État le 22 février 1835 qui l'a élevé au rang de chef suprême.

La nécessité de récupérer le capital a obligé le président déchu à demander l'aide du général Andrés de Santa Cruz pour vaincre l'insurgé, pour lequel était signé le traité auxiliaire du 15 juin de cette année, par lequel la Bolivie fournirait une armée à pacifier le pays. Cependant, la portée de l'instrument juridique allait au-delà de la pacification en se conformant au nord et au nord aux assemblées qui détermineraient les bases de la Confédération Pérou-Bolivie sous la direction de Santa Cruz.

Gamarra pensait que la présence bolivienne après la signature du traité était perçue comme une invasion du territoire national, ce qui avait amené les factions de l'armée proches de lui à affronter l'armée de Santa Cruz; processus qui a culminé avec la défaite du chef de Cuzco et son expatriation ultérieure. Une fois le panorama dégagé, Santa Cruz a présenté sa proposition de forme de gouvernement prévoyant la présence d'États fédérés.

95

À Sicuani, les représentants des départements du Sud ont été convoqués, le 23 mars, à 23, au total. Sous la présidence de Nicolás de Piérola, cette assemblée a déclaré la naissance de l'État du Sud du Pérou. Quelques mois plus tard, conformément à la loi de 1834, la même chose s'est produite dans le nord, où les départements d'Amazonas, de La Libertad, de Junín et de Lima se sont rencontrés à Huaura.

L'assemblée présidée par Evaristo Gómez Sánchez, le 11 août 1836, a créé la naissance de l'État nor-péruvien, acceptant Orbegoso à sa présidence, reconnaissant l'existence de l'État du sud péruvien et accordant des pouvoirs à Santa Cruz en tant que Protecteur.

Cela n'a pas nié l'existence d'une opposition à l'articulation avec le sud, avec laquelle il n'y avait pas de lien plus important. Les organes législatifs des deux États ont souscrit à l'intégration de l'État de Bolivie à la création de la Confédération Pérou-Bolivie, désignant le général Santa Cruz comme Protecteur. Régime qui a eu sa base légale dans le Traité de confédération signé en 1837 lors du Congrès des plénipotentiaires convoqué dans la ville de Tacna:

"C'est ainsi que la famille péruvienne s'est disloquée sans consulter le testament; c'est ainsi que la tyrannie étrangère au régime constitutionnel s'est produite et que l'ancienne République a disparu, car la plus abominable trahison a détruit leurs institutions "(Dancuart, 1901, volume IV, 127).

Toutefois, le traité n'a pas été perfectionné en raison de l'absence d'échange de ratifications, qui a ensuite été déclaré sans substance par le même régime. Cette version du régime fédéral

96

disposait d'un gouvernement fort et autocratique qui favorisait la formation d'une oligarchie, instrument garantissant la continuité institutionnelle de la région.

La législature a continué à être bicamérale, mais avec des différences dans la composition et les fonctions. La Chambre des sénateurs, composée de 15 membres au total, à raison de cinq représentants, a été nommée par chaque État, pour lequel les collèges électoraux ont proposé des listes au chef de la Confédération, qui les a nommées. Les sénateurs jouissaient de la position dans la vie pour la similitude avec les censeurs de la Constitution de 1826, sauf par une peine prononcée par un tribunal pour une peine infâme.

La Chambre des représentants était composée de 21 membres, dont sept appartenaient à chaque État. Leurs organes électoraux respectifs ont envoyé leurs listes au Congrès général de la Confédération qui les a finalement élus. Le mandat était de six ans et a été renouvelé par tiers.

Ce Congrès central se réunit tous les deux ans et peut se réunir dans n'importe quel État membre. Leurs séances ont duré jusqu'à cinquante jours, avec possibilité d'extension, en fonction de la gravité des affaires du pays et à la discrétion du Protecteur.

La conception des organes était subordonnée à la consolidation du Congrès central et à la convocation de la législation constituante qui donnait la loi fondamentale du pays. Avec une durée de 10 ans, le Protecteur de la Confédération Pérou-Bolivie était le plus haut représentant de l'exécutif et pouvait être réélu à moins qu'il ne soit sanctionné par le Sénat afin de promouvoir sa destitution.

97

Parmi les candidats nommés par les doubles panels de congrès d'État, la législature centrale a nommé le Protecteur, ce qui n'a pas été accompli avec Santa Cruz, qui a été déclarée comme telle par les assemblées de Sicuani et de Huaura, conférant de larges pouvoirs. Il était chef de l'administration centrale, chef de la force militaire, a nommé les magistrats des trois États selon les listes présentées par leurs sénats respectifs.

En l'absence du Protecteur, les ministres d'Etat réunis en conseil et sous la direction du plus ancien gouvernement temporairement. Le même jour, ils ont déclenché des élections générales pour choisir le prochain protecteur.

L'opposition à la marche de la Confédération bolivienne péruvienne suscita le rejet des habitants des départements de Huaylas et de La Libertad, qui s'opposèrent en 1838 à la continuité de Santa Cruz, proposant la nullité des actes administratifs et proclamant l'indépendance des l'intégrité du territoire. Orbegoso a été chargé de faire avancer ces propositions en tant que président de l'État Nor Péruvien peruvienne.

Cette exposition ouvrait la possibilité de saper le projet politique de Santa Cruz, puisque progressivement les démarcations territoriales péruviennes revenaient à l'état antérieur à la confédération, mais que cette fois-ci, elles étaient impliquées dans la présence de deux armées étrangères: les boliviens et chiliens.

Cette situation a provoqué des manifestations consensuelles visant à récupérer la légitimité dans la gestion du pouvoir. Face à la débâcle du régime de Santa Cruz, des

98

personnalités notables de Lima ont accepté de reprendre le Conseil d'État, nommant Manuel Salazar et Baquíjano à sa présidence, et confiant à Agustín Gamarra la direction du pouvoir exécutif afin de reconstruire le pays.

La situation exigeait de mettre fin au retard du précédent régime, mais aussi, en tant que président provisoire du Pérou, de convoquer des élections pour une nouvelle représentation nationale. Le conseil d'administration a réuni la Commission de police sous la présidence de Manuel Bartolomé Ferreyros, Agustín Guillermo Charún et Lucas Pellicer. Dans la ville de Huancayo, les 70 représentants du premier acte ont ratifié le président de la République en tant qu'agent provisoire, lui attribuant les honneurs selon ses hautes fonctions.

Les congressistes en sont venus à la conclusion que la nouvelle Charte devrait rassembler l'expérience des événements de la dernière décennie qui ont exigé la direction d'un gouvernement fort et qui n'étaient pas étrangers au chef militaire victorieux.

Des législateurs tels que le clerc Agustín Guillermo Charún (Cañete) et Bernardo Soffía (Lima), qui ont pris pour personnalité la personnalité du président provisoire, en seraient responsables. Orbegoso a été déclaré traître au pays, general Santa Cruz, ennemie du Pérou, de la même manière que l'armée Guillermo Miller, José de la Riva Agüero, Blas Sardaïne, entre autres, ont été retirés des rangs. [El Comercio, 29 octobre 1839]. La privation des droits politiques à l'encontre des 23 représentants de l'Assemblée de Sicuani et des 20 représentants de Huaura a également été décrétée.

99

CHAPITRE TROIS

Le retour du nationalisme

I. LA LETTRE DE 1839 ET L'ANARCHIE

La rédaction du projet de charte de 1839 permet d'apprécier la grande influence de Benjamin Constant dans la rédaction législative:

"Dans nos sociétés actuelles, la naissance dans le pays et la maturité ne suffisent pas pour conférer aux hommes les qualités requises pour l'exercice des droits de citoyenneté: Ceux que l'indigence entretient dans une dépendance perpétuelle et une condamnation au travail quotidien ils ne sont pas plus illustrés que les enfants des affaires publiques et ne s'intéressent pas plus que les étrangers à une prospérité nationale dont ils ne connaissent pas les éléments et aux avantages desquels ils ne participent que directement. " (Constant, 1970 p 153).

La Constitution fut promulguée le 10 novembre, la législature transformée en Congrès ordinaire fut consacrée à ordonner l'élection présidentielle conformément à la loi du 29 novembre 1839, à laquelle participa le président par intérim, élu en janvier de la suivante année Le nouvel ordre juridique politique prévoyait l'interdiction de tout traité mettant en danger l'indépendance du pays, ce qui excluait implicitement les propositions d'intégration régionale en Amérique du Sud. Des variantes ont été introduites dans l'octroi de la nationalité. S'agissant des enfants d'un père ou d'une mère péruviens, deux conditions étaient remplies: les parents étaient au service de la

100

nation péruvienne et les enfants nés étaient inscrits au registre civique de Lima.

Par contre, pour la naturalisation des étrangers, il a été précisé que cela était accordé aux personnes suivantes: avoir servi dans l'armée ou la marine, être utile à la prospérité du pays, exercer un art ou une industrie, avoir une résidence de quatre ans (auparavant de deux) ou ont contracté un mariage avec des Péruviens. Les Espagnols ont été laissés disposés à exprimer leur domicile dans le pays à travers leur inscription au registre civil. La capacité politique ou la citoyenneté était accordée à chaque Péruvien, national ou naturalisé, marié, retrouvant la majorité à 25 ans, constituant un alphabet - une exigence dont les métis et les Indiens étaient exemptés jusqu'en 1844 - et versant une certaine contribution. Capacité qui pourrait être perdue par une peine de punition infâme, une naturalisation dans un autre État, ayant accepté la grâce d'une autre nation sans le consentement du Congrès, une faillite frauduleuse déclarée judiciairement, des vœux religieux de fermeture ou une violation de la paix avec des armes contre l'autorité constituée.

Le Législative était organisée de manière bicamérale. Pour être député, il avait été créé 30 ans et 40 ans pour sénateur, devait également percevoir un revenu majoré à la seconde charge et la résidence était requise en fonction du lieu où ils représentaient. Avec un mandat de six ans, les députés ont été renouvelés par tiers tous les deux ans, et dans le cas des sénateurs à huit ans, par moitié. Ils ont obtenu l'immunité de ne pas être poursuivi pour dette ou défendeur civil.

101

Ce pouvoir de l'État dans son ensemble devait se réunir tous les deux ans, soit pour élire le président de la République, déclarer sa vacance, élire les conseillers d'État, déclarer la guerre, donner des pouvoirs extraordinaires au chef de l'État chargé de faire rapport agi. L'élection du chef de l'exécutif a commencé dans les collèges électoraux qui ont envoyé au procès-verbal les procès-verbaux des élections, celui-ci a réalisé une deuxième élection en proclamant enfin au vainqueur. Le mandat a été prolongé de quatre à six ans, avec une réélection possible après une période donnée. La responsabilité politique de la direction s'exerçait à la fin de l'exercice du pouvoir par le biais du procès en résidence.

L'expérience de la Bolivie a exigé que toute tentative d'union ou de confédération soit une cause de vacance. L'ordre de priorité dans la succession du commandement présidentiel est tombé sur les membres du Conseil d'État: premièrement, son président, le premier vice-président et enfin le deuxième président. Les événements de 1842 ont mis ce système à l'épreuve. Après le remplacement de la personne qui occupait précédemment le poste, il ne pouvait pas toujours être récupéré immédiatement.

Les pouvoirs conférés au président de la République étaient si étendus que cela lui permettait de s'ingérer dans les nominations, ainsi que dans les renvois de magistrats, avec l'approbation du Conseil d'État dans le cas des membres supérieurs et suprêmes. Outre les exigences susmentionnées, l'âge requis pour être ministre dans l'un des quatre portefeuilles a été porté à 40 ans. L'approbation ministérielle était obligatoire pour donner validité aux actes présidentiels, en partageant la responsabilité politique.

Le Conseil d'État a été renforcé par des pouvoirs conférés antérieurement par le Congrès, tels que l'octroi de pouvoirs extraordinaires à l'exécutif. Toutefois, sa conformation a cessé de répondre au lien de département établi par la Constitution précédente. Ses membres continuaient à être élus par l'Assemblée législative à l'intérieur ou à l'extérieur de celle-ci et étaient renouvelés par moitié tous les deux ans. Un quota a été établi pour ses quinze membres, où les militaires et les ecclésiastiques ne peuvent pas surmonter trois représentations respectivement. Leurs accords portaient principalement sur le fonctionnement de l'administration publique, la collaboration avec les chambres pour la formulation des projets de loi de leur initiative et la supervision du respect de la constitution et des lois. Il remplaça le Congrès à la pause et eut la faculté de le convoquer extraordinairement.

La Charte de 1839 a maintenu l'esclavage en indiquant comme Péruviens de naissance des hommes libres nés sur le territoire national, une déclaration qui contredit l'affirmation selon laquelle personne n'est né esclave au Pérou. Pour ce qui est des forces armées, nous voulions établir une hiérarchie et un numéro dans les commandements militaires: un grand maréchal, trois généraux de division, six généraux de brigade, un vice-amiral et un arrière-amiral, des postes efficaces qui devraient être adaptés aux postes vacants potentiels. être produit. Cependant, le plus important était de souligner le caractère de ces forces subordonnées à l'obéissance et à la non-délibération devant les autres autorités civiles de l'État et au respect de la Constitution et des lois. Dans le régime interne, les municipalités ont été supprimées et remplacées par les préfets et les maires de police (et dans certains cas les administrateurs).

Ce dernier est doté de pouvoirs exécutif, judiciaire et administratif.

La réforme constitutionnelle était rigoureusement établie avec cinq moments de lecture et de débat, après quoi elle a été transmise à la réunion des deux chambres pour élaborer le projet de substitution, avec lequel il était pratiquement impossible d'accepter un amendement. La Constitution a été approuvée et a permis une meilleure organisation du pouvoir exécutif en prolongeant le mandat à six ans, donnant à la Cour suprême le droit d'initiative pour une meilleure administration de la justice et un rôle plus important du Conseil d'État.

Comme nous l'avons déjà expliqué, culturellement, avant la disparition des terres de curacazgo (terres des anciennes communautés préhispaniques), le régime gamarista protégeait les colons qui exploitaient ces terres en utilisant le mode de répartition et de composition des terres, qui reconnaissait l'occupation acquisition, chiffre qui serait ratifié dans la loi du 24 mai 1845 incorporant également les étrangers comme bénéficiaires. Ainsi, l'autorité agissait de manière paternelle dans les villes nouvelles, faisant en sorte que le processus d'aliénation des terres appartienne à l'administration et donc au gouvernement du jour. La mort du maréchal Agustín Gamarra lors de la bataille d'Ingavi a mis à l'épreuve le principe de l'autorité de la Charte, car il n'était pas possible que l'ordre repose sur une seule personne, mais dans des institutions reflétant le concours de volontés. pour être nominal.

La stabilité politique a également favorisé un nouveau débat dirigé par Bartolomé Herrera Vélez, considéré comme l'entraîneur de la classe politique du milieu du XIXe siècle, dont

104

les membres ont secondé les enseignements de son professeur et des frères José et Pedro Gálvez Egúsqiza. Né à Lima en 1808, élève du Real Convictorio de San Carlos puis ordonné prêtre, il se consacra à la pastorale en tant que membre de l'Église catholique en qualité de pasteur. et l'instabilité que traversait le pays l'a amené à se détourner de la francité révolutionnaire qui avait imprégné la culture politique de cette époque.

Des œuvres telles que celles de Joseph Marie, comte de Maistre, François Guizot et Donoso Cortés, marquis de Valdegamas ont influencé le modèle de démocratie actuel qui exigeait l'ordre souhaité en réponse à la débâcle actuelle. C'est Guizot (1831), représentant du libéralisme doctrinaire, qui choisit, avec Benjamin Constant, d'appuyer la monarchie constitutionnelle en France, en s'orientant vers la qualification de l'électorat, par la sélection des propriétaires de la bourgeoisie au pouvoir et l'organisation des forces politiques. Opposé au vote élargi, il a proposé à ses ressortissants de s'enrichir et de compter ensuite sur l'octroi de la citoyenneté.

Le premier reflet de Herrera se trouve dans la prière que dans les funérailles du 4 janvier 1842 à l'église de la cathédrale de Lima par l'âme de S.E. le président de la République Jeneralísimo (sic), M. Agustín Gamarra, a déclaré le Docteur D. Bartolomé Herrera, curé et vicaire de Lurín.

"Après le choc subi par notre société pour démembrer la vaste monarchie, il était inévitable qu'ils éprouvent de la confusion et du malheur et établissent le nouveau centre de commandement, l'autorité qui devrait remplacer le souverain espagnol. Mais une fois cette autorité établie, répartit les

105

pouvoirs politiques; fixé les garanties des citoyens, a salué la jeune république pour les royaumes d'Europe qui voyaient pleins d'espoir leur opulence et leurs charmes, Pourquoi faisons-nous autant de mal? Pourquoi avons-nous sombré dans un abîme? Comment ce peuple, riche en talents, en valeur et en toutes sortes de ressources, a-t-il subi la dernière humiliation de voir son territoire profané et vaincu son armée par celle d'un État qui devrait frémir de contempler notre puissance de loin? Jugons messieurs avec impartialité et nous trouverons en nous la cause de notre affront. "(Herrera, 1929-1930, p. 14-15).

De l'école, son travail était fertile, convaincu qu'il était nécessaire de former une nouvelle génération de politiciens: "dans huit ans, une nouvelle génération quittera San Carlos pour rendre aveugle la source de larmes qui a inondé la République (Couple, 1944, p.107). Les circonstances exigent la réponse à l'incertitude et à l'improvisation auxquelles avaient été soumis les régimes éphémères. La formation reçue par les intellectuels était responsable de la défense du pays en tant que valeur suprême de la société et cela ne pouvait être réalisé que par l'exercice des pouvoirs de l'État et le développement des libertés qui régissaient la vie de l'individu. il en est de même du développement et des progrès que nous aurions connus au milieu du XIXe siècle.

Juan Donoso Cortés a soutenu que le modèle politique devrait être régulé par l'invocation de la justice et l'application de la souveraineté du renseignement. Justice impérative et garantie de l'exercice des droits proclamés et limités. Souveraineté, qui a sauvé des libéraux doctrinaux les conditions requises pour cette faculté, mais où les plus capables pourraient accomplir la volonté divine, c'est-à-dire le providentialisme. En

106

leur donnant la possibilité de loisir pourrait être illustrée et avoir une meilleure disposition pour influencer les destinations politiques. Un coup d'œil sur l'évolution de la pensée politique péruvienne de Bartolomé Herrera peut également nous amener à réfléchir aux approches adoptées dans les deuxième et troisième décennies du XXe siècle avec l'aptitude ou le gouvernement du capable ou du convenable, comme dirait Luis Echecopar en 1931.

Pendant ce temps en politique, la mort du président Gamarra fut une anarchie qui n'était pas spontanée et qui a conduit à l'apparition de caudillos qui monopolisaient la vie politique du pays: Francisco Vidal, Manuel Vivanco Ignacio, Juan Crisóstomo Torrico, Antonio Gutierrez de Source, Ramón Castilla et Domingo Nieto. Les adhérents et les alliances leur ont permis de rassembler des forces qui ont déplacé leur concurrent. De cette succession, nous pouvons observer vers 1843 les dirigeants de la région du centre-nord de Francisco Vidal et plus particulièrement à Arequipa avec Vivanco, chacun affirmant de son point de vue que la création d'un congrès permettrait de rétablir l'institutionnalité, d'où l'importance propitier les élections dès l'échec de Vivanco dans la bataille de Carmen Alto, qui a permis la restitution du Conseil d'État chargé du préfet de Lima, Domingo Elías, qui avait l'appui de Ramón Castilla. Castilla, virtuellement vainqueur des élections présidentielles, s'est rendu à Arequipa pour vaincre les partisans de Vivanco, rétablissant ainsi la gestion unitaire du pouvoir central.

Au mois de juin a été constitué le Congrès de Lima, qui n'a pas accepté les limitations et qui a été déclaré dans l'assemblée législative ordinaire. Parmi ces processus de

107

contrôle entre les organes du pouvoir, la première démission d'un ministre est survenue à la demande du Congrès. Le député d'Ica Pedro de la Quintana, qui a affirmé que le congrès représentait la volonté populaire, a affirmé la proposition de la souveraineté du Parlement, qui pourrait obliger un ministre à démissionner avant de passer du pouvoir d'accusation, conformément à la Constitution, tant la destitution que la nomination ont été attribuées au Président de la République. Manuel del Río, ministre des Finances du régime, a été victime d'intrigues personnelles, citant des critiques pour sa gestion au ministère.

Bien que la motion qui a été approuvée à une large majorité à la Chambre des députés n'ait pas eu le même effet au Sénat. La démission de Del Rio acceptée par Castilla, bien que signifiant le renforcement du pouvoir législatif dans l'équilibre des forces, n'impliquait pas la remise en cause de la personnalité présidentielle, liée à l'emprisonnement ou à l'exil de politiciens opposés aux régimes précédents.

Par ailleurs, le caudillo était conscient du maintien de l'ordre, autant revendiqué comme source d'autorité et de l'État lui-même, qu'il favorisait la stabilité politique possible en vue de changements économiques. S'il est vrai que le président de la République a cédé des positions, cela ne l'a pas empêché d'avoir des partisans au sein du pouvoir législatif et de rechercher la légitimité d'actes gouvernementaux. Le transfert de commandement de Ramón Castilla à Rufino Echenique nous a fait percevoir une stabilité institutionnelle non seulement dans l'exécutif, mais également dans l'État qui a laissé derrière lui l'image anarchique. Pour sa part, le législateur a été appelé à traiter d'autres questions de réglementation étatique et sociale,

comme le stipule le décret correspondant du 30 avril 1851: sanction des codes et procédures civils, ratification de la loi sur les élections, établissement des municipalités, le réexamen du droit de la conscription militaire, le complément de la consolidation de la dette intérieure qui comprenait le précédent de l'indépendance, l'existence de la monnaie de bas droit qui circule, l'exonération du paiement de brevets au artisans, l'état des revenus publics, la réglementation du commerce et les événements d'Arequipa.

Le retour à la stabilité a incité le Congrès à créer, par la loi du 5 octobre 1845, une nouvelle commission de codification pour l'élaboration du code civil. Quatre ans plus tard, la commission de révision fut nommée et en 1851, la commission définitive. Dans cette séquence, nous notons à la fois la participation des libéraux et des conservateurs, qui ont exprimé leurs préoccupations devant les institutions judiciaires. La pression du gouvernement a provoqué deux promulgations, Ramón Castilla avec un code inachevé et le code définitif lors du mandat de Rufino Echenique le 28 juillet 1852. Ceci a marqué le début de la substitution systématique de la législation espagnole en vigueur dans le domaine civil. un processus national, processus qui s'appliquerait progressivement dans les autres matières sur la base de textes plus intégrés.

Bien que l'intérêt de renforcer l'État ait été apprécié pendant le mandat d'Echenique, nous avons observé une lenteur dans la solution des problèmes prioritaires dans le domaine social. Cependant, la question cruciale du régime était le paiement de la consolidation de la dette intérieure qui, malgré les chiffres totaux estimés lors du précédent régime,

dépassait de quatre fois ce montant, causant ainsi un scandale et un gaspillage des ressources de l'État. Ce fut le déclencheur du soulèvement du général Castilla, entouré de libéraux doctrinaux tels que les frères Gálvez, profitant de la situation pour rédiger les décrets rendant possible l'élimination de la contribution des peuples autochtones et de l'esclavage.

Aux revenus générés par l'exploitation du guano s'ajoute la présence du soi-disant deuxième libéralisme, dont les représentants s'occupant de questions sociales, sur le principe même de la revendication, ont eu du mal à appliquer cette théorie au cas autochtone. Le préjugé consistant à ne pas la considérer comme un agent économique a été préservé, ce qui était loin d'être une véritable analyse de la situation de la ville et de son articulation avec l'État.

Le 5 décembre 1854, Ramón Castilla a publié dans la ville de Huancayo des décrets autorisant l'abolition de la contribution des Indiens et de l'esclavage, tous deux un retard colonial. Pour cela, il comptait sur l'aide des libéraux: le ministre du culte, de la justice et des finances, Manuel Toribio Ureta; et du ministre du Gouvernement, des Affaires étrangères et de la Guerre, Pedro José Gálvez Egúsqüiza. Ces changements avant la formation de la société ont été le début du processus d'adaptation d'un média qui a conservé ses liens commerciaux, en maintenant le domaine des intérêts des élites par rapport aux forces sociales qui ont émergé devant l'autorité de l'appareil d'État.

Par ailleurs, on s'attendait à ce que la consolidation de la dette ait créé un nouveau groupe social intéressé par le renforcement du pays et non par le déploiement d'un niveau de

110

corruption jusque-là inconnu. Sur le plan politique, le coup d'État contre Echenique nous montre une recomposition du Congrès qui conduirait à la formation de la Convention nationale des députés.

II. LA CONSTITUTION DE 1856 ET LA DEUXIÈME VAGUE LIBÉRALE

Par décret du 5 février 1855, le libérateur et président provisoire Ramón Castilla a convoqué une Convention nationale des députés, élue pour la première fois au suffrage universel direct, à l'exclusion des exigences du vote par recensement, ainsi que des hommes politiques du gouvernement Echenique. Ce processus de suffrage a été réalisé par l'intermédiaire des municipalités, qui comptaient sur le registre civique et dont nous avons découvert le fruit pour la période allant de 1855 à 1857: 85 titulaires et 64 suppléants.

Encore une fois, les forces des libéraux et des conservateurs se distinguèrent, mais contrairement aux premières décennies, elles étaient plus doctrinaires. Avec 72 députés, la Législature a été installée le 14 juillet 1855 et parmi ses premiers actes, la Castille a été ratifiée comme Président de la République par intérim, en reconnaissance du leadership de ce dirigeant qui souhaitait institutionnaliser le pays. Ce législateur a désigné les membres du Comité des statuts pour la rédaction de la nouvelle charte. Il est nécessaire de reprendre le fonctionnement de l'État à la lumière des conséquences des événements politiques survenus.

111

Les libéraux, sous la personnalité de leur chef, José Gálvez Egúsqiza, ont insisté pour que le protagonisme de la personne dans la société et sous la protection de l'État. C'est le premier fait qui caractérise Gálvez, opposé au retour de l'ordre ancien, le percevant comme un homme juste dans un environnement qui avait jusqu'à présent toléré les abus au détriment de tous. Notre personnage était en faveur de la réforme de l'armée, indépendamment de l'informel et de l'improvisé, et de ces militaires indéfinis, qui malgré un diplôme, manquaient de placement. C'est pourquoi il était convaincu qu'avant de générer un plus grand nombre de troupes, il fallait d'abord analyser le nombre d'emplois nécessaires.

Dans sa conception, la Constitution de 1856 soulignait qu'après la nation et la religion, les droits et libertés étaient exprimés sous le nom de garanties individuelles. Considérant que ses prédécesseurs avaient donné la priorité à l'organisation de l'Etat. Il plaçait la Constitution comme la norme suprême contre la norme:

"Art. 10. - Toute loi est nulle et non avenue dès qu'elle s'oppose à la Constitution. Les actes de ceux qui usurent des fonctions publiques et des emplois attribués sans les conditions prescrites par la Constitution et les lois sont également nuls."(García Belaunde, 2016, p.316)

112



José Gabriel Gálvez Egúsqiza
Symbole du libéralisme doctrinaire au Pérou
Musée National Historique du Chili

113

En revanche, l'adoption de l'égalité devant la loi, dans tous ses effets, soulève l'incompatibilité avec l'existence de privilèges, notamment ecclésiastiques et militaires, considérés comme des retards d'une société qui conserve ses privilèges avec la validité des dîmes et des premiers fruits. En raison des fortes racines catholiques et de leurs relations avec l'État, il n'était plus possible d'accepter l'ingérence catholique, comme auparavant. En ce qui concerne l'aspect militaire, la controverse est allée plus loin et est venue remettre en question la pertinence de l'existence de l'armée.

Ignacio Escudero, député de Piura, a estimé que les armées permanentes pourraient être remplacées par des citoyens armés, puisqu'ils vivaient dans des loisirs, pouvant utiliser cette force dans l'industrie. Pedro Galvez a contré ce commentaire en soulignant la nécessité de maintenir l'armée, compte tenu des dangers d'une fragile instabilité externe et interne. Toutefois, l'acceptation ne nie pas que le Congrès avait davantage d'ingérence dans les promotions militaires, y compris de la part d'un haut gradé de l'armée et capitaine d'une corvette de la marine, postes techniques qui obéissent davantage aux critères des instituts.

La défense de l'individu a abouti à la question de l'interdiction de la peine de mort, la société ne disposant pas de ce droit, considérant la vie humaine comme inviolable. En ce qui concerne les questions politiques, la question de l'amnistie a été approuvée et il a été établi que le pouvoir exécutif n'avait pas le pouvoir de suspendre les garanties constitutionnelles.

Cette section faisait également la promotion de la prétention d'éviter la concentration du pouvoir dans l'un des organes de l'État; par conséquent, la prédominance du rôle de l'exécutif serait bientôt remise en question. Pour les libéraux, il était nécessaire de réduire les fonctions de cette entité et son transfert ultérieur au pouvoir législatif, en évitant indirectement la concentration du pouvoir. Pour cela, le rôle de la décentralisation a également été appelé à travers les conseils départementaux, ce qui influencerait les municipalités et l'organisation territoriale du pays.

La création du Conseil des ministres avec lequel les législateurs se sont écartés du modèle libéral américain.

114

Institution qui a limité l'activité présidentielle en mettant l'accent sur l'idée de l'approbation et qui a provoqué la disparition du Conseil d'État. Progressivement, cet organe de soutien du directeur général, à partir du 5 décembre 1857, a tenté de canaliser l'élan présidentiel par la coordination administrative des différents points concourant à cette gestión.

D'autre part, le pouvoir législatif a réorganisé les fonctions du ministère public avec la création de la figure du procureur national, qui serait chargé du respect des lois. L'impossibilité d'observer la nouvelle Charte a entraîné une série de tensions révélées par sa reconnaissance et son acceptation, au point que ce n'était pas la compassion des différentes régions du pays.

D'Arequipa, il y avait un mouvement qui a refusé de jurer à la Constitution et qui a de nouveau enrôlé Manuel de Vivanco, avec le soutien des forces sociales d'autres départements. Le mouvement s'est achevé à Callao où le président de la République, bien qu'il ait battu le militaire sudiste, a perçu le désaccord sur le caractère que prenait l'État. La direction du conventionnel a été décisive pour approuver une règle interdisant les critiques de publications ou de communications contre votre institution, ce qui allait à l'encontre du principe de la liberté d'opinion et du droit de la presse. Au mois de novembre 1856, un nouvel incident servit à mesurer les forces politiques de l'État.

Le commandant de l'armée, Pablo Arguedas, subordonné au général Pedro Diez Canseco (beau-frère de Castille), est entré avec un détachement de soldats et a dissous la Convention nationale.

115

Le fonctionnement de la Convention, en tant qu'entité contrôlant le gouvernement, a fini par empêcher d'autres changements. Ses membres ont insisté pour que le droit de regard sur les prochaines élections à l'exécutif soit maintenu afin de maintenir le leadership politique. C'était la première coupe du libéralisme doctrinaire. Pedro et José Gálvez, Cajamarquinos et les libéraux étaient favorables à l'extension des droits, à l'abolition de la peine de mort et à l'octroi d'un vote aux autochtones.

Pour Herrera, l'Indien, étant analphabète, ne pouvait être considéré comme capable d'intégrer l'électorat de cette époque; plus encore quand cet élargissement suggérait la possibilité d'acheter leurs votes; néanmoins, les colons andins ont payé des impôts et, selon l'argument de la France selon lequel celui qui paye les votes, sa demande était raisonnable.

La théorie de Herrera a réconcilié la capacité considérée comme une condition sine qua non avec la moralité, l'honnêteté et l'identité manifestée par le patriotisme. Cette exclusion ne signifiait pas méconnaître la contribution des autochtones en tant que Incas, qui, par leur ordre et leur unité, rendaient possible le projet d'évangélisation et de catéchisation en emportant l'évangile sur des terres connues. La tradition espagnole, en revanche, fournissait unité, stabilité et ordre. Parmi ces valeurs, l'ordre représente le thème prioritaire qu'il souhaite traduire en projet politique.

Nous devons cela aux travaux du Convictorio de San Carlos, bastion des conservateurs, de la récente école Notre Dame de Guadalupe, fondée par Gálvez lui-même avec

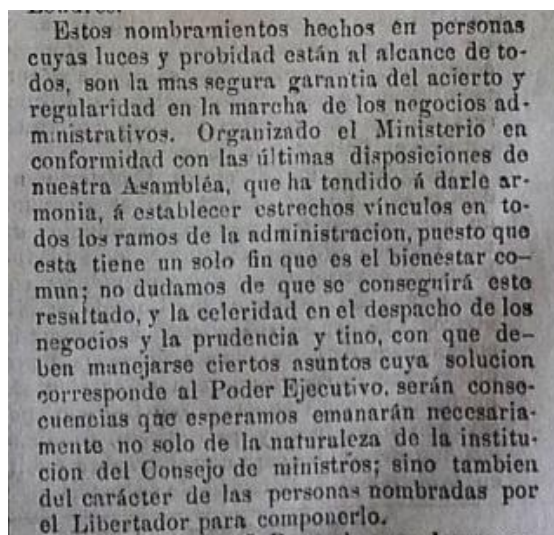
116

Domingo Elías et Juan Rodríguez. Ils ont été rejoints par les Cisneros, Carrillo, Althaus, le colonel Juan Espinosa, auteur du Dictionnaire du peuple ou José Simeón Tejeda. de la presse. Débats sur les droits naturels, l'école laïque, le contrôle de l'État sur l'Église et l'armée, la décentralisation et même la peine capitale où José Gálvez Egúsquiza, inclus dans la Constitution de 1856 dans son article 16: La vie humaine est inviolable; la loi ne peut pas imposer la peine de mort (García Belaunde, 2016, 316).

Déclaration à ce sujet de modification dans le Congrès de 1860 où Herrera a soutenu que le droit d'imposer des sanctions venait du pouvoir souverain, qui découlait en définitive du même Dieu. Jusqu'à sa mort lors du Combat du 2 mai 1866, Gálvez était l'icône du libéralisme dont les changements étaient suggestifs et d'autres avancés au milieu du XIXe siècle.

117





Début des activités de la présidence du Conseil des ministres, Lima 14 de febrero 1857.

Archivo histórico de El Peruano.

118

III. LA CHARTE DE 1860. D'une grande longévité

L'attitude libérale ayant créé des anticorps dans les différents groupes sociaux, la protestation en faveur de la dissolution de la Convention n'a pas été mieux accueillie, car elle a profité aux différentes entités qui s'attendaient à faire valoir leurs droits violés et à donner au gouvernement la possibilité d'agir librement. Après la dissolution de la Convention nationale, par décret du Conseil des ministres de novembre 1857, la convocation fut faite pour les président et vice-président de la République, ainsi que pour les membres du pouvoir législatif.

Le 12 Août 1858, le Congrès extraordinaire a rencontré l'octroi Ramón Castilla y Marquesado et Juan Manuel del Mar, propriété des charges provisoirement arborait. Les problèmes nationaux tels que le soulèvement en Ayacucho, et la situation avec l'Equateur dans les perspectives extérieures, ont incité le corps du Congrès, par la loi du 24 mai 1859, a déclaré son logement afin de ne pas entraver le travail du chef de l'Etat, cependant, il a accepté de reprendre leurs propres devoirs mutuels 28 suivant Juillet.

Cette conformité a été considéré par le Président comme inconstitutionnelle seulement parce qu'il appartenait à l'appel. Situation qui a permis des élections Castilla appel au Congrès ordinaire de 1860. Au cours des réunions préparatoires, Pie Benigno Meza, Convention adjoint a dénoncé des irrégularités comme la présentation jusqu'à 4 candidats pour le même siège et incorporant Bartolomé Herrera en tant que représentant de cocagne, selon lui incompatible avec son nouveau statut comme évêque. Argument qui a échoué au motif que l'élection constitutionnelle ont précédé la nomination épiscopale.

À la date d'installation, qui a rassemblé 120 titulaires et 4 députés, le représentant Meza a proposé qu'une loterie soit créée pour former les deux chambres, une approche suspendue étant donné que, quelques jours plus tard, il serait décidé si le Congrès agirait avec des facultés ordinaires, c'est-à-dire constitué de ses deux chambres ou, au contraire, constituant d'un constituant habilité à réformer la Constitution en vigueur, après quoi celle-ci serait dissoute.

En fait, cette législature fonctionnait avec les deux caractéristiques. Elle avait d'abord décidé de se réformer et

119

avait ensuite élu 36 membres, alors que les autres restaient en tant que députés, formant ainsi le Congrès ordinaire. La responsabilité du président de la République était limitée, pouvant être accusé de crimes de trahison pendant son mandat, modifier la forme du gouvernement, dissoudre le Congrès ou empêcher leur réunion. En revanche, ledit agent était obligé de rendre compte au législateur des actes du gouvernement à la fin de son administration. L'esprit de cette nouvelle constitution visait à réduire le rôle du gouvernement devant un congrès qui a retrouvé la bicaméralité.

Nous devons indiquer l'intention de soulever un mode spécial pour ce dernier formant sur la base du corporatisme des différentes professions. Au cours de l'évidement du Comité permanent de l'Assemblée législative, dont les pouvoirs législatif et administratif est venu de l'ancien Conseil d'Etat et avait déjà travaillé au Pérou en 1829, comme nous l'avons vu a été créé dans la Charte.

Bien que le but de ses fonctions était de limiter l'arbitraire du gouvernement, ses pouvoirs ont été prévues de façon extensive qui a conduit à ses années de suppression plus tard. La question de la réélection présidentielle a eu lieu selon les critères fallacieux. D'une part, il a fait valoir que si le président avait fait un bon gouvernement avait raison d'être réélu. La continuité au pouvoir devrait être donné l'occasion pour le président était digne. Les critères qui ne sont pas en fonction de l'État, mais la personne qui a pris ses fonctions parce que l'expérience a manifesté un intérêt particulier pour perpétuer au pouvoir.

120

En revanche, disparue, la figure du procureur de la Nation remplacée par deux procureurs nommés par la Cour suprême, reprise en 1979 avec le ministère public naissant. Bien qu'il y ait eu suppression de la perméabilité des postes de magistrats de la part de l'exécutif, cette position ne signifiait pas que leur indépendance était favorisée, car elle n'était pas considérée comme une ingérence dans les controverses électorales. Nous pourrions souligner que, en contrepartie, l'initiative a été reconnue dans les projets de loi portant sur des questions juridiques. La peine de mort a été rétablie en réfutant la thèse de l'inviolabilité de la vie par l'attribution par l'État du monopole punitif fondé sur le pouvoir, puisque, en tant que souverain, sa qualité venait de Dieu lui-même.

Cette peine n'a été appliquée que pour l'homicide qualifié. Le phénomène du militarisme a également été le sujet des législateurs, qui ont reconnu le rôle de la force militaire au détriment de la milice, sans pour autant exclure la fixation de limites dans l'exercice de leurs fonctions. La force militaire ne pouvait pas délibérer, elle devait se conformer à la loi et au pouvoir civil qui incarnaient la nation. En d'autres termes, elle souhaitait se soumettre constitutionnellement à l'armée, dans la mesure où elle faisait partie de l'État lui-même.

La législature a réduit son ingérence dans les promotions militaires en comptant, à partir des grades de capitaine de la marine et des colonels effectifs et généraux, qui établissent un lien d'obéissance conformément à la loi. Une autre façon de limiter leurs performances consistait à remettre en question le recrutement d'individus au sein de l'armée, effectué par le biais d'une caméra ou d'une détention arbitraire, dont l'objectif était l'incorporation forcée de personnes ou de cam. Je pense que

121

cela a été repris dans la deuxième partie de l'article 123^o de la Constitution de 1860.

En ce qui concerne l'individu, les législateurs ont poursuivi l'abolition de la juridiction ecclésiastique, ce qui avait provoqué le rejet de certaines régions lors de l'injonction de la Constitution précédente, car il était en outre considéré que les liens ecclésiastiques favorisaient les capitales et les avantages des prêtres de tout le pays, étant ses conséquences. seule source de revenus. Au contraire, la juridiction militaire qui s'était révélée être une entité préservant les usages de la société pré-indépendante a été maintenue.

Bien que les réalisations de la Charte précédente relatives aux garanties individuelles telles que la protection juridique de l'honneur et la vie contre toute agression inutile et injuste aient été supprimées, ainsi que le principe selon lequel la norme n'était pas rétroactive, d'autres ont été préservées, telles que: garantir que personne ne peut être détenu sans mandat et doit être mis à la disposition du juge dans les 24 heures suivant les faits; la considération que les contributions ont été établies uniquement en proportion du contribuable et que leur destination était pour les services publics; l'égalité des droits civils pour les étrangers et les nationaux et la possibilité d'intenter une action populaire contre les violations de la Constitution. L'octroi de la nationalité péruvienne n'était limité qu'aux personnes nées sur le territoire national et à l'étranger des enfants de père et de mère péruviens.

La loi électorale d'avril 1861 reprit le suffrage indirect, alléguant que le pays manquait d'éducation et de préparation civique. En réponse à la Convention nationale, le Congrès

122

réserva de même la qualification des actes électoraux, les caméras étant les appels à considérer les aspects procéduraux. La nouvelle lettre a été promulguée le 13 novembre 1860 et deux jours plus tard, le Congrès a clôturé ses travaux.

Par la suite, une série de modifications ont eu lieu, cette Charte comportant des réformes partielles, qui a débuté avec la loi du 31 août 1874, qui a supprimé la Commission permanente. Plus tard, une autre innovation fut la loi du 10 septembre 1887, qui permettait la compatibilité de postes de membre du Congrès avec ceux de ministre d'État, avec l'autorisation préalable de sa Chambre, dans le style parlementaire et qui restait en vigueur.

Bartolomé Herrera, en tant que député et président du Congrès, a présenté son projet de constitution associant l'intelligentsia aux pratiques parlementaires développées avant les opinions fondées sur le caractère libéral de la constitution de 1856. Il a tout d'abord mis en lumière les relations avec l'Église catholique. vu affecté par la Charte de 1856 lors de l'abolition de la juridiction ecclésiastique pour laquelle il a demandé sa restauration, ainsi que les dîmes et le régime des mains mortes.

L'octroi de la citoyenneté a été accordé aux personnes âgées de plus de 21 ans, mariées ou veuves, mais perdues faute d'intelligence (conformément à la perte de capacité due à la prodigalité prévue par le Code civil de 1852, articles 16 et suivants (Code civil 1870, p. 15), l'absence de liberté ou ceux qui n'ont pas les moyens économiques de subsister ont établi que l'État garantissait la liberté et la propriété à condition de ne pas porter atteinte à la religion, à l'ordre public et aux droits des tiers.

123

La présence de membres élus d'un groupe de forces politiques représente la nouveauté de la composition du Congrès qui, contrairement aux députés, serait sélectif dans la représentation de l'État et des institutions sociales à la Chambre haute:

"Ainsi, le Sénat était composé de 30 membres, trois pour chacune des dix carrières suivantes: carrière politique (ministres d'État ou plénipotentiaires, préfets, hauts fonctionnaires des ministères), finances (hauts fonctionnaires de ce secteur ou agents postaux).), de la magistrature (membres des cours suprêmes ou supérieures), ecclésiastique (évêques, chanoines ou dignités), de l'armée et de la marine (à partir de Coronel); parlementaires (élus trois fois députés ou trois législatures), professions scientifiques (y compris celles qui exerçaient l'enseignement pendant plus de vingt ans); aux propriétaires (les mineurs ou les agriculteurs) aux marchands et aux capitalistes, avec un capital supérieur à 200 000 pesos "(Pareja, 1944, 114)

Mode d'organisation corporatif qui aura un meilleur développement dans la version de Victor Andres Belaunde et dans la Constitution de 1933, mais étant orienté vers les organisations de la société, d'une nature commerciale précédemment enregistrée que pour celles de l'État. Quant aux fonctions développées par cette collégiale, elles se limitaient spécifiquement à celles de caractère municipal et à la célébration des traités et concordats internationaux, aux promotions militaires générales de l'armée et à l'amiral dans la marine, élisant exceptionnellement le Président de la

124

République. En ce qui concerne les relations entre l'exécutif législatif et le pouvoir législatif, le projet de loi a conféré le caractère présidentiel à la Constitution en prévoyant la nomination et la révocation des juges de la magistrature, des employés et des fonctionnaires de l'administration, ainsi que des membres de l'armée et de la marine. . Il exerçait la direction suprême de ces instituts militaires.

IV. PERSISTANCE LIBÉRALE ET CONSTITUTION DE 1867

La réorganisation administrative du pays et après les événements qui ont conduit la dictature du colonel Mariano Ignacio Prado, avec la guerre qui a suivi avec l'Espagne et le combat du 2 mai 1866, ont motivé la nécessité de convoquer des élections à la présidence et à la vice-présidence de la République. Depuis l'élection du chef de l'exécutif, des frictions ont eu lieu entre le pouvoir exécutif et le Congrès, le Congrès ne voulant pas renoncer à ses pouvoirs de contrôle, alors qu'il était un constituant, comme cela avait déjà été le cas pour la Convention nationale. de 1856.

Les libéraux, avec Fernando Casós et del Real, avaient été enclins à une ouverture religieuse, sujet qui suscitait des sentiments mitigés à la tribune et à l'extérieur du congrès, lorsqu'un groupe de partisans de l'église frappèrent les députés anticléricaux. Casós a accusé le ministre du gouvernement, José María Gálvez, d'avoir dissimulé ces attaques, ce qui a conduit à la formulation du vote de censure contre ledit responsable et donc à l'encontre de toute l'équipe ministérielle, étant donné la nature même des postes de confiance. Situation qui, pour la

125

première fois, a motivé la démission complète du cabinet Tiberiopolis en référence à son titulaire, Pedro José Tordoya, évêque In Partibus Infidelium (au pays des infidèles) de Tiberiópolis, président du Conseil des ministres et ministre de la Justice et du Culte.

Le Président de la République, qui avait déjà reçu une délégation du Congrès, a exprimé les garanties pour le développement des activités de l'exécutif; refusant d'accepter les démissions des ministres, qui ont choisi de partir. La démolition du cabinet de Tibériopolis témoignait de la vigueur du système parlementaire, conduisant provisoirement à la formation d'un cabinet composé de hauts fonctionnaires et de directeurs généraux des ministères jusqu'à la nomination de leurs titulaires, par désignation de confiance du chef de l'exécutif.

Sur la base du texte de 56, la nouvelle Constitution maintient la conformation monocamérale. Les sessions du Congrès se tiendraient chaque année avec un délai de 90 jours naturels et péremptoirs. En ce qui concerne l'âge pour être représentant, il a été établi qu'il serait identique à celui du citoyen, c'est-à-dire 21 ans. Pour l'approbation des normes, le législateur a déclaré que les projets de loi seraient mis aux voix après trois jours à compter de leur présentation. La procédure de deuxième discussion a donc été dispensée. Cette entité a recouvré son ingérence dans les promotions en reprenant la prédication libérale de la dernière convention nationale.

En ce qui concerne l'exécutif, l'élection présidentielle se déroulerait au suffrage direct et universel et, en l'absence de celui-ci par l'organe du Congrès, ce qui porterait le mandat à

126

cinq ans. Les actes de l'agent étaient valables s'ils étaient accompagnés du ministre concerné, à moins que ce dernier n'ait été censuré par le Congrès. La réélection immédiate a été maintenue

En cas de vacance, les fonctions sont dévolues au président du Conseil des ministres. Le législateur a supervisé la responsabilité politique des membres du pouvoir exécutif, ainsi que celle des magistrats, en se prononçant lors de la première législature de chaque période constitutionnelle sur les actes de l'agent.

Le poste de procureur général a été remplacé par celui de procureur général administratif en tant que consultant auprès du régime et défenseur des intérêts de l'État, dont les fonctions s'apparentent davantage à celles de l'actuel contrôleur général de la République. Les juntas ont réapparu, mais sans le pouvoir de porter plainte contre les fonctionnaires désignés par le ministère du Gouvernement, abstraction faite du degré d'ingérence de la Charte de 1856. Le traitement insuffisant des municipalités qui ont tiré leur réglementation de la loi correspondante a été maintenu.

La nouveauté s'est produite dans le pouvoir judiciaire où un système novateur a été proposé: les membres suprêmes ont été nommés par le Congrès sur la base des listes proposées par le même tribunal. Les voyelles supérieures ont également été nommées par le législatif sur la suggestion du suprême. Les juges de droit venaient de la Cour suprême, sur proposition du supérieur, et les juges de paix étaient désignés par la Cour suprême, sur proposition des juges de droit. Cette hiérarchie a été renforcée avec la mise en place de tribunaux pour les

127

affaires contentieuses administratives. Malgré cette conception, le régime voulait faire pression sur le pouvoir judiciaire. En 1867, le gouvernement exigea la fidélité aux voyelles par le biais d'un serment avec le régime auquel les magistrats s'opposaient, qui les avait fait lors de son entrée en fonction.

Bien que les emplois immobiliers aient été supprimés, il a été déclaré que seuls les nouveaux pourraient être ouverts en raison d'absences et de départs à la retraite. La taxe directe était réglementée et restait valable un an. Les engagements générés par le gouvernement à la suite du coup d'État n'ont été reconnus qu'avec l'approbation du Congrès. De même, la nullité des actes administratifs produits par ceux qui assument des fonctions publiques sans exigences de la loi est déclarée. La question de l'antimilitarisme a repris la prédication libérale, exprimant à nouveau que l'obéissance militaire était subordonnée à la Constitution et aux lois. En ce qui concerne l'individu, l'octroi de la nationalité a été proposé de manière flexible aux résidents étrangers depuis l'indépendance et présents dans les combats d'Abtao et de Callao. L'exil et la détention sont interdits, sauf par déclaration de condamnation judiciaire.

En revanche, la vie humaine a retrouvé son inviolabilité en abolissant la peine de mort. À partir du 29 août 1867, la nouvelle Charte, non assermentée à Arequipa, est entrée en vigueur. Le mouvement d'opposition l'a incendiée publiquement et a ordonné au général Pedro Diez Canseco de mener la révolte contre le régime. Les conflits entre José Saavedra, ministre du gouvernement et membre du Congrès, Mariano Herencia Zevallos, estimant que le Congrès constituait un obstacle à la marche du pays, ont créé une situation tendue

dans laquelle Herencia a demandé la convocation de l'Assemblée législative en session permanente, sinon ils sont partis jusqu'à la fermeture de leur président Francisco García Calderón au Congrès le 15 novembre 1867.

Compte tenu du climat généré par le régime, des révoltes ont été fomentées, soulignant au nord celles coordonnées par le colonel José Balta et au sud par Pedro Diez Canseco. Prado n'a pas pu contenir cette opposition et a préféré démissionner le 5 janvier 1868. Diez Canseco a déclaré la lettre de 1867 sans substance, en appliquant la précédente, appelant à des élections pour les membres de l'exécutif et les représentants au Congrès. Il a mis en exergue la figure du héros de Chiclayo, le colonel José Balta, dont le discours en faveur de la récupération de l'exercice de la souveraineté populaire et de la pureté républicaine a été un succès et a été bien accueilli par les clubs civiques (prédécesseurs des partis politiques) qui l'ont soutenu.

Élu président de la République par les collèges électoraux et proclamé par le Congrès, Balta a inauguré son mandat accompagné de Mariano Herencia Zevallos et de Francisco Diez Canseco, respectivement premier et deuxième vice-président. La gestion de la crise financière au Pérou avait créé des frictions entre les pouvoirs politiques et avait conduit à la possibilité d'accorder des pouvoirs extraordinaires à l'exécutif de la part du Congrès.

Nicolás de Piérola y Villena, ministre des Finances, s'était rendu à la Chambre des députés pour proposer une stratégie visant à améliorer le Trésor national et à réduire le déficit, ce qui nécessitait le retrait de toutes les limitations imposées au gouvernement. Piérola était enclin à souscrire à la maison

Dreyfus and Brothers, qui est devenue la seule société à négocier les engrais une fois que les contrats avec les destinataires nationaux ou les enfants du pays ont été conclus. En outre, Dreyfus a offert de donner de l'argent à l'État pour payer la dette extérieure.

Les capitalistes péruviens conscients ont demandé au gouvernement que, lors de la prochaine gestion économique, l'avantage de pouvoir être admis pour leurs intérêts légitimes, dont certains ont choisi de s'organiser par le biais de la Société de l'Indépendance Électorale (le futur Parti Civil) pour défendre leur droit, déclarant Pierola comme son ennemi.

V. LE PREMIER PARTI POLITIQUE: LA SOCIÉTÉ DE L'INDÉPENDANCE ÉLECTORALE

Le 24 avril 1871, la Société électorale pour l'indépendance est née sous les bastions de la liberté et de l'autonomie. Cette nouvelle force politique a commencé la formation de partis politiques, en tenant compte des préoccupations de personnes d'origines différentes pour une meilleure qualité de citoyenneté. S'appuyant sur le droit d'association, Manuel Pardo a démontré les avantages de la convergence des testaments dans un but commun, où l'opinion de la population était importante. Le XIXe siècle illustre une longue route pour l'arrivée de civils au poste de président de la République. Les élections avant le Congrès avaient montré de la sympathie pour les militaires, ces batailles victorieuses pour l'indépendance qui mettaient de l'ordre dans le principe de l'autorité détériorée.

Dès les premiers instants, les civils se sont identifiés à des tendances idéologiques ou à la direction d'un personnage,

130

agissant dans un but politique immédiat. Le dilemme entre le droit à la liberté de l'individu et le gouvernement fort occupait les espaces de discussion, distinguant les libéraux des conservateurs qui adoptèrent des positions différentes selon les régimes: monarchistes sous l'administration de San Martín, "vitalicios o persas" sous la dictature de Bolívar, "Gamarristas" entre 1829 et 1833, "Bermudistes" en 1834, confédérales entre 1835 et 1839, restaurateurs au retour de Gamarra, "Vivanquistas" ou régénérateurs entre 1841 et 1843.

L'anarchie causée par la disparition de Gamarra et le transfert des fonctions gouvernementales pendant 4 ans a servi d'expérience à la formation du Club Progreso ou Frac, qui a diffusé ses idées dans l'opinion publique par le biais de son propre organe journalistique et d'une plateforme. dirigé par Domingo Elías avec le soutien de Pedro Gálvez et José Sevilla. "L'homme du peuple", comme on savait que Elías avait pris en charge la direction dans les bouleversements politiques, voulait conquérir les groupes sociaux pour faire face à Rufino Echenique lors des élections de 1851, dont les partisans furent regroupés dans la Société conservatrice du Constitution et paix.

Cet épisode était le préambule d'une version plus intégrée comptant des décennies plus tard avec des éléments extérieurs, comme dans d'autres régions d'Amérique du Sud, et qui avait motivé l'arrivée de la civilité au pouvoir. L'expérience politique jusqu'à ce moment-là avait montré l'incapacité de planifier un projet politique stable, une responsabilité à la fois militaire et civile et qui empêchait d'améliorer les conditions du pays.

Au milieu du XIXe siècle, la classe politique était consciente de cette situation et de la nécessité de renouveler la structure de l'État par le biais d'une légalité institutionnalisée, et

131

a exprimé Manuel Pardo et Lavalle dans sa pensée: "Sacrifiez aujourd'hui à l'avenir". Il a postulé la réorientation du rôle gouvernemental dans l'économie du pays, avec la réduction des dépenses et du personnel administratif de l'État, tout en mettant en place un nouveau système de contributions qui créait ses propres ennemis.

Pour Pardo, cela impliquait la renégociation des contrats avec les destinataires nationaux, où il était nécessaire de réexaminer les droits de l'État disposant de la meilleure capacité de négociation pour son propre avantage. Toutefois, il n'a pas été possible de résilier les contrats préjudiciables au Trésor en raison de l'utilisation de l'argent par le gouvernement, qui a financé le budget national. La situation critique des finances avait motivé à repenser l'établissement des contributions de manière à ne pas dépendre: ... d'un produit augmenté de ressources propres qui couvrent leurs besoins inférieurs ...", a écrit Manuel Pardo à Mariano Ignacio Prado, 30 décembre 1865. (El Peruano, 1865).

En tant que ministre du colonel Mariano Ignacio Prado (du cabinet de la Victoire et bientôt dénommé Talents de Jorge Basadre), il a élevé un instrument progressif et proportionnel en fonction du coût de la vie de chaque localité du pays. Un mécanisme qui n'était pas suffisamment répandu et, d'autre part, les autorités qui en ont assuré la mise en œuvre ont généré des conflits qui ont fini par affaiblir l'approche de l'État dans ses localités. Comme à Huanané, à Puno, les critiques ont été formulées sous la direction de Juan Bustamante contre les différentes taxes payées principalement par les Indiens: pour le financement de la campagne contre l'Espagne, pour la construction de la cathédrale de Puno et pour la contribution personnelle.

132

Il a réussi à faire publier son manifeste à El Comercio, ce qui a amené les membres du Congrès en 1867 à ne supprimer que cette contribution. Cependant, certaines autorités du sud du pays ont continué de l'accuser, accentuant ainsi les manifestations qui ont eu une issue fatale.

Une autre question envisagée par la Société de L'Indépendance Électorale - plus tard la Partie Civile - était liée au militarisme. Sous le régime de Castille, la stabilité économique réalisée a conduit au Congrès avec la loi du 3 février 1848, le Trésor était tenu de maintenir l'armée apparue dans chaque gouvernement et chaque révolution, même s'ils n'étaient pas définis, c'est-à-dire sans placement efficace. Par conséquent, Pardo a évoqué la réduction du nombre de membres du personnel qui n'étaient pas de carrière, ce qui a provoqué la critique d'un secteur de l'armée qui ne s'est pas rendu à la soumission de la civilité, qui incarnait la volonté nationale.

Les précédentes élections avaient montré des irrégularités et de la violence dans les bureaux de vote, une situation qui profitait au gouvernement lui-même, qui avait les moyens en sa faveur, à laquelle l'indifférence des électeurs contribuait. Pardo a proposé la défense du suffrage en établissant une organisation du système électoral.

En mai 1872, les bureaux de vote élisent le président de la République à un tiers des sénateurs et députés, tous issus des rangs du parti électoral de la Sociedad Independencia. Après l'assassinat du président Balta et des frères rebelles Gutiérrez, la tranquillité est revenue. Les voix à la majorité absolue accordées à Manuel Pardo, première magistrature, sont proclamées par le Congrès. Les postes de Premier et Deuxième Vice-Président de la République, décidés par un vote au Parlement, ont favorisé Manuel Costas et Francisco Garmendia, respectivement.

133

L'idéologie de la partie civile était engagée dans la création d'une bureaucratie efficace, mais elle devait le faire avec prudence en raison du manque de ressources. La décentralisation a été prise en compte dans le budget, en distinguant recettes et dépenses publiques, en les classant en général (état) et départemental, ce qui démontre l'existence de besoins de nature locale ou régionale, dont la solution pourrait être trouvée pour les départements et les municipalités avec le transfert de ressources. Dans cette même section, le gouvernement a opté pour la désacralisation des fonctions de l'État restées dans les paroisses. La loi de 1873 prévoyait éventuellement l'enregistrement de données démographiques telles que les naissances, les mariages et les décès dans les municipalités, en alternance avec celles des registres paroissiaux.

“Sur le plan culturel, le plan gouvernemental de Pardo recrée peu à peu l'analyse de la réalité andine, qu'il voit parallèle avec le capitaliste jusqu'à ce qu'elle soit intégrée en complément, étant donné que la réalité andine inclut son propre système de rationalité économique” (Mc Evoy, 1994, pp. 239-249).

Aspect que, bien que cela n'ait pas encore été apprécié par l'État péruvien, mais bien par les propriétaires, qui ont adopté un rôle de premier plan en tant que notables de la région.

VI. LA GUERRE AVEC LE CHILI ET LA REPARTITION CONSTITUTIONNELLE: LE STATUT PROVISOIRE DE 1879 ET LE TRAITE D'ANCON

La crise fiscale de 1878 et la déclaration de guerre du Chili au Pérou ont incité à repenser les ressources pour faire face à cette adversité. Avec l'autorisation du Conseil des ministres et du

134

Congrès, par la résolution législative du 9 mai 1879, le président Mariano Ignacio Pardo s'est rendu en Europe et aux États-Unis pour acquérir personnellement des armes et des navires, laissant le commandement au vice-président Luis La Puerta de Mendoza. . Avant le vide, Nicolás de Piérola, soutenu par un secteur de l'armée, a donné le coup d'État qui lui a permis de se déclarer dictateur du Pérou, le 23 décembre. Quelques jours plus tard, il a nommé ses secrétaires d'État: Pedro José Calderón (Affaires étrangères et Culte), Federico Panizo (Justice et instruction), Mariano Echegaray (Développement), Miguel Iglesias (Guerre), Manuel Villar (Marina) et Manuel A. Barinaga (Trésor).

Ils ont ensuite publié le Statut provisoire de 1879, dont les articles garantissaient les droits et libertés dans le cadre confessionnel, mais aggravaient également les sanctions pénales incriminant les comportements en cas d'insubordination, de lâcheté, de fraude à la propriété publique, d'homicide avec préméditation et de perfidie, ainsi que d'autres faits analogues qui seraient jugés par un tribunal militaire. Il a aboli les conseils départementaux de 1873.

Cet épisode n'était pas étranger à imposer une politique culturelle en faveur du régime. Piérola dans son empressement à ce que la dictature ait le soutien de la communauté et en particulier du grand secteur inarticulé comme défenseur rural déclaré de la race indienne, qui, bien que figurant dans le récit, note que les injustices commises et leur restitution rapide, Le fait est que la guerre exigeait l'incorporation d'un plus grand nombre d'hommes pour former les bataillons qui aboutiraient dans les célèbres batailles de San Juan et de Miraflores, où les soldats parlaient le quechua, l'aymara et les officiers, le castillan. On peut envisager dans la norme le rôle paternaliste de l'administration, en substitution du pouvoir judiciaire,

135

orientée vers la résolution des litiges fonciers entre les paysans et les propriétaires terriens:

"Art 2.- Les personnes physiques et morales appartenant à cette race ont le droit de faire appel directement à moi, verbalement ou par écrit, contre tout abus, injustice ou dénégation de ce fait, qu'elles ont subi de toute autorité quels que soient leur nom et leur hiérarchie. , étant excepté des lois communes à cet égard. " (Décret du 22 mai 1880)

La perte des forces militaires qui a provoqué l'arrivée de l'offensive chilienne dans la capitale, a motivé le déplacement du gouvernement vers la chaîne de montagnes. Pendant ce temps, le général Manuel Baquedano Gonzales, chef de l'armée d'occupation, a préféré fuir avant de se rendre sans conditions à la capitale. Hubert Wieland décrit les circonstances de la crise de pouvoir qui a abouti à l'interview de Rufino Torrico, maire de Lima, qui a mis à la disposition de Baquedano la Cité des Rois sans conditions. Fait qui comptait avec la présence de diplomates étrangers pour éviter les excès de la victoire des Chiliens:

"Premièrement, en raison du nombre considérable d'étrangers résidents qu'il hébergeait; deuxièmement, par la détermination des corps diplomatiques accrédités au Pérou, en particulier par les ministres de la Grande-Bretagne et de la France, et par les chefs des escouades des deux puissances et de l'Italienne de défendre la vie et les intérêts de leurs ressortissants ; et, enfin, en raison du fait que la destruction des trois villes péruviennes mentionnées avait déjà eu lieu, ce qui était un présage clair de ce que pourrait être le destin de Lima "(Wieland, 2017).

À Ayacucho, Piérola a appelé l'Assemblée nationale, qui a installé le 28 juillet et présenté sa démission. Entre-temps, le conseil des notables de la Cité des rois a nommé le 12 mars 1881 à la présidence du Pérou, Francisco García Calderón Landa,

136

doyen de l'Association du barreau de Lima, président du Pérou. Aboli le Statut de Pierola et rétablit la validité de la Constitution de 1860.

García Calderón a convoqué des sessions extraordinaires du Congrès avec des membres qui étaient restés jusqu'en novembre dernier et qui se sont réunis dans la station thermale de Chorrillos le 15 mai. La collégiale comptait avec 32 représentations, dont certaines temporaires avec des citoyens résidant à Lima jusqu'à leur remplacement par les titulaires.

L'intérêt principal de la collégiale était de discuter des conditions de la paix dans les négociations avec le Chili, qui prévalaient sur l'interdiction de la cession territoriale et qui n'avaient pas fait l'unanimité, ce qui avait précipité la conclusion des sessions du 22 août 1881.

Une attitude qui n'a pas plu à l'armée d'occupation ou à son gouvernement qui a ordonné la fin du régime du président García Calderón, qui avait déjà exprimé son refus de signer l'accord de paix avec la livraison correspondante de Tarapacá au pays du sud. Son ministre et son ministre des Affaires étrangères, Manuel María Gálvez, ont été arrêtés et exilés à Valparaíso. Quelques semaines plus tard, le général Miguel Iglesias, ancien ministre de la dictature de 1879, avec la proclamation de Montán (nom de son hacienda) souligna l'urgence de parvenir à la paix avec le Chili en abandonnant la province côtière de Tarapacá.

Au même moment, Iglesias a convoqué une assemblée à Cajamarca avec des représentants du nord du pays: Cajamarca, Piura, Lambayeque, La Libertad, Ancash, Amazonas et Loreto, qui a finalement ouvert ses travaux le 30 décembre 1882.

L'absence de García Calderón a créé les conditions pour la mise en place d'un nouveau régime sous le président régénérateur de

137

la République et un ministre général, son frère, le colonel Lorenzo Iglesias. À Arequipa, parallèlement, l'amiral Lizardo Montero, qui avait des représentations parallèles dans deux chambres, a pris ses fonctions le 22 avril 1883. Il a maintenu García Calderón à la présidence de la République, arrêté à Valparaíso. en tant que premier et deuxième vice-président, respectivement. Le législatif a complété la liste des représentants auprès des citoyens locaux. Compte tenu de l'attitude de la collégiale de ne céder aucun territoire, le régime chilien ne l'a pas reconnu et a maintenu son opération jusqu'au 20 juin de la même année.

Pendant ce temps, le contre-amiral Montero a décidé que, après avoir suspendu les fonctions de la Cour suprême de Lima occupée par l'armée chilienne et afin d'éviter tout préjudice en raison de la paralysie des procès, cette collégiale avec ses membres et son personnel administratif a repris son travail à Arequipa (décret 25 novembre 1882). L'assemblée du sud n'a pas été reconnue par le Chili et a poursuivi ses opérations jusqu'au 22 octobre, date à laquelle l'armée chilienne a occupé Ayacucho.

À Cajamarca, le pouvoir législatif accueillant la sympathie chilienne a choisi de mettre fin au climat belliqueux qui s'est matérialisé lors de la signature du Traité de paix et d'amitié entre les républiques du Pérou et du Chili ou du Traité d'Ancon, le 20 octobre 1883. Sous la supervision de l'armée d'occupation quatre jours plus tard, le gouvernement de Lima a convoqué une troisième assemblée constituante, dont les élections ont eu lieu directement à Lima. Une fois installé, le 1er mars de l'année suivante, Miguel Iglesias y Pino a été nommé Président provisoire de la République, à compter du deuxième militarisme.

138

VII. LA RESTAURATION DU CONSTITUTIONNALISME ET DU SECOND MILITARISME

Le Congrès a approuvé le traité d'Ancon en séance secrète; néanmoins, il a fait remarquer que, une fois créées, les conditions nécessaires et la stabilité politique n'existaient pas en raison de l'occupation chilienne qui a duré six mois, ce qui a empêché son accomplissement. Il a déclaré en vigueur la constitution de 1860, mais en introduisant des variantes: il ne pouvait plus être établi de contributions, sauf en ce qui concerne les possibilités de son contribuable et son intérêt public.

Le pouvoir exécutif décide des revenus et des dépenses de la nation, de la nomination des magistrats, du renouvellement des autorisations; également eu la discrétion de générer de nouvelles ressources. Circonstance qui nous montre la direction de ce pouvoir de l'État qui, par règlement, a déterminé la création de conseils budgétaires départementaux présidés par le préfet et composés de délégués des provinces.

Bien que l'intention soit de collecter et de contrôler l'utilisation des ressources publiques, l'État préférait maintenir le profil centralisateur, mais les Juntas étaient maintenues, mais elles manquaient de ressources, certaines provinces ayant souffert des rigueurs de la guerre, notamment Ayacucho, Junín et Huancavelica. . Quelques mois plus tard, au mois de novembre, il y a eu une offensive qui s'est terminée par des affrontements dans la capitale et qui a entouré le régime.

Depuis lors, tout un processus d'accords a débuté avec l'intervention du corps diplomatique afin qu'Iglesias et Cáceres renoncent au pouvoir qu'ils exercent. Les commissaires ont été nommés par les deux parties au conflit et le Conseil des ministres a été désigné comme organe transitoire, qui a appelé à des élections après la démission d'Iglesias le 3 décembre 1885.

139

Dans le système judiciaire, le président Iglesias a créé une commission d'enquête et de notation chargée de faire rapport à toute entité de l'État sur les fonds gérés, reçus ou utilisés pendant le conflit armé à l'intérieur et à l'extérieur de la république. (Décret du 9 novembre 1883). La Constitution de 1860 a été déclarée en vigueur; mais avec des modifications parmi lesquelles il était indiqué: Le pouvoir exécutif décidait des revenus et des dépenses de la Nation, de la nomination de magistrats, du renouvellement des autorités; avait également l'autorisation de générer de nouvelles ressources et d'apporter des modifications à leur discrétion.

L'administration n'a pas pu échapper aux critiques du champ d'application du traité d'Ancon, générant même une opposition féroce de l'armée menée par le colonel Andrés Avelino Cáceres Dorregaray, chef de la résistance pendant l'occupation, qui a déclenché la guerre civile. Situation qui met fin au régime le 3 décembre 1885 et laisse place à la convocation d'élections générales.

Le Parti Constitutionnel composé de membres du parti civil a présenté Cáceres comme candidat. Seul le parti démocrate avec Nicolás de Piérola était l'alternative. Les civilistes qui dirigeaient le congrès en la personne de Francisco Rosas étaient enclins au héros de guerre.

Malgré les grandes attentes de la direction quant à la renommée du président et à l'optimisme du président du Congrès, le 3 août, le ministre des Finances, Luis N. Bryce, a été interrogé à l'initiative des commissions des finances et des infractions résultant de la liquidation des dettes en suspens avec le Guano péruvien ainsi que la Casa Dreyfus et pour la commodité d'engager un processus à l'étranger contre ces deux sociétés.

140

Le ministre avait présenté un budget qui était opposé à ces commissions, qui ont à leur tour décidé de le refaire sans donner à Bryce le droit de proposer une autre solution. Cette attitude des députés contre le régime a été démontrée des mois plus tard avec la direction du ministre Manuel Irigoyen. Le degré de prostration du trésor, dû au déficit de l'État et aux difficultés de circulation entre billets budgétaires, dû au manque de soutien, a créé des situations tendues pour la censure du cabinet.

La Chambre des députés a accepté l'accusation constitutionnelle conformément à l'article 59 de la constitution de 1860 et à la loi du 28 septembre 1868 contre Manuel Irigoyen et Pedro Alejandrino del Solar, qui a été transmise au Sénat, qui n'a finalement pas souscrit. Le nouveau président du Conseil des ministres, Carlos M. Elías, a déclaré au Congrès que, en raison de la nature du contrat Grace signé entre José Araníbar, agent fiscal en Europe et personero des créanciers obligataires péruviens, ses conditions pourraient inciter à la divergence avec le Chili. En tant que signataire du traité d'Ancon, il a même affirmé qu'il ne pouvait le soumettre à la discussion législative.

Affirmation qui a fait sensation, car on s'est demandé si l'avantage devrait être pour le pays ou pour le Chili, ce qui a provoqué le début du processus de censure contre le gouvernement. Situation qui n'a pas prospéré du fait de la démission de ses membres avant l'approbation de cette mesure et qui a généré, à l'image de l'expérience de 1867, le cabinet des administrateurs.

Le 8 novembre 1887, sous l'autorité du deuxième vice-président de la République, Aurelio Denegri, se constitue un nouveau conseil des ministres composé essentiellement de membres du Congrès. dette intérieure régie par des règles à partir de 1873 et ayant généré des intérêts. Cependant, la

141

manière dont la conversion des différentes circulaires (notes fiscales et inca) qui se trouvaient en pièces de monnaie finissait par nuire aux détenteurs de certificats, qui envisageaient de réduire leurs dettes.

La minorité avait choisi de retarder la discussion sur le contrat de grâce en tant que meilleure arme pour exprimer son opposition, atteignant des limites insoupçonnées avec les longs discours de Quimper. Après la clôture des sessions et avant l'impasse dans laquelle se trouvaient les membres du pouvoir législatif, la majorité a établi de nouvelles règles pour le renouvellement de la minorité de l'opposition, qui étaient considérées comme: "... désactive les procédures de la majorité ou il évite ses décisions "(Basadre, 2000, tome 8, p. 2044).

Le 20 mai, le Troisième Congrès extraordinaire a pris ses fonctions, qui a examiné la question du contrat de grâce et l'a conclu dans toutes ses conditions. L'environnement était différent de celui des congrès précédents, se bornant à proposer des modifications dans le document à négocier, qui avaient été acceptées par le représentant des obligataires. Cette loi qui autorisait le contrat incluait une autre règle avec l'intervention du Chili, étant donné que la renégociation incluait des aspects du traité d'Ancon, liés à la livraison de guano dans le sud du pays.

Aux élections de 1890, contrairement aux précédentes, Civilismo présenta ses propres candidats: Francisco García Calderón Landa et Francisco Rosas Balcázar, qui réunirent des propriétaires terriens, des mineurs, des soldats, des avocats et des prêtres. Pour sa part, Cáceres a présenté Remigio Morales Bermúdez comme son successeur, avec le soutien de Mariano N. Valcárcel, président de la Chambre des députés. Il y avait le renouvellement du troisième dans les députés avec la majorité du parti constitutionnel alors que dans les sénateurs étaient les

142

Civilistas. Cela n'a pas empêché les affrontements entre le gouvernement et la société, la tentative d'assaut contre la caserne de Santa Catalina ayant tué 20 personnes, en dépit de leur reddition.

En vue de la rénovation de 1892 chambres, les forces politiques ont été mesurées entre les constitutionnalistes (certains civils) et les vrais constitutionnalistes (partisans de Cáceres). Mariano Nicolás Valcárcel, président de la Chambre des députés et Francisco Rosas, ont été convaincus par les sénateurs qu'il était nécessaire de créer un front contre l'ingérence du militarisme sur la base de civils et de certains constitutionnalistes, ce qui a donné naissance à l'Union civique, comme alternative au parti gouvernemental.

Au niveau culturel, la propriété foncière des peuples autochtones était reconnue juridiquement - comme un précédent de l'incorporation constitutionnelle des communautés - dans le district de Cabana, province de Lucanas (30 octobre 1893). Les préfets des conseils départementaux sont exclus à condition qu'ils soient responsables des autorités éligibles (24 octobre 1893). À l'approche des élections de 1894, les forces politiques étaient divisées entre l'Union civique, le Parti constitutionnel ou Cacerista et le Démocrate ou Pierolista.

Face à la mort subite du président Remigio Morales Bermúdez, le deuxième vice-président, le colonel Justiniano Borgoño, a appelé non seulement le troisième à être renouvelé, mais également l'ensemble de la chambre. Lors du processus électoral, la même politique de remplacement des municipalités par la Junte de Notables a été maintenue, ce qui a conduit à des abstentions sauf celles du parti officiel.

L'élection d'Andrés A. Cáceres en tant que nouveau président, fruit de la pression de son parti, a entraîné une relation tendue avec des groupes de la communauté et le

143

gouvernement a ordonné la suspension des garanties individuelles. Les critiques ont été formulées par différents milieux sociaux et partis d'opposition, qui ont décidé de conclure le premier accord national mettant fin à la présence de militaires au pouvoir.

Les manifestations ont été immédiates dans différentes régions du pays: Oswaldo Seminario, Augusto Durand, Santiago Oré, Nicolás de Piérola et Amador del Solar, représentaient l'opposition des zones urbaines et rurales de Piura, Huánuco, Ica, Chíncha et Arequipa. respectivement. Le gouvernement a imposé plus de taxes pour que les forces de l'ordre puissent les combattre, même les paiements budgétaires de la dette extérieure ont été distraits comme ressources financières des départements.

La pression de la population déclencha une confrontation avec l'entrée à Lima d'un contingent à cheval menant à Lima par la porte de Cocharcas, le 17 mars 1895. Les forces dirigées par Nicolás de Piérola et les autres dirigeants combattirent contre les forces de l'ordre, causant des milliers de morts et de blessés, des deux côtés. Situation qui a forcé à un armistice et à la confirmation d'une réunion de gouvernement en charge de Manuel Candamo, qui comptait sur l'intervention de diplomates, afin de maintenir l'apaisement. Cáceres a choisi de démissionner et le conseil d'administration a appelé à des élections le 14 avril, dont le résultat a favorisé Nicolás de Piérola avec le soutien des Civilistas, mettant ainsi fin au deuxième militarisme.

144

CHAPITRE QUATRE

Le retour des civils et le troisième militarisme

I. LE CONSTITUTIONNALISME AD-PORTAS DU XXE SIÈCLE: LE RETOUR DE PIÉROLA

Le décret du 14 avril a appelé à des élections générales conformément à la loi de 1861. Le Congrès, en qualifiant le procès-verbal, a déterminé la victoire de Nicolás de Piérola et de Villena à la présidence de la République, accompagnés de Guillermo Billinghurst et Augusto Seminario. Deuxième Vice-président de la République. Les nouveaux membres du pouvoir législatif ont proposé, au mois de septembre, des motions tendant à retirer de la liste des généraux Cáceres, Mas et Borgoño et à déclarer sans effet les règles établies par ce pouvoir l'année précédente qui visaient à engager la responsabilité pénale des opposants au régime.

Cependant, le Sénat par le biais des Commissions de la Constitution, de la Législation et des Infractions s'est prononcé contre le retrait de l'échelle en faisant valoir que cette sanction n'était pas l'attribution du Congrès; en tout état de cause, le texte de la loi du 20 décembre 1895 était élaboré cela a abrogé celui qui a proclamé Andrés Avelino Cáceres en tant que président de la République. Le processus des accusations a été renvoyé devant le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif s'est borné à déclarer nulles les résolutions administratives des régimes précédents et à accorder l'amnistie politique jusqu'à la formation du conseil d'administration sous le sénateur Manuel Candamo. Piérola en assumant le commandement a initié toute une période d'institutionnalité civile. Pour lui, le Congrès devait maintenir:

145

"... sa séparation en deux Chambres, d'origine diverse dans sa composition, avec attributions particulières à chacune d'elles et en relation avec les fonctions qu'elles doivent remplir à la forme fédérale" (Partido Demócrata, 1912, p. 30)

La perte de la guerre et la disparition du second militarisme ont permis le moment propice pour proposer une nouvelle conception de l'État: bureaucrate, stable et participatif du suffrage (à travers les partis politiques). Les bureaucrates, par l'utilisation des ressources du pays dans un climat de stabilité, luttent contre les difficultés naturelles et acquises qui permettraient d'atteindre le bien-être..

L'emploi public serait attribué en fonction de l'aptitude, sans créer de dépendance du bénéficiaire vis-à-vis de qui l'a accordé, puisqu'il représentait la nation à ce moment-là. Son numéro serait soumis à une administration et à une surveillance fiscales, qui seraient finalement confiées au futur ministère du Développement (loi du 22 janvier 1896), en fonction du transfert des revenus aux conseils départementaux (loi du 21 octobre 1897). .

L'armée, instrument important de l'État, est l'institution à laquelle le prestige et la moralité doivent être rendus, pour laquelle un nouveau règlement a été établi concernant les promotions au titre des normes militaires (loi du 27 septembre 1898), qui inclut service militaire universel et obligatoire. À cela, il faut ajouter l'intérêt de la civilité de fournir une organisation professionnelle, mais surtout apolitique, en phase avec les changements survenus dans les pays voisins, ce qui serait réalisé avec l'invitation de la mission militaire française à prendre en charge l'école militaire de Chorrillos.

Enfin, l'État devrait être participatif, grâce à la collaboration de forces politiques, dont l'organisation et le programme assuraient la sécurité du système démocratique.

146

L'instance judiciaire devrait être plus technique et apolitique, pour laquelle il faudrait lui donner une stabilité dans le poste, en déclarant les magistrats immobiles et bien payés. S'il est vrai que la Constitution et la loi lui ont accordé son indépendance, une volonté juridique était en fait nécessaire pour consolider son fonctionnement impartial. Dans l'exécutif, en fait, a essayé de séparer le chef du gouvernement du président de la République qui a été transféré au président du Conseil des ministres, de cette manière, le premier président a été exclu de l'audit, ce qui lui permettrait d'agir de manière plus indépendante.

De son côté, chaque ministre bénéficierait d'une totale autonomie dans la gestion de son portefeuille, en coordination avec le Trésor pour disposer de fonds. Les engagements souscrits par les régimes précédents ont été reconnus, tant à l'étranger que dans le pays, comme un reflet de la confiance dans l'État qui en a la volonté, de la capacité de les payer, des ressources et de l'orientation nécessaires pour guider le gouvernement, crédit à un besoin spécifique. L'économie à assainir nécessitait une stabilité dont l'image serait obtenue avec l'étalon-or appliqué à la livre péruvienne, en attribuant les pièces en argent et en cuivre pour d'autres transactions, tandis que les billets seraient émis par une seule entité.

La loi du 20 novembre 1897 proposait la nouvelle organisation chargée du conseil électoral national, des conseils départementaux, des conseils provinciaux et des délégations de district. L'existence d'un registre électoral et de conseils de contrôle a facilité la proclamation du président et du vice-président de la République, le vote a été public et direct. Au cours de cette période, la loi Habeas Corpus fut également approuvée (21 octobre 1897), aboutissant au projet lancé il y a cinq ans et ayant pour objectif de réglementer l'article 18 de la Charte de 1860. Le contexte politique entre la fin du deuxième Le

147

militarisme et le retour des civils ont multiplié les arrestations arbitraires et exigé leur règlement rapide.

De son côté, Pierola avait adressé à la nouvelle législature, par un message, sa critique du droit de légiférer lors de sessions extraordinaires des lois des parlements ordinaires, en faisant référence de manière concrète à l'approbation du budget de la République. En ce qui concerne l'équilibre du pouvoir aux élections de 1897, les civilisés ratifient leur alliance avec les démocrates, qui n'est pas secondée par des membres de ce dernier parti sous le nom d'Augusto Durand, qui crée ensuite le cercle indépendant, base du prochain parti libéral. . A tout cela, il a été ajouté que la Chambre des députés était devenue une instance adverse pour le gouvernement, qui mettait en doute la validité des mesures prises par le gouvernement et défendait les conseils départementaux contre la centralisation du gouvernement.

Au milieu de cette restauration du système, des voix en faveur du groupe autochtone ont été soulevées, surtout dans le cadre de la pacification revendiquée par le pays après la guerre avec le Chili. Manuel Gonzales Prada, un libéral anarchiste, nous a présenté, dans le théâtre de Politeama, son célèbre discours (1888) dans lequel il proposait une reconstruction de l'État et de la société, en cherchant tout d'abord la validité des institutions et en réévaluant le rôle des autochtones. En tant que partie intégrante de la nation, il conviendrait de dispenser une éducation qui conduirait à la défense de leurs droits de la meilleure façon possible: si nous faisons du serviteur un Indien, quel pays défendrait-il? En tant que serviteur du Moyen Âge, il ne combattrait que pour le seigneur féodal (Gonzales 1888).

Javier Prado, dans son célèbre discours sur "L'État social du Pérou sous la domination espagnole (1894)", est parvenu à la conclusion que l'indien était devenu plus silencieux et plus

148

soumis après la conquête. Pour remédier aux difficultés de son intégration, il a fallu la former par le biais de l'éducation, dans l'intention de la situer conformément aux attentes de la nouvelle industrie nationale. Il a déterminé le besoin de repeuplement avec la présence d'immigrants européens.

Des idées parallèles à la nécessité de former une élite dotée de valeurs morales et culturelles. Éduquée pour gouverner, elle trouverait dans l'oligarchie sa réflexion la plus proche. Francisco García Calderón Rey s'inquiète de ce qui servirait de voie idéologique au deuxième civilisme, dont les membres avaient déjà été nourris par les propositions de Pardo. La vision de l'Indien, dans Alejandro Deustua (La culture nationale), était circonscrite au travail car l'éducation - selon lui - ne pouvait être dispensée qu'à des personnes capables, car l'Indien ne pouvait s'empêcher d'être une machine.

II. LE BIPARTIDISME: LE PARTI DÉMOCRATE ET LE RETOUR DU PARTI CIVIL

Le 28 juillet 1899, Eduardo Lopez de Romaña devint le prochain président de la République. Avec lui l'alliance civiliste-démocrate était maintenue, mais avec certaines difficultés en raison d'un schisme au sein des Pierolistas, qui estimaient que il fallait récupérer l'autonomie dans la ligne politique. Malgré l'existence de civils dans les deux organes du pouvoir et avec une certaine opposition, il y avait un zèle pour la préservation des attributions des deux pouvoirs politiques.

L'exécutif a maintenu la politique consistant à ne pas respecter les lois approuvées lors de sessions extraordinaires et à ne pas donner suite aux procédures de convocation. La circonstance qui a créé des hostilités entre les pouvoirs politiques

149

et la démission consécutive du cabinet de Manuel María Gálvez Egúsqiza, qui n'a pas freiné l'appétit des démocrates ou des Pierolistas avec une majorité de députés tandis que les civilistes ont conservé la direction du Sénat). Attitude qui a renforcé la censure, provoquant la démission de douze ministres, sachant qu'il y en avait six par cabinet.

La censure de Manuel Domingo Almenara Butler, président du Conseil des ministres, le 13 août 1901, était due à la nomination du Conseil des notables pour les élections municipales au lieu de tenir des élections. Bien qu'il ait compté sur l'appui de la Chambre des sénateurs, il ne s'est pas débarrassé des députés. Le deuxième cabinet censuré était celui dirigé par Alejandro Deustua Escarza, président du Conseil des ministres et chef du ministère du gouvernement. Au cours de ces années, les discussions avec le gouvernement de l'Équateur avaient progressé pour définir les limites de la frontière, qualifiées de préjudiciables et nuisibles au pays.

Ce fut au tour du cabinet de Cesáreo Chacaltana de s'opposer aux revendications des Indiens de Chucuito concernant les mauvais traitements infligés aux victimes, fait qui a provoqué l'interpellation du ministre du gouvernement, Leónidas Cárdenas. Cet épisode qui impliquera plusieurs gouvernements et congrès nous permettra de contempler le peu de présence de l'État dans des zones de convulsions récurrentes. C'est ainsi que l'année suivante Alejandrino Maguiña fut chargé par le président Candamo d'étudier le motif de ces plaintes à Juli, Puno, engendrées par les abus des propriétaires fonciers, ainsi que par la partialisation des maires et des juges de première instance, qui services forcés ou détachés, établissement de taxes sur les producteurs de laine et perception arbitraire de taxes foncières.

150

Des années plus tard, le sous-préfet de Chucuito, le sergent major Teodomiro Gutiérrez Cuevas, intervint en faveur des Indiens, ce qui lui valut d'être calomnié et même dénoncé par les députés et les sénateurs de Puno, demandant la vacance du poste. Plus tard, quand il a perdu le soutien du gouvernement et a été opposé par les agriculteurs puno, il s'est retiré en Bolivie et est réapparu en tant que dirigeant autochtone appelé Rumi Maqui (Main de Pierre).

Son insurrection fut vaincue par les forces de l'ordre et son chef capturé et poursuivi pour trahison. Après la phrase disparaîtra sans laisser de traces. Malgré tout, le rapport Maguiña révélait l'approche du gouvernement puis du législatif dans le diagnostic des problèmes nationaux, dont les mesures correctives ont fini par être inefficaces en raison de la pression exercée par les propriétaires terriens en raison de la faible présence de l'État.

Entre temps, avant le bipartisme au pouvoir, le Parti libéral, en tant que nouvelle force politique, responsable d'Augusto Durand, a fait voir aux députés, notamment aux démocrates, le rétablissement de l'esprit de surveillance - en plus strict- des actes gouvernementaux qui jusqu'à ce moment avaient été absorbés ou dilués entre démocrates et civils. Les anciens démocrates ont insisté sur le fait que, avant l'occupation d'un nouveau bureau du gouvernement, la responsabilité politique devrait être mise de côté.

En outre, les libéraux ont postulé la déclaration d'inconstitutionnalité des lois par la Cour suprême, la défense des communautés autochtones, la séparation du lien entre l'Église et l'État et le plein exercice ultérieur d'autres religions; la défense du droit de réunion, la décentralisation, etc. Cependant, sa présence politique est restée à la deuxième place en raison de la notoriété de Pierola dans l'opposition. Sur le plan économique,

151

le régime a retenu le plan démocrate concernant l'émission de la livre d'or péruvienne et des pièces d'argent à 9 décimales et celles en cuivre pour les cents; donner confiance au marché. La loi du 22 novembre 1901 a tenté d'éviter les distorsions dans la promotion de la force militaire, en les limitant aux compétitions selon des critères d'ancienneté et d'aptitude. Les ordonnances indiennes de l'époque ont été remplacées par le premier code de justice militaire du 20 décembre 1899.

Le bipartisme n'a pas seulement été affecté par l'émergence des autres forces politiques, mais également par la division du Parti civil lui-même. Avec la présence de Manuel Candamo, il avait réussi la refondation souhaitée, mais sa mort soudaine alors qu'il était président du Pérou a ouvert un espace entre les membres de l'ancienne et la nouvelle garde du groupe, ce dernier dirigé par José Pardo y Barreda par Augusto B. Leguía. Les deux futurs présidents dans les processus électoraux successifs.

Cependant, Leguía se démarquerait des Civilistas au moment de commencer son administration. Situation tendue qui a accueilli une recomposition au Congrès, en faisant varier le nombre de sièges du parti officiel avec des membres du leguismo dans le renouvellement par tiers. L'expérience du président de l'époque préparait le terrain pour que les électeurs de la campagne de 1912 préfèrent Guillermo Billinghurst Angulo, qui a remplacé Piérola, aujourd'hui décédé, à la direction des démocrates. Fidèle à sa dénomination, sa campagne électorale a été caractérisée par des mesures de réincarnation pour les ouvriers et c'est pour cela qu'il l'a connu comme Big Bread devant son concurrent Antero Aspíllaga Barrera, leader civilista.

L'attitude du nouveau président, en raison de sa proximité avec les secteurs du travail, a mis en place des mesures visant à démocratiser les mécanismes du système politique et à innover les règles visant à élargir la base électorale, sous prétexte que ce

152

sont les contribuables qui votent. Plus tard, le Congrès a modifié le plan en indiquant que seuls les gros contribuables avaient le droit de vote. Peu à peu, les relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif se sont détériorées et, aux moments les plus critiques, le report de l'approbation du budget général de la république correspondante de 1912 à l'année suivante, obligeant le gouvernement, par décret du 29 décembre responsable des finances, sans soutien du Congrès. Fait qui serait recueilli comme attribution constitutionnelle de l'exécutif, des décennies plus tard, avec les réformes plebiscitaires de 1939. Billinghurst était enclin au renouvellement total du congrès, avant sa dissolution. Mesure qui serait accompagnée de réformes qui impliquent.

La diminution du nombre de représentants - en particulier ceux qui sont apparus à la suite de la création plus politique que technique de nouvelles provinces -; l'extension de la législature lorsque le budget national n'est pas approuvé, en s'y consacrant exclusivement. En outre, l'interdiction d'exercer toute fonction administrative, qu'elle soit publique ou privée, en tant que membre du Congrès. La disparition de la figure des vice-présidents de la République, puisque en cas de vacance, le président du Sénat a assumé temporairement ses fonctions. Le droit du gouvernement de réglementer les salaires des fonctionnaires. La mise en place du référendum national ou référendum comme alternative aux décisions du Congrès, à condition que les deux manifestent la volonté populaire.

Ces propositions coïncidaient avec celles de Mariano H. Cornejo et de Javier Prado, ce qui a permis à certaines d'entre elles d'être étudiées et approuvées par le législatif. Bien que le Billinghurst soit enraciné dans les secteurs majoritaires, en particulier les ouvriers et les artisans, il n'a pas décidé d'armer la population pour qu'elle exerce des pressions et soumette le congrès. Les premiers jours du mois suivant, il y a eu des

153

arrestations, des demandes d'asile politique et la fermeture des médias.

Les rebelles de la garnison de Lima se sont rendus au palais et ont obtenu la démission du président de la République, qui a donné son accord à une telle réclamation (El Comercio, 4 février 1914). À sa place, un bureau de notables fut constitué, dont les membres provenaient principalement du Congrès.

Le 15 mai de cette année, le colonel Oscar R. Benavides, en tant que président provisoire de la République, a proposé une motion désactivant le conseil des notables et appelant à l'installation du congrès les jours fériés.

Aux élections du 16 mai de l'année suivante, les Civilistas, la convention nationale précédente, sont parvenus à un consensus entre les différents partis politiques, défaisant José Pardo et Barreda à la présidence de la République, accompagnés de Ricardo Bentín et Melitón Carbajal aux postes de premier et second vice-président, respectivement. Dans le plan politique de 1919, il y avait l'intention de réaliser une autre convention ou modalité qui réunissait les matches à la similitude de ce qui s'est passé avec José Pardo; mais aucun accord n'a été trouvé car chacun d'entre eux avait déjà son propre candidat.

En raison de son éloignement du pays, la figure de Leguía a été renforcée en se présentant comme une alternative aux autres magasins politiques, comme cela a été perçu dans les résultats des élections à Lima et Callao. Bien que favori dans le procès-verbal et à la fin du processus, il contenait des observations. Des circonstances qui ont prévenu que la dernière décision prise lors de l'élection présidentielle imposerait au Parlement une majorité civile de parier sur son concurrent Antero Aspíllaga, ancien adversaire de Billinghurst.

154

Avec le coup d'Etat dirigé par Leguía, le projet de bipartisme, créé depuis 1895, a pris fin et a été remplacé par un régime réformiste qui aurait une incidence sur la structure de l'État comme sur la démocratie de l'époque.

III. LA NOUVELLE PATRIE ET LES RÉFORMES DE L'ÉTAT

Le soulèvement du 4 juillet 1919 signifiait politiquement la fin de la République aristocratique et de la partie civile sous le régime en raison de l'érosion de l'exercice du pouvoir et de l'absence de mécanismes de renouvellement. Mais cette date a également marqué le début de la Nouvelle Patrie, en défense des intérêts nationaux, en mettant en place une législation garantissant un ordre public qui ne méconnaisse pas l'exercice des droits:

"... [le] développement culturel et matériel de l'assistance sociale et de la protection de la race indigène, par la promulgation de lois destinées à améliorer et à faire progresser la classe ouvrière et à garantir l'harmonie entre le capital et le travail. ... "(Guerra M., 1988, tome IX, p. 192).

Les approches qui constituaient les bases programmatiques du Parti réformiste démocratique ou Leguista, l'approbation des actes gouvernementaux et législatifs. L'idée de l'instauration de ce nouvel ordre n'était pas conciliatrice car les ministres d'Oncenio, contrairement à leurs homologues précédents, ne cherchaient pas à se rapprocher des autres forces politiques, ce qui explique l'absence de lois d'amnistie. C'était la première fois que quatre congrès étaient alternés simultanément (le national, l'un du nord, le centre et le sud du pays) reflétant la décentralisation de l'organe du Congrès contrairement aux autres alternatives gouvernementales.

155

Le Congrès, qui serait constitué en assemblée nationale, aurait pour mission de réformer la Constitution. Lors du plébiscite, mécanisme précédemment proposé par Billinghamurst, les aspects suivants ont été soumis à la décision de l'électorat: Le renouvellement total de la législature qui coïnciderait avec le mandat de l'exécutif, tous les cinq ans. Le Congrès serait composé de 35 sénateurs et de 110 députés, élus au suffrage universel direct, et fonctionnerait de 90 à 120 jours par an. Les garanties individuelles ne pouvaient être suspendues par aucune loi ou autorité. Le prochain congrès sera installé le 15 septembre sous la présidence du président du Sénat et fonctionnera pendant 30 jours en tant qu'Assemblée nationale chargée de promulguer les réformes constitutionnelles.

De ces propositions, nous distinguons les approches visant à établir des garanties en faveur de l'individu ainsi que des innovations dans l'organisation étatique existante. A cela ont été incorporés le fonctionnement du Conseil d'Etat et la marche parallèle de trois congrès régionaux, avec les juridictions suivantes: Nord: les départements de Piura, Lambayeque, La Libertad, Ancash, Cajamarca, Loreto et Amazonas, ainsi que la province de Tumbes. Centre: les départements de Lima, Junín, Huánuco, Ica, Huancavelica, Ayacucho et la province constitutionnelle de Callao. Au sud: les départements d'Arequipa, Tacna, Cusco, Apurímac, Puno, Madre de Dios et la province de Moquegua. Les congrès qui, en pratique, étaient subordonnés au pouvoir central se voyaient réduits à agir en tant qu'entités d'initiative, leurs règles pouvant faire l'objet d'un veto de la part du législateur ou du gouvernement.

L'Assemblée nationale installée le 24 septembre 1919 a incarné le renouveau du législatif, dont la doctrine était partagée entre Mariano H. Cornejo et Javier Prado Ugarteche. On y trouve également d'autres forces telles que les démocrates avec Carlos de Piérola; Leguístas: Eduardo Basadre et Enrique Oyaguren;

156

Les libéraux: Lauro Curletti et Eduardo Lanatta et les constitutionnalistes: César Canevaro et Augusto Bedoya. Rétroactivement, la loi 3083 a été adoptée, ce qui a donné effet aux dispositifs mis en place par le régime entre le 4 juillet et la proclamation du Président constitutionnel de la République:

"L'Assemblée nationale: Exercer la plénitude du pouvoir constituant qui a conféré le plébiscite....A adopté le droit constitutionnel suivant:

Article 1.- Approuver tous les actes pratiqués par le gouvernement provisoire pour prendre en charge la Puissance, convoquer les peuples au référendum national et maintenir l'ordre.

Article 2.- Tous les décrets pris par le gouvernement provisoire ont force de loi.

Article 3.- Le gouvernement provisoire continuera d'exercer le pouvoir exécutif jusqu'au jour où il sera proclamé président constitutionnel "(García Belaunde, 2016, p. 413).

Ensuite, la législature a tenu le premier rôle aux élections, avec Augusto B. Leguía comme président de la République, puis César Canevaro et Agustín Torres Gonzáles comme premier et deuxième vice-présidents, respectivement. En outre, le congrès étant un parti constituant, ce dernier avait le pouvoir de prolonger le mandat présidentiel de quatre à cinq ans, soit le même mandat qui se terminerait le 12 octobre 1924.

Lors de la session suivante, le Comité de la Constitution a élaboré le projet de constitution sur la base du résultat du plébiscite, qui devait être approuvé par un tiers des sénateurs et des députés. Certains, comme Manuel Frisancho, ont compris que les mesures plébiscitaires visaient à réformer la Constitution de 1860, sans toutefois la remplacer. Parmi les lois complémentaires faisant référence aux réformes, seules celles relatives au Conseil d'État et

157

au service diplomatique ont été adoptées tout au long de l'Année. En ce qui concerne la décentralisation, l'entité par excellence représentée dans la municipalité était absente lors des élections, sa conformation était soumise aux désignations faites par l'exécutif.

L'incorporation des réformes approuvées par le plébiscite, de l'avis de la Commission de la Constitution, nécessitait un travail d'accord avec les autres aspects régis par la loi fondamentale. Etant donné que l'Assemblée était un constituant, la situation lui donnait la faculté de le faire. Après la discussion sur l'intangibilité ou l'irrévocabilité des nouvelles mesures, l'Assemblée était disposée à adopter la deuxième, établissant également des mécanismes d'approbation dans l'ordre suivant: d'abord les nouveaux articles, puis les plébiscites (conformément à la Constitution à paraître); et la révision des articles supprimés de la charte précédente.

La nouvelle Constitution a été promulguée le 18 janvier 1920. Quant au législatif, sa nouvelle organisation était composée de 35 sénateurs et de 110 députés, nombre qui ne pourrait être modifié que par une réforme constitutionnelle. La réglementation des circonscriptions territoriales a été dérivée à la loi. Ladite Commission de la Constitution a déclaré que pour chaque tranche de 50 000 habitants, un député et trois sénateurs correspondaient par département.

En ce qui concerne l'incompatibilité des fonctions, Billinghamurst a adopté l'approche en déclarant la vacance des membres du Congrès pour accepter des emplois, des postes ou des avantages du pouvoir exécutif, à l'exception de l'exercice des fonctions de ministre d'État (loi du 10 septembre 1887). ou de membre de commissions extraordinaires de caractère international. La coutume d'inaugurer la législature ordinaire tous les 28 juillet a été reprise, avec ou sans convocation, mais avec la présence d'au

158

moins 60% de ses membres et fonctionnant entre quatre vingt dix et cent vingt jours. La convocation à une législature extraordinaire était soumise à l'initiative de l'exécutif.

La volonté manifeste d'approuver le budget général de la République au Congrès a amené le gouvernement à soutenir qu'il ne pourrait être clôturé tant que cette approbation n'aurait pas été réalisée. Jusque-là, il fallait utiliser l'extension, entre-temps, le budget précédent était régi par des douzièmes.

En ce qui concerne l'exécutif, il a été établi que le mandat de président de la République était de cinq ans et ne pouvait être réélu que pour une période immédiate (articles 113 et 119 de la Constitution de 1920). Mais à mesure que le pouvoir de Leguía se renforçait, le Congrès promulgua la loi n ° 4687 (19 septembre 1923) réformant le dispositif, stipulant qu'il pouvait être réélu pour une période immédiate et ponctuelle.

Des années plus tard, le même organisme a promulgué la loi n ° 5857 éliminant une telle restriction, laissant ainsi la possibilité de procéder à une nouvelle élection sans aucune limitation. Les fonctions de député ou de sénateur étaient limitées tant que le poste de ministre était exercé. Le vote d'absence de confiance, émis par l'une ou l'autre des chambres, a contraint ce responsable à démissionner.

La nouveauté de cette Constitution est le retour du Conseil d'État, charnière entre le Congrès et l'exécutif. Ses membres ont été nommés par le Conseil des ministres et ratifiés par le Sénat. En ce qui concerne les congrès régionaux, les députés ont travaillé en parallèle avec leurs homologues nationaux. Toutefois, leur session n'a duré que trente jours par an. Il a été interdit aux magistrats de jouer un rôle politique.

Avis faisant clairement allusion au protagonisme de Germán Leguía y Martínez, membre de la Cour suprême puis ministre du

159

Gouvernement, connu pour avoir nié les écrits d'habeas corpus et qui serait victime de la dictature de son cousin.

Un point central de la Charte de 1920 était les garanties nationales, sociales et individuelles qui sont mises en place dans les changements soulevés dans le monde entier avec la Constitution de Weimar (Allemagne) et Queretaro de 1917 (Mexique). La distinction dans le cas du Pérou variait selon le droit invoqué: si elle était inhérente à la personne ou si elle était fonction de son appartenance à la société. Dans cette contribution, on peut voir la confusion dans la rédaction des chapitres correspondants pour inclure les droits (qui constituaient la partie principale) avec les garanties (qui étaient ses mécanismes de protection).

Constitutionnellement, il était stipulé que les lois protégeaient et obligeaient tout le monde sur un pied d'égalité, instaurant des lois spéciales uniquement en raison de la nature des choses (article 17). Nul ne peut être arrêté sans mandat écrit du juge compétent, sauf en cas de flagrant délit. Face à des mesures arbitraires, la personne détenue ou toute autre personne pouvait déposer un habeas corpus (article 24). Les déclarations obtenues par la force, les condamnations prononcées par des juges de différentes compétences ainsi que l'exécution de lois qui n'existaient pas au moment où l'acte imputé a été commis ont invalidé l'acte (article 26). Bien que ces mesures constitutionnelles aient été soulignées, la pratique du gouvernement est entrée en conflit à différentes occasions.

Culturellement, il convient de noter que la Charte de 1920 reconnaît l'existence légale des communautés autochtones dans le champ constitutionnel, ce qui résout les conséquences de son abolition depuis 1825. En premier lieu, l'État assure la protection de la race indigène, découlant du champ d'application juridique des droits qui leur correspondent, notamment la promotion de

160

leur développement (articles 57^o et 58^o). Comme le souligne Basadre, le système juridique sous une forme dispersée avait déjà accordé cette reconnaissance:

"La résolution législative du 11 octobre 1893 (...) déclarait que les Indiens étaient les propriétaires légitimes des terres qu'ils possédaient (...) le Code de l'eau reconnaissait l'existence des communautés, ainsi que la loi des routes du 2 Novembre 1916" (Basadre, 2000, tome 11, p. 2877).

Par ailleurs, il a été déclaré que les avoirs des communautés autochtones et de l'État étaient imprescriptibles et n'étaient cessibles que par un titre public (article 41). Ce discours de protestation a été complété par la création de la section des affaires autochtones du ministère des Travaux publics et du Développement, la création du conseil de la race autochtone, le fonctionnement des écoles à la campagne et la création de la Journée des Indiens.

Sous les auspices de cette proposition de démocratie, le gouvernement s'est également rapproché des nouveaux industriels et de la classe moyenne, ce qui contraste avec les mesures arbitraires constantes. Le ministre du Gouvernement, Germán Leguía y Martínez, a répondu aux protestations suscitées par le déni des ressources d'Habeas Corpus que celles-ci n'étaient accordées qu'en cas d'abus de pouvoir ou de garantie de développées pendant le mandat du gouvernement provisoire avaient déjà reçu l'appui de l'Assemblée nationale par le biais de la loi n ° 3083.

Les critiques des médias et du corps professoral de l'université ont conduit à de nouvelles mesures répressives, notamment l'arrestation de Luis Fernán Cisneros, rédacteur en chef du journal La Prensa; l'expulsion d'Augusto Durand, son propriétaire, et l'expropriation de ce journal. À cela ont été ajoutés dans les mois suivants les déportations de: Víctor Andrés

161

Belaúnde (doyen de la Faculté des arts de l'Université Mayor de San Marcos), Oscar R. Benavides (ancien président de la République), des députés Pedro Ruiz Bravo (représentant d'Antabamba), Juan Manuel Torres Balcázar (représentant de Lima) et Manuel Prado Ugarteche (représentant de Huamachuco); du dirigeant de l'université Víctor Raúl Haya de la Torre et, en 1923, de Germán Leguía y Martínez, alors candidat à la députation de Lima, s'opposèrent à la réélection de son cousin, recevant la même sanction que celle qu'il avait appliquée comme ministre du Gouvernement.

Le Congrès, à l'initiative du représentant de Puno José Encinas, a créé une commission de recherche chargée d'analyser les révoltes suscitées à Cusco et à Puno, lieux socialement sensibles où les gamonales conservaient encore les pratiques du travail forcé ou de l'enganche, afin de bénéficier de la main-d'œuvre libre. .

El Oncenio, dans des endroits où il ne pouvait pas imposer son pouvoir, a été contraint de continuer avec les influences locales ou régionales existantes telles que celles de Luis F. Luna, député de Sandia ou Enrique Torres Belón, député de Lampa, qui a accepté votre proposition politique. Dans le nouvel ordre créé, on trouve une série de travaux publics financés par des emprunts internationaux des États-Unis et autorisés par le Congrès depuis 1922 par la loi n ° 4387 (14 juillet 1922) pour 5 millions de dollars.

Somme qui a été progressivement augmentée jusqu'à celle autorisée par la loi n ° 5930 (18 décembre 1927), d'un montant de 100 millions de dollars, connue sous le nom de "Prêt national péruvien", qui a été utilisée pour refinancer la dette extérieure et l'exécution des travaux comme le service public dans la capitale du pays et d'autres centres à l'intérieur, ainsi que les projets de colonisation. Pour ces derniers, la loi n ° 4113 ou loi sur la conscription routière a été promulguée, ce qui fournirait du

162

travail à des hommes âgés de 18 à 60 ans, qu'ils soient péruviens ou étrangers: la politique routière du gouvernement influait sur leur contrôle des chemins.

En outre, la loi sur les routes a contraint les travailleurs des hacienda à se mobiliser sans tenir compte du calendrier des activités agricoles sur la côte. Dans un but de participation, la corruption a été créée parce que les autorités sont rapidement devenues les exploiters eux-mêmes.

Ainsi, le régime n'a pas accepté l'existence d'une main-d'œuvre inutilisée, une situation envisagée dans la loi n ° 4891, qui considérait le vagabondage comme un phénomène opposé aux souhaits de l'État, y compris de tous les individus, d'âge légal, qui dans des conditions pour se débrouiller, ne fonctionne pas. L'intérêt pour la survie du pouvoir leguista a fait que le ticket militaire a été utilisé pour le processus électoral suivant, en abandonnant les registres des contributeurs. Les élections ont été directes et publiques, choisissant d'assigner au Congrès la fonction de dépouillement du vote du Président de la République, en le proclamant plus tard.

Il convient de noter que, même si un rapprochement entre l'exécutif et le législatif a permis le manque d'opposition entre les deux depuis 1924, le panorama a été exceptionnellement modifié par la question du traité de délimitation Salomon-Lozano, qui traitait de La Colombie. Les clauses indiquaient, en faveur de la Colombie, le trapèze amazonien et en contrepartie, le Pérou était responsable du Triangle Sucumbios, qui serait livré par notre pays à l'Équateur lors de la signature du protocole respectif en 1942.

Bien que le Traité des limites ait été signé en 1922, il n'a été approuvé qu'après cinq ans. Le président Leguía n'a pas pu nier le rejet d'une partie du texte législatif à la ratification et à l'échange du document. Négatif que la population ferait sentir

163

aussi en 1932 quand un groupe de Péruviens a essayé de faire valoir le territoire cédé au sein natal, sans succès certains.

Politiquement et comme prévu, le résultat du suffrage des 4 et 5 août 1929 a révélé que le mandat présidentiel restait pour un troisième mandat entre les mains d'Augusto B. Leguía. En tant que seul candidat, il a remporté une écrasante majorité et le soutien des membres des deux chambres du Congrès. Cependant, l'impact de la crise de Wall Street de 1929 a montré les faiblesses des alliances politiques, dont les membres ont commencé à se séparer du parti officiel. L'absence de paiement avec les institutions financières nord-américaines et nationales s'est ajoutée à la suspension du travail et à l'interruption des ressources de l'État.

La conclusion de cette période nous permet également d'envisager la dernière présence d'un militaire religieux et actif en tant que parlementaires, le dernier étant le prêtre, Mariano García, député de Canas et Espinar de 1919 à 1924 et le général César Canevaro, représentant de Huancavelica et président. du Sénat en 1921.

L'aspect économique de la Charte de 1920 a été complété par les actes du régime qui reflétait une tendance libérale et exportatrice, qui ont conduit à la modernisation de l'État avec la participation des capitaux nationaux, mais surtout des Nord-Américains dans le cadre d'un modèle de développement fondé sur la démocratie. dehors dans et cela a été reflété dans le discours politique de Augusto B. Leguía et dans les lois correspondantes: "Sur la côte irrigo, dans la sierra, comunico; dans la jungle, je colonise. " Là encore, c'était une politique culturelle imposée jusqu'à la civilisation des habitants.

Pour remplir sa mission, il a augmenté les impôts et l'administration publique, mais grâce à ses relations avec les États-Unis, il a obtenu des prêts et une coopération technique

164

dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'éducation. Situation qui a entraîné une augmentation considérable de la dette extérieure en 221 millions de soles, soit huit fois le montant de la dette, au début de son mandat.

La modernisation a entraîné la création d'organes juridiques autonomes axés sur le secteur de l'économie financière: la Banque centrale de réserve, l'Administration de la collection nationale et le Contrôleur général de la République. La Banque centrale de réserve du Pérou a commencé ses travaux le 4 avril 1922, sous la présidence de l'avocat Eulogio Romero, dans le but de disposer d'un système monétaire ne générant pas d'inflation, en particulier dans ce régime qui jouissait d'une grande fortune grâce à la croissance économique, nouvelles taxes et de l'argent des États-Unis d'Amérique.

En 1930, avant la chute retentissante du régime, de nouvelles conditions étaient créées pour la réorganisation de l'État et, surtout, en influençant la réglementation de l'État en matière économique. qui visait à l'origine à se redresser après la crise mondiale de 1929 à Wall Street. En ce sens, l'arrivée au Pérou de l'économiste Edwin Kemmerer, à la tête de la mission qui porte son nom sous le gouvernement provisoire de David Samanez Ocampo, a établi une des mesures qui ont été remplies dans les régimes ultérieurs jusqu'en 1937 afin de dégager un excédent au sein d'une gestion économique responsable.

IV. LA CONSTITUTION DE 1933 ET SON IMPACT

La proposition de La Patria Nueva avait révélé le transfert du pouvoir de l'ancienne oligarchie civilista à un nouveau groupe (ploutocrate urbain), incarné par Leguía lui-même qui doutait plus tard de sa représentation de la classe moyenne: ...

165

une excivilista qui portait un jaquet, adorait les courses de chevaux... (Guerra, 1994, tome VIII, p. 98).

La pénétration des États-Unis, dans le projet de modernité du gouvernement péruvien (secteurs public et privé: pétrole, mines, sucre, coton, communications, etc.) a fourni l'argent qui a fini par être utilisé comme instrument d'alliance politique. Fait qui a affaibli l'institutionnalité du pays pour générer un degré de corruption jusque-là inconnu. L'usure du pouvoir de l'Oncenio était d'une telle ampleur que le président décida de transférer ses pouvoirs à une Junte militaire présidée par l'ancien ministre de la Guerre, le général Manuel María Ponce, qui annonça publiquement la démission de l'ancien président et la convocation d'une nouvelle Assemblée nationale, n'a pas d'écho.

De Arequipa, le commandant Luis Miguel Sanchez Cerro a dirigé le soulèvement qui s'est étendu à Lima et a remplacé, par l'intermédiaire d'une autre junte militaire dirigée par lui-même, le gouvernement de courte durée de Ponce. A cela s'ajoute l'installation du tribunal national des sanctions, organe non prévu par la Constitution de 1920 et chargé d'enquêter et de sanctionner les éventuels cas de corruption dans les contrats conclus pour le compte de l'État du 4 juillet 1919 jusqu'à la chute du régime. L'exploitation au nom de la loi de la conscription routière et de celle du vagabondage est un autre aspect discutable.

Sur le plan extérieur, la conclusion du traité avec la Colombie était mise en cause, ce qui retirait Leticia du territoire national ainsi que du degré de dépendance de l'État péruvien à l'égard des États-Unis. Le soutien populaire au coup d'État a rapidement suscité la réaction de l'exécutif avec l'abrogation de la loi des routes. Cependant, les autres demandes, ainsi que le rétablissement de l'institutionnalité du pays, ont nécessité la

166

convocation d'élections du président de la République et d'un nouveau législatif, dans la version de l'Assemblée constituante, avec la participation de 120 représentants (Décrets 6953 et 6979).

Dans l'intervalle, l'argument de la mise en place d'un régime de transit composé de représentants de différentes régions du pays aussi longtemps que les entités politiques retrouveraient le pouvoir l'emporterait. Ainsi, Sánchez Cerro a été remplacé par le Conseil du gouvernement national présidé par David Samanez Ocampo, qui a proposé des mesures économiques et promulgué le Statut des élections par le biais de décrets-lois. Il convient également de noter la nomination d'une commission présidée par Manuel Vicente Villarán, éminent juriste, afin de formuler un projet de constitution de l'État, qui a été présenté au début du nouveau mandat.

Víctor Raúl Haya de la Torre a été nommé par le Parti Aprista Péruvien (APRA) et le colonel Luis Miguel Sánchez Cerro par l'Union révolutionnaire (UR). Ce dernier a été déclaré vainqueur par le jury national des élections, ce qui lui a permis d'avoir 67 sièges à l'Assemblée, partageant le mandat avec 24 sièges Aprista, auxquels ont été ajoutés d'autres occupés par des sièges décentralisés, socialistes et indépendants, parmi lesquels Víctor Andrés Belaúnde. La course aux élections présidentielles a atteint les frontières de la manifestation populaire en raison du charisme et des positions extrêmes manifestées par les deux candidats, accentuée par la différence entre le résultat entre le premier et le deuxième candidat qui ne représentait que 4% du total votes valides.

L'APRA, ne voulant pas accepter la défaite, a vite compris l'antagonisme de ces forces au sein même du Congrès. Il a été élu président du Congrès, Luis Antonio Eguiguren, accompagné de Clemente J. Revilla, ancien civiliste, député et sénateur jusqu'en

167

1917, vice-président. Le même jour, le nouveau président de la République et son cabinet prennent leurs fonctions.

Dans le même temps, le pouvoir législatif a approuvé son règlement intérieur en vue de la création de commissions de travail sans entraver le contrôle de l'exécutif, soulignant cet article qui prévoyait la présence obligatoire des ministres dans la cité parlementaire à la demande de 24 représentants, ce qui a provoqué un malaise le régime qui a essayé de le modifier.

Les événements survenus dans le nord du pays et les critiques du public, par le biais de tracts ou d'articles de journaux, ont amené l'exécutif à envoyer à l'Assemblée le projet de loi d'urgence visant au maintien de l'ordre public. La norme approuvée, selon des critères partisans, établissait l'utilisation légale des mécanismes de contrôle lorsque ceux-ci étaient confiés au ministre du Gouvernement et aux autorités politiques et rendaient inefficaces l'existence des principes de précaution en matière de défense et de sécurité juridique de l'individu. Le pouvoir judiciaire et la garantie d'Habeas Corpus ont été exclus du système.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur du Congrès, les représentants des apristas et des décentristas ont exigé l'assentiment du ministre concerné, ce qui a provoqué la détention de tous les membres du Parlement jugés dangereux pour l'exécutif, parmi lesquels: Carlos Doig et Lora, Gustavo Neuhaus, Arturo Sabroso, Luis Alberto Sánchez, Carlos M. Cox, présentant un échantillon palpable de l'attaque contre l'immunité parlementaire. Les efforts du président du législatif devant les positions des membres de la majorité de la propre institution ont été vains.

Par stratégie, ils ont préféré laisser de côté la discussion sur les mesures arbitraires pour aborder d'autres aspects de la vie du pays. Cette situation a eu pour effet d'approfondir davantage le

168

climat convulsif et de créer les conditions d'une guerre civile. Conformément à la loi d'urgence, des tribunaux martiaux ont été créés (loi n. 7546 du 15 juillet 1932), notamment après la saisie de la caserne O'Donnovan à Trujillo.

En ce qui concerne le projet Villarán, les législateurs membres de la Commission de la Constitution ont procédé aux changements et, au fil de leurs travaux, ils ont été obligés de montrer leurs accords; prenant un an pour l'élaboration finale. La signature de la Constitution de 1933 a également été le moment propice pour exprimer, par le biais des réserves de certains parlementaires, sa préoccupation pour le rétablissement des fonctions de contrôle par le pouvoir judiciaire. Le Congrès a reconstruit, dans ce cadre théorique, le système démocratique avec l'introduction de directives politiques, économiques et sociales dans la nouvelle Charte.

Pour cela, il a maintenu la distinction classique consistant à exprimer une série de droits de caractère individuel et à montrer à l'organisation de l'État la répartition des compétences où la primauté était accordée au législateur, qui est connu doctrinalement comme une partie dogmatique et organique, respectivement.

La Constitution de 1933 a donné la direction politique au Congrès, en réponse à la direction du caudillo Augusto B. Leguía, générant des mécanismes de contrôle pour le Président de la République. Ce qui nous fait percevoir le manque de mémoire des électeurs face aux expériences politiques précédentes. Enfin, un accord a été conclu pour élire le président au suffrage direct populaire, qui serait proclamé par le Conseil national des élections sous prétexte d'avoir obtenu la majorité simple d'au moins un tiers des suffrages valables (article 138).

En son absence, le Congrès désignait le gagnant des trois candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de

169

vacance, les fonctions étaient dévolues au Conseil des ministres, le législatif devant choisir le remplaçant afin de couvrir le poste jusqu'à la fin du mandat.

Malgré la conviction d'avoir imposé le régime mixte présidentiel-parlementaire, il manquait un système intégré reflétant un contrôle réel. Le vide et les imprécisions ont généré des difficultés de fonctionnement que seule la casuistique serait responsable de résoudre. Il a été décidé d'octroyer un rôle de médiation au président du Conseil des ministres, auquel des pouvoirs ont été attribués et dont le chef de l'État dépendait au point que, sans son autorisation, il ne pourrait nommer ni révoquer les ministres.

Le poids politique du chef de l'exécutif dépendait de celui de ses collaborateurs, puisqu'il n'était capable de réaliser un acte administratif sans l'aval du ministre concerné, sans quoi l'acte n'aurait aucune valeur juridique. Afin de relier les pouvoirs politiques, il a été décidé que les ministres pourraient être membres du Congrès, ce qui n'excluait pas qu'ils soient interrogés et censurés.

Des circonstances qui soulèvent des inquiétudes quant à la séparation des pouvoirs parce qu'indistinctement pourraient être maintenues avec la ligne gouvernementale en tant que représentant du régime puis en devenir le vérificateur en tant que membre du pouvoir législatif.

La nouveauté est survenue avec la conformation du prétendu Sénat fonctionnel qui devrait représenter la participation des forces vives et des institutions sociales. Selon Pareja (1944):

"Un Parlement constitué d'éléments politiques ignore les réalités économiques et sociales du pays et ne facilite pas la

170

participation des forces vives et des institutions organisées dans le gouvernement de la nation" (p.203).

Bien que cette intention ait été maintenue, les législateurs ont décidé de créer un mécanisme transitoire qui a fini par être définitif. D'autre part, le Règlement intérieur du Congrès ne faisait pas de distinction fonctionnelle entre députés et sénateurs, raison pour laquelle nous pouvons considérer que l'institution du Sénat fonctionnel ou technique en tant que tel n'a pas eu lieu.

En ce qui concerne les contrepoids entre les organes politiques, le Président de la République n'avait pas le pouvoir de dissoudre ou de retarder le fonctionnement du Congrès.

Le contrôle constitutionnel des lois était également réservé, mécanisme qui était toutefois attribué aux magistrats conformément au titre préliminaire du Code civil de 1936. Circonstance susceptible de poser un conflit de compétences et où la jurisprudence serait chargée de trouver une issue en signalant que les juges ne peuvent appliquer ce contrôle qu'en cas de droit privé.

D'autre part, la Charte de 1933, tout en maintenant la classification des garanties dans les domaines national, social et individuel, innovait en plaçant les droits individuels et sociaux sous la protection du recours en habeas corpus (article 69). Toutefois, contrairement à la Charte antérieure qui stipulait dans sa version originale que les garanties ne pouvaient être suspendues par aucune autorité, le pouvoir exécutif avait toute latitude pour le faire lorsque cela était nécessaire pour la sécurité de l'État (article 70).

La situation politique qui a nécessité le maintien de l'ordre a amené les législateurs à établir la peine de mort ainsi que les crimes de trahison de la patrie et à maintenir le crime d'homicide, tous dérivant de la réglementation légale (article 54) et de la

171

même manière. L'installation de tribunaux spéciaux a été accélérée (article 229), ce qui révèle que l'Oncenio, bien qu'il soit une dictature, était plus prudent en maintenant, du moins, des approches juridiques théoriques telles que la compétence des civils et de l'armée dans le processus de justice.

En ce qui concerne l'utilisation des biens, la Charte s'est montrée disposée à incorporer le concept d'harmonie avec l'intérêt social (article 34); toutefois, il persistait parallèlement à l'esprit individualiste (article 31), selon lequel chaque propriétaire disposait de la pleine disposition des attributions du bien en tant que tel.

La Constitution a également maintenu la reconnaissance juridique des communautés autochtones, stipulant que les terres seraient fournies à ceux qui n'ont pas une extension suffisante en fonction de leurs besoins. À cette fin, les terrains appartenant à des particuliers (articles 207^o et 211^o) seraient expropriés.

Enfin, la décentralisation a également été abordée sous la supervision du Conseil départemental, qui serait établi dans les lieux indiqués par la loi, reprenant l'esprit et les anciennes pratiques des précédentes chartes.

Le climat d'instabilité politique qui a éclaté en 1932 a provoqué une série d'irrégularités de la part de l'Union révolutionnaire et du Parti de l'alliance révolutionnaire populaire avec une répression si violente qu'elle a alimenté les frictions existant à la fois dans la ville et à la campagne. finale de l'assassinat du général Luis Sánchez Cerro, alors président de la République, à l'hippodrome de Santa Beatriz le 30 avril 1933.

Face au manque imminent de pouvoir et en l'absence de la figure du vice-président de la République, la Charte a établi la succession du pouvoir reposée en Conseil des ministres dans son ensemble, en organisant des élections dans un délai de 30 jours.

172

Une autre possibilité était que le Congrès nomme un citoyen pour terminer le mandat du président infortuné. C'est ainsi que les anciens législateurs civils qui ont formé plus tard le groupe de l'Union révolutionnaire ont opté pour la nomination du général Oscar R. Benavides Larrea, un militaire actif qui a été exempté de l'empêchement d'être un militaire actif pour pouvoir assumer la première magistrature. Le législatif, avec une majorité du parti gouvernemental, a réussi à maintenir la loi d'urgence, compte tenu de l'instabilité actuelle.

À une occasion, avec Domingo García Belaunde, nous avons siégé au jury de l'admission des nouveaux étudiants du Master en Droit Constitutionnel de la Pontificia Universidad Católica. Il m'a interrogé sur les coulisses de la mort de Sánchez Cerro. Je lui ai dit que l'un des passages précédents concernait sa sécurité, car ils l'avaient déjà attaqué dans le district de Miraflores et il était un fait que quelque chose de similaire se produirait lorsqu'il se rendait à l'hippodrome. L'empereur du Japon lui avait donné un gilet pare-balles encombrant à l'époque et avait décidé de l'essayer alors qu'il se trouvait au palais du gouvernement. À ce moment-là ", dit Margarita Guerra M.," le général Benavides était à proximité. Lorsqu'il a remarqué la scène, il a dit au président que seuls les lâches portaient un gilet et qu'il suivait ses conseils. García Belaunde a ajouté un témoignage au nom de la veuve de Matías Manzanilla, qui lui avait annoncé la mort du président. Son mari est rapidement arrivé au palais et est entré, retrouvant le général Benavides assis dans le fauteuil présidentiel. Curiosité politique

La démission du cabinet Matías Manzanilla a créé le moment propice pour que Benavides adopte la position d'apaisement et de concorde reflétée dans la loi n ° 7782, accordant une amnistie générale et le tribunal des processus politiques en instance. De cette manière, le régime se caractérisait par son caractère très personnel, sa tolérance aux forces

173

politiques telles que l'APRA et le Parti communiste, ce qui conduisait à se distancer des membres du caucus du Congrès de l'Union révolutionnaire.

L'APRA a réussi à infiltrer le haut commandement de l'armée dans le cadre de la stratégie préconisant le coup d'Etat qui faciliterait la montée de Haya de la Torre lors de nouvelles élections. Fait qui a été découvert et a motivé le durcissement des relations entre le régime et ce groupe politique. L'expérience de l'assassinat du président Sanchez Cerro a motivé la réintégration des personnalités des vice-présidences, qui, sous la même forme et dans la même qualité, remplaceraient le chef de l'État par le biais de la loi n° 8237 du 1^{er} avril 1936.

Les élections de cette année ont révélé la nécessité de rechercher des alliances entre les partis traditionnels qui souhaitaient continuer dans la carrière politique. Ainsi apparut le Front national regroupant démocrates, démocrates réformistes et libéraux, le parti civil étant soutenu par les partis national agraire et nationaliste; et enfin, le parti social-démocrate avait l'appui de l'Alliance américaine révolutionnaire populaire qui parrainait Luis Antonio Eguiguren, candidat à la direction de l'exécutif. Cela a été imposé aux autres opposants avec les votes de l'APRA, ce qui a conduit à leur annulation par le Jury National des Elections.

Le Congrès, appuyant cette mesure et avec l'assentiment de son président Clemente Revilla, a prolongé le mandat du général Benavides par la loi n° 8463. Le régime a poursuivi sa politique sociale, mais a jugé nécessaire l'incorporation de mesures constitutionnelles consultation populaire par plébiscite. La loi n° 8929 prévoyait l'approbation de certains aspects de la réglementation de l'État par ce mécanisme, qui, de l'avis de Benavides - il y a des décennies - était inconstitutionnelle entre les mains de Billinghurst.

174

Les réformes plébiscitaires ont éliminé le système de représentation proportionnelle des minorités; élargi le mandat des députés et des sénateurs à six ans, en le renouvelant tous les deux ans par tirage au sort, en indiquant cet effet les 28 juillet 1941 et 1943. Le soi-disant Sénat fonctionnel, jusqu'à ce que les guildes soient reconnues, serait composé de représentants départemental Le mandat présidentiel a également été prolongé de six ans à compter du 28 juillet de l'année des élections respectives. Benavides a repensé le calendrier électoral, laissant pour le moment les élections reportées à la présidence de la République et aux députés. Les périodes du Congrès et de l'Exécutif entre 1939 et 1945, à titre exceptionnel, commenceraient le 9 décembre et se termineraient le 28 juillet 1945. Les membres du Sénat seraient élus par des départements renouvelant leurs mandats à des tiers aux mêmes dates que celles fixées pour les députés.

À la veille du renouvellement des représentations au cours de l'année 1939, de nouvelles conditions étaient fixées pour les élections de cette année: d'une part, la faiblesse des partis traditionnels, la déclaration d'illégalité de ceux considérés de gauche et l'érosion politique de l'Union révolutionnaire. Emerge Manuel Prado Ugarteche, qui a réuni les industriels, les travailleurs et le régime tel qu'il était envisagé. Son option s'adressait à l'intervention de l'Etat dans le secteur de l'acier et à l'adoption de mesures analogues à celles entreprises par les Benavides et destinées aux majorités.

L'année suivante, avec la situation de conflit en Europe et la suspension des travaux du Congrès, ce dernier accorda à l'exécutif, par la loi n° 9098 du 9 mai 1940, le pouvoir de: ... dicter les lois ... pour le placement de produits d'exportation "(Planas, 1994, p.133), étant obligé de rendre compte à son commettant lors de la prochaine session. A cela s'ajoute que l'agence d'Etat entre

175

dans un nouveau secteur de production avec la création de l'aciérie de Chimbote

Le renouvellement du pouvoir a nécessité la convocation d'élections générales au cours desquelles José Luis Bustamante y Rivero, qui a pris le pouvoir le 28 juillet 1945, a été imposé. Il est l'auteur du manifeste de Sanchez Cerro lors du soulèvement de Arequipa en 1930. Il a dirigé un régime sans groupe propre soutenu par indépendant et fondamentalement dans l'APRA, avec qui il n'y avait pas de chimie de la première année du mandat.

Selon la Charte de 1933, le législatif était le centre politique, ce qui conditionnait dans la pratique l'exercice d'une ingérence croissante contre le gouvernement, qui finit par instaurer la "dictature parlementaire". Comme on le sait, la tradition constitutionnelle péruvienne a confié au chef de secrétariat la faculté d'organiser son cabinet, pratique qui, lors de précédentes expériences, avait entraîné un rapprochement ou une distanciation entre les forces politiques représentées au congrès.

À partir de 1945, le président veut conserver les nominations de ministres, ce qui conduit à une utilisation partisane des contrôles de l'exécutif, tels que l'interpellation et même la censure ministérielle. En dépit de cette situation, l'APRA n'est venu censurer que le ministre Romulo Ferrero Rebagliati, du portefeuille du Trésor. Sa présentation proposait une politique économique qui ne satisfaisait pas les membres du Sénat, ce qui avait provoqué sa démission le 3 octobre 1945.

À ce stade, nous trouvons également le cas du ministre de l'Agriculture, Enrique Basombrío Echenique, interrogé par le représentant de Chancay. Alfredo Saco Miró Quesada, dans le but d'informer la Chambre des députés de la hausse des prix des produits alimentaires, de leur contrôle et des campagnes à mener pour éviter les dépôts. Quand on lui a demandé s'il connaissait le

176

prix des pallares dans la ville d'Ica, il a démontré le contraire, ce qui n'était pas la cause du vote de censure, comme il a été prétendu déformé:

"Des ministres sont tombés qui ont été censurés dans cette même salle pour ne pas connaître le prix des pallares sur le marché d'Ica et il est impossible de l'admettre dans un pays qui se veut sérieux" (Torres y Torres, 1993, tome II, p. 1301).

Le lendemain, ledit ministre a présenté sa démission. Une expérience qui nous motive à réfléchir car elle a été gouvernée pour le parti et non pour le pays, à moins d'avoir une carte. La stratégie des collèges visait davantage à affirmer son leadership protégé par la promulgation de normes. Bien que le Président de la République puisse les bloquer par son observation, le système constitutionnel prévoyait que le législateur avait le dernier mot pour le promulguer. La loi n° 10334 du 29 décembre 1945, qui modifiait les réformes plébiscitaires du gouvernement Benavides, en était un exemple. Entre cette date et 1947, le congrès s'est tenu dans différentes législatures avec une courte pause entre les uns et les autres.

En 1948, le Chef de l'exécutif ouvrit son cabinet composé de militaires dans le but de retrouver le leadership politique qu'il revendiquait depuis le début. Seulement, l'environnement social régnait alors entre grèves, accumulation de subsistance et répression. La droite sollicita l'aide du ministre de la Guerre, le général Manuel Apolinario Odría Amoretti, pour diriger le coup d'État, mécanisme qui lui permit d'accéder au pouvoir le 27 octobre de la même année, remplaçant ainsi le président de la République.

Par la suite, ce fait a été institutionnalisé par le décret-loi n° 10889 (2 novembre 1948) instituant la Junte du gouvernement militaire, puis par le décret-loi n° 10894 établissant les conditions pour qu'Odría se présente comme candidat à la présidence.

177

La légitimité était nécessaire pour continuer dans le gouvernement. Il demanda l'appel à des élections en 1950, comparaisant au poste de président de la République: le général Ernesto Montagne pour la Ligue nationale démocrate et Manuel Odría pour le Parti restaurateur. Il s'est chargé de capturer son adversaire, l'accusant de conspirer avec les apristas proscrits, pour devenir candidat unique, a fini par devenir le nouveau Président constitutionnel de la République, obtenant une majorité au Congrès.

Au début, l'exécutif avait dévalué la monnaie de 41%, éliminé le contrôle des changes mais maintenu l'augmentation des dépenses publiques. Bien que le régime fût constitutionnel, la loi sur la sécurité intérieure restait en vigueur, ce qui limitait l'exercice des partis d'opposition.

Sous le slogan Santé, Education et Travail se reflétaient dans la construction d'hôpitaux et de leurs équipements, dans la création du centre d'assistance sociale, dans la réforme globale de l'éducation et dans la création du ministère du Travail. L'exploitation du pétrole sur le plateau continental dans la partie nord du pays a conduit le Congrès à rassembler la doctrine des 200 milles, précédemment proposée par Bustamante et Rivero dans le décret suprême n ° 781 du 1er août 1947.

L'année 1956 révéla le propre usure du régime témoignant d'une conjoncture électorale avec l'apparition de nouvelles forces politiques: les démocrates chrétiens soutenant Hernando de Laval, le Front de la jeunesse démocratique avec Fernando Belaúnde Terry et le Mouvement démocratique Pradista (appelé plus tard péruvien), dont le candidat était Manuel Prado Ugarteche. L'offre pradista d'abroger la loi n ° 11049 sur la sécurité intérieure de la République en échange du soutien électoral de l'APRA a permis de créer les conditions nécessaires pour faire face aux élections à de meilleures conditions (García

178

Belaunde, 1979, 85). L'APRA a approuvé Prado et les étapes du soi-disant stade de la coexistence (1956-1962) ont été indiquées.

Il est important de souligner l'intégration des femmes dans le travail politique. La loi n ° 12391 a modifié l'article 84 de la Charte de 1933, qui prévoyait à l'origine que seuls les hommes d'âge légal, mariés à 18 ans ou émancipés, étaient citoyens. En 1955, l'octroi du droit de vote aux femmes a non seulement élargi la base électorale, mais, depuis lors, ouvert la possibilité qu'elles occupent les sièges au Parlement. De cette manière, il était possible que 9 législateurs apparaissent au Congrès:

À la Chambre des députés: Manuela Billinghurst López et Matilde Pérez Palacio, pour Lima; Alicia Blanco Montesinos de Salinas et María Eleonora Silva Silva, pour Junín; Lola Blanco de la Rosa Sánchez pour Ancash, María de Colina de Gotuzzo pour La Libertad, Carlota Ramos de Santolaya pour Piura, Juana M. Ubilluz de Palacios pour Loreto et Inés Silva de Santolalla en tant que sénatrice du département de Cajamarca (Congreso, 2000). pp. 489-494).

179

V. CONSTITUTIONNALISME FORMELS ET COEXISTENCE 1956-1962

Après avoir examiné les résultats des élections, il a été déterminé que les votes des apristas avaient décidé le retour de Manuel Prado Ugarteche à la présidence de la République. Ce dernier, une fois au pouvoir, a tenté de préserver un profil en fonction des différents magasins politiques, satisfaisant par exemple, avec l'un d'eux, l'APRA, en le rendant à la loi. Les résultats des élections ont également montré l'apparition d'un nouveau chef politique, l'ex-député de Lima, Fernando Belaúnde Terry, arrivé en deuxième position.

Le Congrès de cette période a été formé à la majorité par les membres du Mouvement démocratique péruvien et de l'APRA. La décision de Haya de la Torre de maintenir fidèlement le Prado a été prouvée par le fait que les Apristes n'ont pas formulé de vote de censure lors de son deuxième gouvernement. Cependant, les fissures du parti de l'APRA étaient inévitables après le contraste déshonorant d'une origine anti-oligarchique, réuni dans son Programme minimum du célèbre Discours d'Acho, pour enfin coexister avec l'oligarchie.

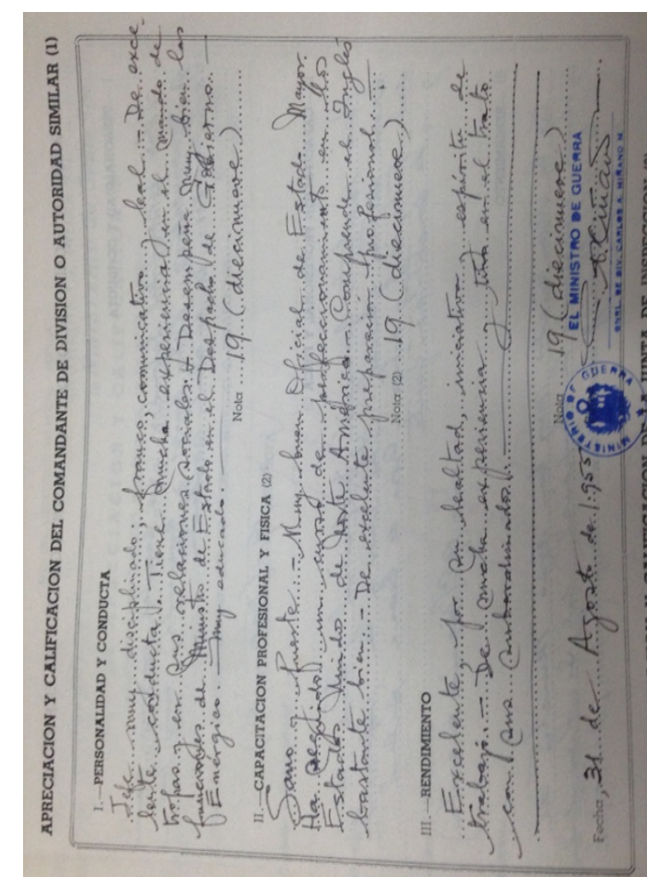
La crise agricole due à la sécheresse a exigé un nouvel ordre financier. En dépit des critiques d'un secteur de la droite mécontent de la présence de l'APRA, Manuel Prado a invité Pedro Beltrán, libéral péruvien bien connu, au poste de ministre des Finances. Beltrán était chargé de nettoyer les caisses fiscales sans pouvoir s'opposer à l'approche du régime, qui a décidé de poursuivre sa stratégie d'intervention dans l'économie sur la base de la thèse de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL):

"... il ne fait aucun doute que la planification coercitive ferait du Pérou les pires dommages imaginables. Cela conduirait rapidement à l'inflation, à l'effondrement de la monnaie, à la hausse du coût de la vie, au chômage de milliers de travailleurs, à la diminution du revenu national et du revenu par personne, à la fuite des capitaux, à la généralisation de la misère et la formation d'une clique corrompue qui, au nom de l'État, serait propriétaire du pays "(Barrenechea, 1998, p.15)

Sous la direction de Prado, la loi n° 13270 de la loi sur la promotion industrielle (30 novembre 1959) a été promulguée, accordant des incitations au secteur privé pour stimuler l'activité manufacturière nationale qui dépendait encore des importations. Trois ans plus tard, au niveau des États, l'Institut national de planification (INAP) a été créé pour définir les priorités de

180

développement à court, moyen et long terme, ce que les futurs gouvernements ne souscrivaient pas.



Qualification d'un ancien ministre par le ministre de la guerre (Ministerio de Guerra. Lima, 31 de agosto de 1955)

En ce qui concerne les droits, le Congrès a approuvé la résolution législative n ° 13282 du 15 décembre 1959 intégrant la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 dans notre ordre. En ce qui concerne les besoins en logement et l'accès à la terre, aspect peu concluant des régimes précédents, le président Prado a tenté de répondre à ce problème en créant une commission de la réforme agraire et du logement présidée par Pedro Beltrán. Ceci s'est conclu par la recommandation de

181

l'utilisation des terres dans la jungle, ainsi que par l'annulation du contrôle des prix des produits alimentaires.

En ce qui concerne le logement, la disparition des contrôles sur les loyers des biens appartenant à des particuliers a été envisagée, mais elle a également suggéré que l'État devait orienter son action vers la construction de maisons.

Le rapprochement entre l'APRA et Manuel Prado pendant le mandat avait permis de prévoir que le soutien officiel à la candidature de Haya de la Torre à la présidence de la République serait un fait. Cependant, la course électorale de 1962 a également montré l'alternative réformatrice incarnée par l'architecte Fernando Belaúnde Terry, qui avait alors consolidé la force de son parti avec une ligne plus pragmatique qu'idéologique, résumée dans sa célèbre phrase "Le Pérou en tant que doctrine". Il jouissait de la sympathie de la classe moyenne et même de l'armée.

À partir du 26 mai 1962, les forces armées ont signalé la présence de plusieurs irrégularités dans les élections de cette année-là, mettant en évidence la falsification des listes électorales pour le suffrage, la double délivrance de registres électoraux aux apristas et aux pradistas, l'existence de plusieurs nombre de voix supérieur à celui des électeurs et à l'ingérence des autorités politiques en faveur d'un candidat dans 10 départements (El Comercio, 28 juin 1962).

La preuve a été présentée au Comité des élections nationales, qui l'a rejetée comme un rapport. Bien que le processus électoral ait permis à Víctor Raúl Haya de la Torre de gagner par seulement 13 000 voix (Manrique 2009: 232), il n'a pas dépassé les 33,33% requis pour être proclamé premier président par la Constitution. Dans ce cas, conformément à l'article 138 de la Constitution de 1933, l'élection définitive avait été donnée au

182

Congrès, à l'époque, à la majorité des membres de la coexistence prairie-APRA, désormais dénommée Alliance Démocratique.

Cela a déterminé que l'organe militaire a réitéré sa remise en cause dudit processus, demandant l'annulation de l'organe électoral, mais ce dernier a refusé. Cette situation a pris fin avec le coup d'État du 17 juillet 1962, derrière lequel se trouvait le veto imposé au dirigeant aprista en raison des événements survenus à Trujillo en 1932. Le président Manuel Prado fut destitué et déclaré vacant par le pouvoir législatif.

Contrairement à d'autres raids organisés, la Junte militaire gouvernementale de 1962 était de nature institutionnelle, avec la participation de différents corps militaires, présidés par les généraux de l'armée, d'abord Ricardo Pérez Godoy, puis par Nicolás Lindley, vice-amiral de la marine de la guerre Juan Francisco Torres Matos et le général majeur de l'armée de l'air Pedro Vargas Prada Peirano. Dans les locaux des chambres législatives, les commissions chargées de rédiger le projet de statut électoral se sont réunies: la commission de planification du Sénat ainsi que le conseil de la communication des députés permanents.

Ils ont été rejoints par les travaux du Service national de renseignement, qui a établi un diagnostic sur les causes des conflits dans les hautes terres du sud et, plus généralement, des troubles sociaux dans les Andes du Pérou. Il convient de noter que le contexte continental est marqué par la révolution cubaine triomphante trois ans auparavant (1959) et par la projection insurrectionnelle que les secteurs populaires exploités et les secteurs intermédiaires radicalisés de l'Amérique Latine trouvent contre les oligarchies nationales et leur subordination géopolitique aux États. United Ainsi, les mesures intégrales du diagnostic militaire exigeaient que le conseil d'administration

183

recommande aux parties de placer dans leurs plans de gouvernement la manière dont la réforme agraire serait menée.

184

CHAPITRE CINQ

Les gouvernements de facto et la construction de la nouvelle
démocratie

I. LE STATUT ÉLECTORAL DE 1962 ET LE RETOUR À LA DÉMOCRATIE FORMELLE 1963-1968

Pour la convocation aux élections générales, la junte militaire a promulgué le Statut électoral (décret-loi n ° 14250) qui stipulait que les représentations à la Chambre des Députés étaient réduites de 182 à 145 sièges (Echegaray, 1965, page 944), introduisant les bases de la méthode dite de distribution ou méthode D'Hont, au sein d'une nouvelle organisation électorale mettant en évidence l'indépendance de l'entité correspondante. Les forces politiques ont été résumées dans la coalition APRA-ONU (apristas et Unión Nacional de Odriístas), également appelée Super-coexistence, qui avait une majorité au Congrès, et dans l'Alliance AP-DC (Action Populaire et Démocratie Chrétienne), qui il venait occuper l'exécutif.

Ainsi, le gouvernement était dirigé par Fernando Belaunde Terry en tant que président de la République, accompagné par Edgardo Seoane Corrales et Mario Polar Ugarteche, premier et deuxième vice-présidents de la République. L'attente était très grande pour les changements structurels qui devaient être effectués, déplaçant le dominion oligarchique présent après l'indépendance.

Paysans, organisations syndicales, leaders étudiants et classes moyennes ont attendu les "100 jours" pour voir si le régime de Belaunde était confronté aux aspects dont la solution était encore

185

remise à plus tard par rapport aux mandats précédents: la nationalisation de la International Petroleum Company (IPC) qui il a exploité le pétrole de Talara, la réforme agraire pour mettre fin aux latifundios et aux servitudes, à la décentralisation de l'État, aux travaux de logement social, au soutien de l'industrie nationale, à la réforme fiscale et à la redistribution régionale des recettes fiscales.

Bien que les États-Unis aient puni le nouveau régime de gel des emprunts internationaux pour la prétendue mesure interventionniste contre l'IPC; Cependant, entre 1962 et 1965, l'Agence de renseignements centraméricaine (CIA) appuya la défaite des actions de guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN) dirigée par Héctor Béjar, Javier Heraud et Juan Pablo Chang les forces armées péruviennes

En ce qui concerne la réforme agraire, elle a été expérimentée dans des zones convulsées situées au sud-est du pays, telles que La Convencion ou Paucartambo à Cusco, où la récupération de terres par la paysannerie autochtone dirigée par Hugo Blanco ou Saturnino Huillca, entre autres, contraint le gouvernement en 1963 à une première action réformiste.

La réforme agraire était alors déjà apparue dans les débats politiques comme "une solution pour moderniser l'agriculture péruvienne et atténuer la misère des paysans andins" (Contreras et Cueto 2000: page 298).

Plus tard, la loi n ° 15037 a jeté les bases d'une demande au niveau national, où, après évaluation, l'État a exproprié les terres des particuliers pour les attribuer aux paysans. La première procédure d'expropriation d'un grand domaine au service de la réforme agraire de l'histoire du Pérou n'avait pas pris fin, même après cinq ans de promulgation de la loi.

186

En pratique, ces terres ont fini par être des excédents ou des terres non utilisées. L'adoption de mesures timides n'a donc pas disparu du latifundio consolidé depuis le début du XXe siècle. Il était difficile d'obtenir une plus grande réforme par le biais du pouvoir législatif si la représentation de la majorité était opposée, avec dans ses rangs des latifundistes comme Julio de la Piedra del Castillo.

Il existait également une contradiction dans la Constitution, entre l'article 34 qui posait l'usage de biens en harmonie avec l'intérêt social et le 31ème qui reprenait l'esprit individualiste avec lequel chaque propriétaire disposait de la pleine disposition des tels, laissant de côté la concordance avec l'intérêt social postulé par le pape Léon XIII dans l'encyclique Rerum Novarum.

L'oligarchie a mis en cause la réforme agraire du régime, arguant du caractère inviolable du bien, mais surtout rejetant le paiement différé dans les armées de rachat annuel, le Trésor ne disposant pas des ressources nécessaires pour le paiement immédiat. En ce sens, les forces armées ont perçu que le mécanisme de réforme manquait d'une efficacité constitutionnelle qui les ferait avancer et que ce vide pourrait être utilisé par les dirigeants de ces zones convulsées, défaits il ya des années.

La faiblesse présidentielle d'imposer une réforme agraire contre l'oligarchie a dépassé la tolérance sociale en créant les conditions nécessaires pour relancer la guerre de guérilla en 1965 par le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR), dirigé par Luis Felipe De La Puente Uceda. Cependant, comme le soutient l'historien Nelson Manrique Gálvez (2013), le gouvernement péruvien, conseillé par la CIA et infiltré dans la direction du MIR, les bombarderait jusqu'à ce qu'ils soient écrasés militairement.

187

Le régime de Belaunde a estimé que la répression militaire n'était pas gravitationnelle, une erreur dont l'APRA a profité pour renforcer son leadership établi dans la législation par des votes de censure. L'Alliance AP-DC a eu recours à la formation de cabinets avec la présence de parlementaires, une pratique répétée il ya plusieurs années, pour éviter toute censure de la part de la majorité de l'opposition. Le Congrès dirigé par la Coalition APRA-ONU était chargé d'interrompre la discussion sur les initiatives émanant du gouvernement, soit en les différant, en introduisant d'importantes modifications dans les propositions ou en les entraînant.

Contrairement à l'expérience de 1945 dans laquelle le gouvernement et le Congrès appartenaient au Front national démocratique, d'où il existait une distance entre les membres d'une même force politique, la corrélation des forces de 1963 montrait la présence de deux forces. antagoniste. Chacun voulait faire prévaloir son leadership politique: un exemple en est la convocation à une législature extraordinaire qui s'est réunie pendant sept mois. Un bilan équilibré de la mesure des forces nous révèle comment l'Alliance AP-DC a été contrainte de constituer six cabinets ministériels où la censure s'adressait à des ministres individuels.

Bien que ce conflit de pouvoir ait mis un terme à la mise en œuvre de réformes qui rencontraient déjà des obstacles depuis le début, il n'a pas convaincu le Président de la République d'appeler le peuple à sortir de l'impasse électorale. L'APRA et la gauche en ont profité à ce stade parce que les pouvoirs constitutionnels (article 123, paragraphe 5 de la Charte de 1933) donnaient aux membres de la législature la possibilité d'introduire des dépenses sur une base partisane en référence aux problèmes les plus proches des colons. , qui ont démontré l'efficacité et la rapidité de leur travail, ce qui n'excluait pas de souligner leur nature partisane. De plus, l'impossibilité du

188

réformisme a conduit les militants de l'Action populaire à démissionner pour créer ou s'inscrire dans des magasins politiques de gauche.

Grâce à ses supporters dans la capitale, l'Alliance a remporté le bureau du maire de Lima avec Luis Bedoya Reyes (1964-1970). Cependant, la gouvernance inégale de Belaunde s'est fait sentir avec la présence de la crise économique qui, en 1965, avait été le reflet de la stagnation des exportations, de la hausse des importations, de la hausse des dépenses publiques générée par la mise en œuvre des réformes. et la réduction des ressources fiscales.

Les pressions américaines condamnent le régime du président Belaunde à organiser des emprunts avec des entités privées. Les électeurs ont sanctionné sa gestion, le 13 novembre 1966, avec des élections complémentaires pour les législateurs lorsque la Coalition obtenait un nombre de voix supérieur à celui de l'Alliance, à savoir ceux émis dans les provinces. Ici, la gestion de la politique économique a été l'occasion de poursuivre la censure ministérielle alors que l'exécutif ne tenait pas compte des membres de la Coalition comme futurs ministres.

189



L'immolation des ministres avant la censure parlementaire
BNP. Hemeroteca, Caretas N° 320, 26 Octubre- 5 Noviembre 1965, p. 69

Les propositions de Pedro Beltrán visant à réduire les dépenses du Trésor public consistant à mettre fin à la subvention du secteur et à dévaluer la monnaie n'ont été prises en compte qu'en 1967, le régime a été contraint de les obliger à donner la priorité à la dévaluation. L'année suivante, l'attrition était telle que le président devait organiser la formation de son nouveau cabinet avec des sympathisants indépendants de l'APRA, donnant ainsi naissance au "Cabinet Conversado" sous la direction d'Oswaldo Herccelles García. Ce fait a motivé l'éloignement de la démocratie chrétienne de l'Alliance.

Sur le plan politique, c'était l'occasion de constituer une plate-forme permettant à l'APRA d'accéder au pouvoir lors des élections de 1969. En vertu de mesures extraordinaires, le gouvernement a publié en deux mois des mesures considérées comme populistes par le décret suprême 287-68 / HC: réduction des dépenses L'État a refinancé sa dette internationale, reformulé

190

le système fiscal en impôts directs et indirects, satisfait les revendications salariales et accentué la participation de l'État à l'économie, comme en témoignent ses 29 entreprises participant à l'activité économique de l'État.

Cependant, le problème critique était toujours lié à la nationalisation de l'IPC, une enclave américaine située sur le territoire péruvien. Soudain, dans le message à la Nation de cette année-là, le premier président annonça la solution du litige de La Brea et de Pariñas "sans que l'État ait à payer pour le sol, le sous-sol ou les installations" (Guerra M. 1994, tome IX, p. 52).

La société nord-américaine est toujours restée à la raffinerie de Talara, bénéficiant du monopole de l'essence, à laquelle s'ajoute la livraison d'un million d'hectares dans la jungle. Les détails de la négociation ont été stipulés dans la soi-disant Acta de Talara, qui indique à la page 11 le prix de la vente du pétrole brut de la Fiscal Petroleum Company à la société pétrolière américaine.

La disparition de cette page a entraîné la démission du président du conseil d'administration de cette entité, qui a ensuite rendu publique la perte évoquée lors d'une exposition télévisée, ce qui a généré le scandale politique (Pease, 1974, p.11), préambule de l'interruption du mandat présidentiel.

Les mois suivants ont aggravé la situation avec l'apparition de manifestations de corruption, l'entrée de contrebande par des membres des forces armées et le départ de militants du parti officiel, parmi lesquels Edgardo Seoane Corrales, premier vice-président de la République Action populaire socialiste (également connu sous le nom de Seoanista) avec Gustavo Mohme Llona: Le parti est divisé en deux qui, dans la pratique, s'identifiaient davantage aux personnages qu'à la doctrine: les noms de Acción Popular et de Belaúnde sont des synonymes (Pease, 1974, p.14).

191

La situation de crise a créé les conditions nécessaires à l'irruption des forces armées, comme ce fut le cas le 3 octobre 1968 avec le général Juan Francisco Velasco Alvarado, alors président du commandement conjoint des forces armées. Cette rupture inconstitutionnelle a révélé les contradictions survenues au sein de l'État, la lutte entre ses organes politiques, mais aussi l'absence de réponse aux attentes de la population qui avaient placé leurs espoirs dans les mesures réformistes. Il était nécessaire de réorganiser l'aspect constitutionnel avec la répartition des pouvoirs de l'exécutif et du législatif qui en découle sous l'idée d'un équilibre des forces, dont l'avantage profiterait au pays et en évitant des solutions qui pallient uniquement aux intérêts électoraux.

II. LES RÉFORMES D'ÉTAT DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DES FORCES ARMÉES (GRFA) ET DE LA CONSTITUTION DE 1979

Après le coup d'État, le gouvernement révolutionnaire des forces armées a suscité de nombreuses attentes quant à ses performances et à sa permanence. L'oligarchie l'imaginait comme le début d'une année semblable à celle de la Junte militaire de 1962. Cependant, l'intervention militaire menée six jours plus tard sur les installations pétrolières de Talara, alors sous le contrôle de la International Petroleum Company, propriété de la famille américaine Rockefeller, d'une valeur de plusieurs millions de dollars. Ils ont apporté au régime de la sympathie pour le nationalisme déployé et un soutien populaire sans précédent.

Bien que, dès le début, il ait été souligné que l'expropriation réalisée ne serait pas prise en compte, six ans plus tard, l'accord secret De La Flor - Greene indiquait que l'État péruvien paierait 76 millions de dollars. En 1969, le gouvernement militaire dirigé

192

par le général Velasco Alvarado a créé la société publique Petróleos del Peru, plus connue sous le nom de Petroperú, chargée d'exploiter l'industrie pétrolière avec son propre personnel et de répondre à la demande nationale en carburant.

Selon l'historien Jorge Basadre, l'intervention du gouvernement sur le pétrole et plus tard sur les terres est circonscrite dans la fonction sociale de l'État en tant que réponse historique à l'avenir empirique républicain du Pérou. La proposition du régime s'exprimait dans une économie planifiée, réunie dans les Bases idéologiques de la révolution péruvienne, qui:

"... conduira à promouvoir le rôle de la propriété de l'État au profit de l'ensemble de la communauté nationale au sein de la nouvelle organisation de l'État participatif" (GRFA, 1975, p. 11)

Cette participation, qui provenait déjà dans une faible mesure des gouvernements précédents, a réussi à amener l'État à intervenir progressivement dans l'activité économique par le biais de sociétés ouvertes, ce qui serait surdimensionné au cours des douze années que durerait le régime militaire. Même avant le gouvernement révolutionnaire, il y en avait 29 et après, ils en ont enregistré 192, en considérant certains comme stratégiques: téléphonie, électricité, eau, armes militaires, etc., raison pour laquelle ils étaient invendables. Cette situation changera vingt-cinq ans plus tard (1993) lorsque la notion d'entreprise stratégique sera ré-élaborée et que les entreprises publiques seront soumises à la logique du marché en les privatisant.

La prochaine mesure gouvernementale visait la question foncière, dont les grandes superficies appartenaient à l'oligarchie, aboutissant à la réforme agraire finale (décret-loi n° Pré Aynsi, non seulement de grandes propriétés ou de vastes étendues de terres

193

étaient entre les mains de quelques personnes, mais également un esclavage ou un travail gratuit associé à l'exploitation de paysans par des propriétaires terriens ou des gamonales.

La réforme agraire est née de l'action collective de la paysannerie indigène dans la vallée de La Convención à Cusco et parvient à devenir une demande imparable de justice sociale qui traverse le pays. Les forces armées, déçues par Belaunde et confrontées à la possibilité d'une solution révolutionnaire comme celle du Cuba au Pérou, décident d'appliquer des mesures anti-oligarchiques, nationalistes et même anti-impérialistes.

La réforme agraire a été décrite dans une phrase historique prononcée par le général Velasco: "Paysan, le patron ne mangera plus ta pauvreté". Cette mesure a déplacé la propriété individuelle pour donner la priorité à la propriété de l'ensemble des travailleurs, sous le régime des coopératives agricoles de production (CAPS) et des sociétés agricoles d'intérêt social (SAIS).

Cependant, la mise en œuvre verticale de cette conception de la réforme agraire ne satisfaisait pas les paysans autochtones mobilisés car, selon Hugo Blanco "(...), les seuls bénéficiaires étaient en réalité les bureaucrates placés par le gouvernement (via) un système de coopératisme bureaucratique. importé (sans tenir compte) de la tradition communautaire démocratique de notre ayllu millénaire".

Ce désaccord, conjugué à d'autres raisons, a affaibli l'administration de ces entités sans pouvoir maintenir la production nationale de sucre et de coton, obligeant l'État à bénéficier d'une subvention permanente jusqu'aux années 90. Bien que des recours en Habeas Corpus aient été introduits dans le cadre de la défense des biens, ils n'ont pas été poursuivis car le système judiciaire de cette époque ne prévoyait pas le contrôle de la loi par le pouvoir judiciaire.

194

La société péruvienne avant et après le coup d'État des forces armées dirigé par Velasco a atteint un degré de mobilisation sociale sans précédent au point de créer massivement des syndicats et des associations professionnelles, fédérations de paysans, organisations d'étudiants, associations professionnelles, partis révolutionnaires, etc. Le Pérou vit, presque 150 ans plus tard, un changement d'époque qui aurait dû se produire avec son indépendance. L'Église catholique est également contrainte de changer via une nouvelle théologie, la théologie de la libération et l'option préférentielle pour les pauvres, où le Péruvien Gustavo Gutiérrez Merino est son principal représentant national depuis 1971.

Outre les réformes entreprises, il a été complété par d'autres réformes liées au domaine culturel qui ont été à nouveau imposées. Les conseillers militaires ont ainsi promu la loi du 24 juin 1974 sur la promotion agricole des régions forestières et de la Amazonie, qui mettait en pratique l'anthropologie juridique de l'époque. La résolution des litiges, pour un montant minimum ou des fautes, était confiée en premier lieu aux communautés elles-mêmes, dont la résolution était de la nature de la chose jugée. Comme le souligne Galvez Revollar:

"... les pressions exercées par les indigènes eux-mêmes animés par les vicariats amazoniens imprégnés par les actions du Concile Vatican II et l'enthousiasme des spécialistes des sciences sociales travaillant pour l'État, sensibilisés par la déclaration de libération de l'indigène de la Déclaration de la Barbade, 1971" (2001, p.285).

À cela s'ajoute l'instauration du quechua en tant que langue officielle le 27 mai 1975 (décret-loi n ° 21156) pour revendiquer le plus grand peuple autochtone du Pérou historiquement reporté. Cependant, sa mise en œuvre posait

195

problème car il s'agissait d'une langue parlée et écrite. il diffère selon les régions, par exemple Cajamarca, Huaraz, Ayacucho et Cusco. Pour cette raison, la présence d'experts a été nécessaire pour unifier la langue, ce qui a été complété par l'application de la loi sur les télécommunications et une loi similaire autorisant les signaux d'informations bilingues à la radio et à la télévision. Des actions qui dénotaient des innovations dans le changement du pluralisme social et juridique mais qui, dans l'esprit des législateurs de 1978, ne trouveraient pas d'écho, peut-être parce qu'elles ont été produites par le gouvernement révolutionnaire.

Une autre réforme visait à inciter la propriété à passer d'une conception privée à une conception participative parmi les travailleurs, les employeurs et les actionnaires. De celui-ci on parlerait de l'intervention des travailleurs dans la copropriété et la cogestion des entreprises industrielles formant ainsi des communautés industrielles. Sur la base de l'encyclique *Rerum Novarum* "Sur la situation des travailleurs" du pape Léon XIII, le travailleur a été reconnu non seulement par son travail rémunéré, mais également par sa permanence qui s'est traduite par une continuité, ce qui permettrait également la présence de travailleurs dans le conseil d'administration de la société.

Cette mesure a été complétée par la constitution de sociétés de biens sociaux (décret-loi n ° 20598) et par un nouveau type d'organisation de la personne morale: ... constituée dans le principe de solidarité, dans le but d'exercer des activités économiques "(article 1er).

Le droit social est né avec une interprétation téléologique qui parierait se redistribuer en faveur de l'individu conformément à la société. Des auteurs tels que Luis Bustamante Belaunde, Fernando de Trazegnies Granda, Jorge Avendaño Valdez et le jeune Carlos Blancas Bustamante ont misé sur ce nouveau design juridique.

196

La marche de la révolution militaire a été affectée par la récession économique en raison du coût des réformes, de la santé du chef de l'État, qui avait déjà subi l'amputation d'une jambe et enfin une altercation entre le haut commandement militaire, comme le directeur de la garde civile et le chef de la maison militaire, qui déclencha la grève de la police du 5 février 1975, concluant par la décision des commandants généraux de chaque institut de nommer le général Francisco Morales Bermúdez Cerrutti, petit-fils du président Remigio Morales Bermúdez, en tant que nouveau président de la République, le 29 août de la même année. Le nouveau régime a inauguré la deuxième phase, à tendance de droite.

Dans cette nouvelle phase, les réformes ont été réorientées, éliminant les réformes existantes sans générer de remplaçants, par exemple, le Système national de mobilisation sociale (SINAMOS) a été démantelé et son budget alloué à celui de guerre. La deuxième phase s'est éloignée des secteurs de gauche et a proposé une approche de la civilité, comme indiqué dans le plan Tupac Amaru. Ainsi, le 28 juillet 1977, le Président de la République convoqua des élections à l'Assemblée constituante qui:

"... aura pour but exclusif la création de la nouvelle Constitution politique de l'État, qui contiendra notamment les dispositions qui institutionnalisent les transformations structurelles que mène le gouvernement révolutionnaire des forces armées". (Décret-loi n ° 21949, article 2).

Cette mesure n'était pas étrangère à l'impact de la grève générale qui paralysa le pays exigeant le retour à la démocratie. La nécessité d'une nouvelle charte obligeait le président à tenir des réunions préalables avec les dirigeants des partis politiques comptant le plus grand nombre de membres. L'expérience du gouvernement militaire avec la participation de conseillers de

197

différentes disciplines inciterait à apporter des modifications à la nouvelle structure de l'État, telles que les implications de la prétendue loi sociale, qui, bien que disparaissant, ferait en sorte que ses dimensions s'adressent à des questions juridiques de nature constitutionnel, civil, pénal, procédural et administratif.

À cela s'ajoutaient les droits de l'homme résumés dans la dignité de l'être humain, la pure théorie du droit de Kelsen exposée en 1948 par Jorge Patrón Yrigoyen, la tradition constitutionnelle péruvienne et l'influence constitutionnelle espagnole consignée dans le projet de Constitution de 1978 de l'Espagne. dont la copie serait livrée des mois plus tard, le roi Juan Carlos I au président de l'Assemblée constituante, Víctor Raúl Haya de la Torre.

Parallèlement à la convocation, le gouvernement a décidé de réduire l'âge de la majorité à 18 ans pour les nouveaux citoyens, tout en préservant l'obligation, savoir lire et écrire pour les deux sexes et en s'inscrivant auprès du Jury National des Elections (JNE). (Décret-loi n ° 21994 du 15 novembre 1977). Ainsi, la population électorale était de 4 966 016 électeurs selon la JNE, qui a voté à 4'173,561 (84,05%), compte tenu des votes valides dont le nombre était de 3'511 895 (84,16%)

Le Parti Aprista Péruvien a remporté les élections avec 1 241 174 voix (35,39% des votes valides), suivi du parti chrétien populaire avec 835 294 voix (23,78%) et du Front populaire et populaire des ouvriers paysans avec 433 413 (12,34%), parmi beaucoup d'autres groupements politiques de gauche.

D'autre part, le vote préférentiel a été imposé, permettant non seulement d'élire le parti politique mais également le candidat idéal: brisant ainsi la tradition selon laquelle seuls les premiers numéros de chaque liste ont bénéficié. Cette option a remplacé les désignations de chaque groupe politique dépourvu d'élections primaires où la haute direction du parti était celle qui

198

avait finalement pris la décision au moment de dresser les listes. Ce type de vote a généré une méfiance envers une certaine force politique:

"... arguant que la dictature militaire voulait diviser le vote de ce groupe de partis et empêcher ainsi son chef Víctor Raúl Haya de la Torre d'obtenir le plus grand vote". (ONPE-CIE, 2005, p.12)

Cette modalité a fait du candidat à la présidence du pouvoir législatif le candidat le plus voté du parti le plus voté, créant ainsi une tradition qui, depuis lors, a reflété la sympathie de l'électorat. Cette collégiale a été formée par cent électeurs, qui ont alterné les hommes politiques de la vieille garde: Víctor Raúl Haya de la Torre, Luis Bedoya Reyes, Genaro Ledesma Izquieta, Roberto Ramirez del Villar, Luis Alberto Sanchez, Hugo Blanco Galdós, César Vizcarra Vargas (père du président Martín Vizcarra) avec ceux du nouveau groupe comme Alan García Pérez, Xavier Barrón Cebreros, Enrique Chirinos Soto, etc. Ils se sont vu accorder un délai d'un an pour la rédaction et l'approbation de la nouvelle charte qui devait prendre fin le 12 juillet 1979, laissant sa promulgation au nouveau gouvernement élu lors des prochaines élections. Le président de l'Assemblée a été très clair sur la procédure:

"Notre Constitution doit s'émanciper des imitations et des copies, sans pour autant négliger l'héritage universel de la science politique. Nous avons besoin d'une Constitution concise et pragmatique qui se concentre sur les droits de l'homme et les droits de l'homme et qui crée un nouvel État pour une société meilleure "(PERÚ 1989, p.17)

Parallèlement à cela, le gouvernement militaire, au nom de l'État péruvien, a signé le 28 juillet 1978 la Convention américaine relative aux droits de l'homme (Pacte de San José)

199

(décret-loi n ° 22231), à laquelle le Pérou a obligatoirement tant pour la protection que pour la défense des droits de l'homme.

III. LE NEOCONSTITUTIONNALISME: LE PACTE DE SAINT JOSEPH ET LA NOUVELLE VISION DES DROITS FONDAMENTAUX

Au modèle constitutionnel des droits exprès, issus de la formation française et du XIX^e siècle, ont été ajoutés ceux issus de l'interprétation du pouvoir judiciaire, appelés non exprimés ou non nommés. En effet, le pacte de San José a non seulement conjugué la tradition juridique du modèle romano-germanique des pays hispanophones, mais également le modèle anglo-saxon de pays tels que les États-Unis, le Canada, le Belize, les Bahamas, la Barbade, la Jamaïque, la Guyane et le modèle lusitanien de pays tels que le Brésil, tous convaincus que le droit est un produit culturel et héberge différents mécanismes de régulation de la vie sociale.

Le système péruvien, par exemple, a incorporé les garanties constitutionnelles ou les mécanismes de protection, tels que l'habeas corpus (Constitution de 1920), l'action populaire (Charte de 1823) ou l'action d'amparo, dans un modèle qui a progressivement instauré la justice constitutionnelle.

Le temps était propice à l'instauration d'un nouvel État de droit qui, bien que naissant, postulait la défense sans restriction des droits fondamentaux, dont les déclarations découlaient de traités et de déclarations internationales, émanant pour la plupart des Nations Unies, et seraient intégrées à la rédaction de la Constitution, qui a depuis lors assumé sa hiérarchie en tant que norme juridique et politique suprême.

200

Nous devons également souligner qu'il n'y a pas eu une seule évaluation parmi les mandats des instruments internationaux de défense des droits, comme nous corroborons le procès-verbal de la 26^e session de la Commission de la Constitution et de la Réglementation du 13 mars 1979, lorsque la Déclaration des Nations Unies soit ou non une source de droit, cela a été motivé par l'opinion du législateur Mario Polar qui a affirmé qu'au-delà du document devrait protéger les facultés inhérentes à la personne:

"Les droits de l'homme comprennent les droits naturels et inaliénables, ce qui signifie des objectifs politiques communs à toutes les parties, des aspirations qui ne se concrétiseront pas du jour au lendemain, mais progressivement, et c'est pourquoi il existe une disposition expresse dans les Dispositions générales. Donc, si cette déclaration exprime un ensemble d'aspirations, je ne sais pas pourquoi nous n'allons pas les mentionner ici. Ce sont des objectifs que nous nous fixons pour une action politique future "(Comité principal de la Constitution de l'Assemblée constituante, 1978-1979: tome IV, p. 423).

L'intérêt des législateurs de protéger l'individu de toute mesure arbitraire ou usurpatrice a amené Enrique Chirinos Soto à proposer la déclaration suivante:

"L'énumération des droits reconnus dans ce chapitre n'exclut pas les autres droits garantis par la Constitution, ni ceux de nature similaire ou découlant de la dignité de l'homme, du principe de souveraineté du peuple, de l'état de droit démocratique et de la forme républicaine de gouvernement "(Comité principal de la Constitution de l'Assemblée constituante, 1978-1979: tome V, p. 313).

Un autre élément qui a créé un précédent a été, à l'initiative de Javier Valle Riestra González Olaechea, la création du Tribunal des garanties constitutionnelles sur le modèle espagnol,

201

chargé de garantir le développement normatif du pays conformément à la Constitution. Avec cette initiative, il a été recherché que notre Cour était la seule entité pouvant agir en tant que législateur négatif, c'est-à-dire en retirant une règle du système contesté comme étant inconstitutionnel. Dans le même temps, le pouvoir judiciaire était habilité à participer au contrôle constitutionnel, auquel cas il ne pouvait être appliqué qu'à la partie plaignante faute de pouvoir le faire pour tous.

Dans le passé, il existait déjà des circonstances dans lesquelles la loi contredisait les articles de la Constitution et aucune contradiction n'était générée puisque, en français, la norme suprême était la loi et non la Constitution. De cette manière erratique, des avocats ont été formés dans notre pays pendant des décennies. Enfin, l'article 25 de la Convention établissait la protection juridictionnelle des droits de l'homme.

202

IV. LA CONSTRUCTION DE L'ETAT DEMOCRATIQUE ET SOCIAL

La politique participative entreprise par le gouvernement révolutionnaire a permis aux mesures d'inclusion de compter plus rapidement, même si celles-ci ne trouvaient pas toujours l'esprit de changement attendu. En fait, bon nombre de ses bénéficiaires ont fini par déformer les objectifs et discréditer les avantages pour la société. Une discussion légitime mais donnée au milieu d'un gouvernement de facto et avec la présence de législateurs renommés.

Auparavant, depuis le début des années soixante, la doctrine du peuple avait pénétré dans les secteurs rural et urbain, exigeant la participation sans distinction des habitants à la vie publique du pays. La présence d'un État qui les représente

est nécessaire. Il existait encore de nouvelles règles qui rapprocheraient l'État des colons. La démocratie au Pérou était formelle et non matérielle, dans la mesure où elle constituait un ordre institutionnel exclusif pour les secteurs privilégiés, les élites, et exclusive pour les secteurs populaires et moyens, les peuples. Pour cette raison, la référence abstraite à la démocratie était perçue comme une défense des privilèges aux dépens d'une démocratie matérielle, en particulier. Ce qui est certain, c'est que l'organisation politique a correspondu à tous, bien qu'ils ne l'aient pas invoquée.

D'une part, l'adoption de la Constitution en tant que norme politique démocratique et norme juridique suprême a constitué le premier pas en vue de l'évaluation de la culture constitutionnelle du pays. Il restait toutefois nécessaire de façonner la mentalité péruvienne afin de rapprocher les forces réelles du peuple. pouvoirs, vers un engagement vis-à-vis de l'Etat constitutionnel allant au-delà de l'Etat légal. Le changement irradié interpelle également les secteurs non privilégiés en leur proposant une participation qui rompt et dépasse l'assistance inconditionnelle qui dépasse toute relation client.

La législature constituante a postulé que, exceptionnellement, le régime en place pouvait légiférer sur certaines questions avec l'autorisation préalable du législateur par le biais d'une norme au rang de loi appelée décret législatif, configurant ainsi le système juridique de l'époque conformément à la Constitution.

Avant les décisions imposées, la nouvelle tendance était l'accord, qui n'était pas compatible avec les colons, comme cela se produit dans d'autres États, étant davantage un motif de moquerie que d'institutionnalité.

Culturellement, la première phase du régime militaire soutenu par des professionnels avait progressivement inclus et

203

sous son commandement le quechua en tant que langue officielle, la juridiction communale en tant que juridiction spéciale pour les zones d' Amazonie et de montagne et les médias sociaux en tant que moyens de se rapprocher de cet objectif. pluralisme idiomatique et juridique. Face à cela, les législateurs constituants avaient des approches différentes à cet égard. Le représentant du Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP), Ernesto Sánchez, dit Jilguero del Huascarán, a proposé lors de la 37e session de l'Assemblée constituante:

"Le castillan est la langue officielle du Pérou. Le quechua, l'aymara et les différentes langues constituent le patrimoine national. L'Etat respecte les particularités de chaque zone dans laquelle ils ont un usage officiel. " (COMMISSION PRINCIPALE 1978, tome VI, page 121).

Genaro Ledesma et Jorge del Prado, tous deux issus des rangs de la gauche, ont affirmé l'avantage d'utiliser la langue quechua pour intégrer des millions de Péruviens dans un schéma qui privilégiait encore l'espagnol dans les actions entreprises par l'État (procédures, poursuites, documents), etc.) A cela s'ajoute la déclaration de l'aymara et d'autres langues ayant la même reconnaissance. Selon Enrique Chirinos Soto, ces langues seraient officielles dans la circonscription où elles se parlaient. Idées reprises à l'article 83 de la Charte de 1979.

L'un des thèmes liés à la langue était la justice rendue dans les zones communes depuis 1974. À cet égard, les législateurs ont serré les rangs, indiquant que le système formel du monisme juridique devait être respecté, car il était déjà défini depuis le XIXe siècle. Avec cela, la possibilité de plonger dans la reconnaissance institutionnelle du pluralisme juridique et de systèmes juridiques complémentaires qui auraient pu aider à résoudre les conflits quotidiens dans les zones rurales a été perdue.

204

La justice a été la pierre angulaire de la coexistence dans toutes les sociétés et ne constituait pas une question exempte au regard des mesures définies par le gouvernement révolutionnaire des forces armées par le décret-loi n ° 1806. Ainsi, le 23 décembre 1969, le pouvoir judiciaire a été déclaré réorganisation et les membres de la Cour suprême ont été licenciés. Les nouvelles nominations seraient effectuées par l'intermédiaire du Conseil national de la justice composé de deux délégués du pouvoir exécutif, deux du pouvoir législatif, deux de la Cour suprême, un de la Fédération des avocats, un du barreau de Lima, un du programme académique de droit de l'Université de San Marcos et l'un des programmes académiques de droit des universités du pays. Ce conseil est devenu opérationnel le 7 mai 1970 en procédant à l'élection des juges et des procureurs

Il a choisi les magistrats des candidats proposés par le pouvoir judiciaire, la Fédération des avocats et le barreau, respectivement. La norme donnait au nouveau membre le pouvoir d'évaluer et de punir les juges et les procureurs sans envisager de mesures au cas où ils contreviendraient à l'esprit du régime. Durant ces années, M. Vicente Ugarte del Pino, doyen du barreau de Lima, a maintenu une revendication absolue de son indépendance vis-à-vis du pouvoir judiciaire, ce qui lui a valu une série de calomnies et d'insultes pour avoir osé remettre en cause ce processus, qu'il a démontré en tant qu'innovateur et de justice sociale, il a encouragé le manque de crédibilité de la magistrature, d'autant plus lorsque les membres du Conseil national de la justice s'appuyaient sur une désignation plus politique que légale.

Ugarte del Pino, à la fin des années soixante, avait postulé l'existence de l'École nationale de la magistrature, semblable à celle existant dans les pays européens, dans le souci que non seulement les juges et les procureurs soient élus, mais aussi formez-les à un bon déroulement de la carrière judiciaire (Ugarte,

205

1978, 622). L'expérience révolutionnaire s'est ensuite reflétée dans l'élaboration de la nouvelle charte de 1979 en tant que Conseil national de la magistrature, dont le modèle ne comprenait que des avocats dirigés par le procureur national (poste créé en 1856) et composé de représentants de la Cour. Supreme, l'un des membres de la Fédération des avocats, l'un des barreaux de Lima, deux représentants des facultés de droit.

Grâce à ces conseils, nous apprécions la création d'organes autonomes du système de justice qui seront incorporés dans le constitutionnalisme et s'ajoutent à d'autres à caractère économique relevant de la direction du régime Leguía: la Banque centrale de réserve, la National Collection Administration et le Bureau du Contrôleur. Général de la République.

Il faut souligner qu'outre la Cour des garanties constitutionnelles et le Conseil national de la magistrature, le ministère public a été ajouté. Depuis la création de la Real Audience de Lima par les nouvelles lois (1542-1543), instance suprême en matière d'administration de la justice par procuration, juges et procureurs appartenaient à la même institution. Tradition qui se poursuivra avec la création de l'État péruvien et perdurera jusqu'en 1979, année de la création du ministère public, institution autonome du système judiciaire.

Des années auparavant, la loi organique du pouvoir judiciaire de 1963 proposait de mieux identifier les procureurs lors de l'exercice de l'action pénale et de modifier le nom du bureau du procureur. Cette création constituante a promu d'office ou à la demande d'une partie l'action de la justice en défense de la légalité, des droits des citoyens et de l'intérêt public; agissant également "... en tant qu'ombudsman auprès de l'administration publique". Attribution qui se matérialiserait au moment du conflit armé interne avec la publication de la résolution n ° 92-89-MP-FN du 27 avril 1989, qui créait le bureau

206

du procureur spécial chargé des affaires du bureau du médiateur et des droits de l'homme, sous la responsabilité du procureur Clodomiro Chávez Valderrama.

Le gouvernement révolutionnaire des forces armées était en possession d'une nouvelle constitution, accélérée pour son entrée en vigueur, mais aussi d'une situation économique caractérisée par des réajustements constants, également connu sous le nom de paquetazos, dont l'auteur était alors ministre de l'Economie, Javier Silva Ruete.

V. LE RETOUR DE LA DÉMOCRATIE FORMELLE ET L'APPARITION DU TERRORISME AU PÉROU REEL

Après le déclenchement des élections en 1980, l'alliance AP-PPC (Action populaire et Parti chrétien populaire) a remporté le congrès, où elle a obtenu la majorité, et le pouvoir exécutif, où l'architecte Fernando Belaunde Terry est devenu président de la République, deuxième fois.

Les Péruviens des zones urbaines et principalement côtières avaient des attentes dans le fonctionnement des institutions démocratiques, en particulier si le premier acte du président était la promulgation de la Constitution de 1979 le 28 juillet 1980. La nouvelle période a hérité d'un pays sur deux. Les dimensions, Pérou formel, de la classe politique existante centrée sur l'administration de l'État péruvien, et véritable Pérou, des peuples migrants d'origine allant des campagnes à la ville qui sont des opposants à la classe politique et à la légitimité de l'État péruvien.

En outre, Belaunde devrait assumer les responsabilités économiques du gouvernement militaire en même temps que le début des actions armées des groupes insurrectionnels marxistes

207

et maoïstes. Ce contexte était permanent de Fernando Belaunde Terry (1980-1985), Alan García Pérez (1985-1990) à Alberto Fujimori (1990-1992).

Les coûts des réformes ajoutés au déclin productif, les paquetazos et l'établissement d'un nouveau modèle tributaire ont incarné les manifestations, l'informalité, la violence et le conflit armé interne, marqués par le terrorisme de groupes et le terrorisme d'État laissant entre la population civile. Le nouveau constitutionnalisme a dû faire face à ses premiers défis pour maintenir un niveau adéquat de dignité humaine, en l'absence de protection de l'État ou de défense des organisations de la société civile ou des partis politiques.

La mobilisation sociale, puis les événements d'Ayacucho ont forcé le régime à donner le pouvoir de rétablir l'ordre dans les forces armées afin de neutraliser tout type de modification, qui se matérialiserait au mois de décembre 1982 et comprendrait les départements d'Ayacucho, Huancavelica Abancay Selon le rapport final de la Commission Vérité et Réconciliation (2003), cette action a provoqué le pic maximum d'autochtones disparus dans le pays commis par les forces armées entre 1980 et 2000, ainsi que par la commission systématique de crimes contre l'humanité.

L'érosion du pouvoir de Belaunde a incité en 1985 la préférence électorale pour le parti aprista péruvien, avec à sa tête Alan García Pérez, qui deviendrait président de la République. Enfin, l'APRA est arrivée au pouvoir car son chef était jadis empêché par l'oligarchie et l'armée.

Ses mesures principalement orientées vers le bien-être de la grande majorité ont également cherché à contrôler le travail du gouvernement, mais sous une critique passionnée et destructrice, comme en témoignent les interpellations et les censures des

208

ministres de Fernando Belaunde lors de son premier mandat de 1963-1968.

Avant la mort de Haya de la Torre en 1979, la crise avait été provoquée par la succession de proches parents Luis Townsend Ezcurra et Armando Villanueva del Campo, le second étant préféré par les bases. Celui-ci postule à la présidence de la République, mais ne remplit pas sa mission puisque son épouse est chilienne. Plus tard, Townsend serait séparé du parti en dénonçant "une déviation idéologique et des signes de corruption", formant alors son propre groupe: le mouvement de la fondation Hayes. Un scénario qui, associé à d'autres facteurs, a progressivement permis à Alan García Pérez, âgé de 35 ans, de devenir président du Pérou.

Encore une fois, la population attendait beaucoup, non seulement de la jeunesse du président, mais aussi de son rôle en tant que parti de l'opposition, car il devenait pour la première fois un parti gouvernemental. La Constitution de 1979, rédigée par les partis Aprista Peruano, Popular Cristiano et diverses formations de gauche (bien que ces dernières aient décidé de ne pas la signer) serait mise en pratique. Le contexte qui a précédé Alan Garcia l'a contraint à répondre aux attentes des citoyens en matière de politique économique. Son inexpérience et son vol au sein du gouvernement nous ont conduits à une hyperinflation historique dans le monde entier.

Les événements qui se sont déroulés les 18 et 19 juin 1986, alors que se tenait la célébration du XVIIe Congrès de l'Internationale socialiste, montrent la répression exercée par l'État au plus haut degré de terrorisme d'État contre les émeutes dans les prisons de San Juan Baptiste de l'île El Frontón, de San Pedro (district de San Juan de Lurigancho) et de Santa Bárbara (district de Chorrillos) au début de la grève des travailleurs du Syndicat national des travailleurs pénitentiaires (SINTRAP), un

209

fait dont profitent les militants subversifs de Sendero Luminoso qui avaient déjà le contrôle dans les prisons. Cette mesure était justifiée par le décret suprême n ° 006-86-JUS signé par le ministre de la Justice de l'époque, Luis Gonzales Posada, qui déclarait les prisons "zones militaires restreintes", ce qui empêchait l'entrée et la présence de toute autorité civile.

Les crimes terroristes de Sendero Luminoso et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru ont été complétés par les crimes d'État du gouvernement García contre la paysannerie autochtone. Les contradictions ont même été perçues par l'appareil politique du même gouvernement de l'APRA: il suffit de lire les paroles du président García, prononcé lui-même lors du VIIe Congrès de la jeunesse aprista:

"Nous devons reconnaître que le Sentier lumineux a des militants actifs, livrés, sacrifiés. Faux ou pas, criminel ou pas, le randonneur a ce qu'on n'a pas: la mystique de la livraison. Les personnes qui méritent notre respect et notre admiration personnelle parce qu'elles le sont, que cela leur plaise ou non, sont des militants. " Ayacucho, 22 de mayo de 1988" (SOMOS, 2012, p. 26).

La méfiance progressive envers le régime et le système a permis l'émergence de dirigeants issus de différentes sphères de la société, appelés étrangers, qui ont construit les forces politiques qui les entourent. Cette circonstance évoque la fragilité des partis politiques traditionnels: Action Populaire, Parti Populaire Chrétien, Parti, Aprista péruvien et Démocratie chrétienne, venus au pouvoir. Des personnages tels que Ricardo Belmont Casinelli (entrepreneur en radio-télévision), Susana Díaz Díaz (farándula), Alberto Fujimori Fujimori (ingénieur, ancien recteur de l'Université agraire) et Mario Vargas Llosa (écrivain de renom) sont à l'image de cette nouvelle génération de politiciens sans

210

idéologie ou militantisme organique dans le temps. De cette façon, nous allons à la société, la principale carrière de dirigeants.

Un détail à noter est que, lors des débats de l'Assemblée constituante de 1978-1979, les législateurs ont décidé, désireux de démocratiser le système politique, jusque-là limités à la population majoritaire du Pérou; inclure les analphabètes pour qu'ils puissent choisir et être élus. Dans ce dernier cas, le législateur a décidé de faire preuve de sincérité dans la réalité sociale et de vaincre la capture de l'État par les élites de l'époque. Avec l'effondrement du système des partis à la fin des années 80, la fonction parlementaire a commencé à se réduire au point que le parlementaire a transféré son pouvoir décisionnel à la direction de ses conseillers (à quelques exceptions près), qui finira par légiférer, comme cela se produira dans certains pays, futures administrations gouvernementales.

211

CHAPITRE SIX

La nouvelle commande

I. LA CONSTITUTION DE 1993 ET LE NOUVEL ORDRE AUTORITAIRE

En 1990, les élections générales ont été convoquées et le prétendant péruvien a cherché de nouvelles références politiques dans la société. Le Front démocratique dirigé par Mario Vargas Llosa et Alberto Fujimori Fujimori avec son groupe Cambio 90 figuraient parmi les solutions de rechange les plus proches, tester lors des élections. Les thèmes de la campagne ont été réduits à la réorganisation de l'économie et au rétablissement de la paix, aggravés par le précédent régime. À cela s'ajoute la gestion politique du terrorisme, où, au sein de la MRTA, la famille de Victor Polay Campos, son dirigeant, était aprista. Le nouveau régime a imposé le style dans les cabinets, en intégrant des politiciens d'autres magasins, ainsi que des indépendants.

Il a été décidé de demander au Congrès une délégation de pouvoir pour émettre des décrets législatifs afin de lutter contre ce fléau, dont beaucoup ont été annulés, renforçant ainsi les relations entre les pouvoirs politiques. Un deuxième désaccord avec le Parlement a consisté à écarter la proposition de l'exécutif d'approuver la loi de finances pour l'année 1992. Une circonstance qui nous rappelle l'épisode d'il y a quatre-vingts ans avec Billingham.

Préambule qui permet de penser que les événements survenus dans l'autogolpe le 5 avril de cette année-là, lorsque le Président de la République, avec le soutien des autorités

212

militaires et l'acceptation de la majorité de la population, ont provoqué un déséquilibre du système démocratique en dissolution au Congrès et ordonnant la fermeture du pouvoir judiciaire, de la Cour constitutionnelle, du ministère public et des gouvernements régionaux.

Cette réorganisation a permis la centralisation du pouvoir autour du régime pour lequel le décret-loi N 25418 a été publié, commençant cette période par le soi-disant "gouvernement d'urgence et de Chrétien reconstruction nationale".

Après l'Autogolpe, le gouvernement a publié le décret-loi n° 25475 du 6 mai 1992, établissant des sanctions pénales pour les infractions terroristes allant de la peine privative de liberté à vingt, vingt-cinq et trente ans, ainsi que l'emprisonnement à vie, les casiers judiciaires et judiciaires du Pérou:

"Les deux [Andrés Aramburú Menchaca, doyen du barreau de Lima et Jorge Avendaño Valdez, doyen de la faculté de droit de l'Université catholique] ont convenu que, malgré les assurances logiques qui pourraient être données d'une peine à perpétuité Il ne faut pas oublier que le statut juridique du pardon et de l'amnistie est en vigueur. Théoriquement, cela signifiait un virage politique à 180 degrés qui aggravait les mécanismes de sanction pour éviter de libérer le plus grand responsable des crimes dans les annales de l'histoire péruvienne, faisant précisément appel à ces deux institutions restées dans la législation péruvienne, appréciations "

213



Clôture du congrès, lors de l'autogolpe du 5 avril 1992
 Archivo Histórico El Comercio

Après l'attaque de la rue Tarata (Miraflores-Lima), la trahison du pays a été redéfinie sur le plan politique et juridique et, à travers elle, la peine de mort est devenue une sanction courante. Afin de compter la légitimité, le régime a proposé son référendum référendaire du 22 novembre 1992 dans le cadre du processus d'élection des quatre-vingts parlementaires qui formeraient le Congrès constituant du Congrès (CCD).

Des circonstances qui ont généré diverses réactions de la part de la communauté juridique et politique. Jorge Avendaño Valdez a fait valoir qu'il était contradictoire de proposer en même temps la convocation au parlement constituant et d'approuver la peine de mort, un aspect qui impliquerait la modification de la Constitution de 1979, où la seule entité qui ratifie les traités relatifs aux droits de l'homme est le parlement, ce qui ne convient pas. la possibilité de soumettre un référendum sur ledit sujet. Enfin, la consultation n'a pas été fructueuse et a été discutée lors de la rédaction future du texte constitutionnel de la Charte actuelle (article 140).

214

Le gouvernement d'urgence et de reconstruction nationale a dû faire face aux réactions de la communauté internationale qui l'a forcé à rétablir l'ordre constitutionnel, comme en témoigne le discours prononcé devant l'Organisation des États américains, indiquant que les mois suivants seraient appelés des élections pour le pouvoir législatif et à qui serait confiée la rédaction d'une nouvelle charte. Une fois encore, nous avons mis à l'ordre du jour la nécessité ou non d'établir de nouvelles règles du jeu face à ce changement abrupt et de savoir si les pouvoirs politiques les respecteraient dans leur intégralité. La reprise de la direction présidentielle devant le congrès de la fiscalisation extrême.

La deuxième mission visait à créer des conditions propices à la reprise économique. Le fujischock qui a retiré toutes les mesures protectionnistes du marché et était le plus important des paquetazos habituels, est venu du détachement des grandes entreprises publiques, qui provenaient pour la plupart des expropriations et des fusions survenues pendant le gouvernement révolutionnaire des forces armées. considérés comme stratégiques et qui n'étaient plus dans l'opinion des technocrates de l'Etat de l'époque.

, L'appel à des élections a permis l'appréciation des forces politiques définies et recréées pour l'occasion, où les politiciens qui soutenaient auparavant Vargas Llosa se sont penchés vers l'environnement Fujimoriste, représenté par Cambio 90 - Nueva Mayoría, qui a intégré de nouveaux acteurs politiques. Le nouveau scénario obligeait à repenser les relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ayant donné lieu à la crise.

Pour Javier Valle Riestra "... le rationalisme parlementaire a été trouvé dans l'unicaméralisme... et bicaméralisme a été synonyme de génuflexion" (Valle Riestra, 1992, p. 14).

215

Alors que César Landa a soutenu que: le système bicaméral souffre de certains inconvénients qui peuvent être surmontés par un système monocaméral" (Landa, 1989, p. 65).

En fin de compte, les législateurs seraient enclins à un congrès à une chambre, convaincus que la sécurité dans le protocole d'élaboration de la norme avec la participation d'un groupe de conseillers du Congrès remplacerait la deuxième chambre. Ce qui était théoriquement raisonnable a en fait conduit à déterminer si ces experts étaient qualifiés, en particulier s'ils n'étaient pas nommés par le Parlement mais recommandés par le membre du Congrès lui-même sans indiquer qu'ils étaient qualifiés pour le poste. Circonstance qui pourrait générer des conseillers fantômes aux parvenus. En pratique, cette option n'a pas permis de surmonter les questions exprimées, étant un problème de gestion. Donc, la bicaméralité peut revenir, à mon avis.

En ce qui concerne les droits, une extension peut être trouvée dans les cas de nature expresse mais aussi de restriction avec ceux de nature emploi, en substituant la section relative à la stabilité à la protection contre le licenciement arbitraire.

La création du Bureau du médiateur a renforcé le constitutionnalisme en offrant aux citoyens une entité qui les guide dans le développement optimal de leurs droits. Promu par les législateurs Carlos Ferrero Costa, César Fernández Arce et Lourdes Flores Nano, le même projet a été approuvé le 12 avril 1993 et repris aux articles 161 et 162 de l'actuelle Constitution. Nous ne devons pas oublier de mentionner le rôle joué par les groupes de défense des droits de l'homme, exerçant des pressions pour que cette institution soit inscrite dans la nouvelle Constitution et, plus tard, pour que sa mise en œuvre devienne une réalité qui prendra trois ans avant que le Congrès élise le Dr Jorge Santisteban de Noriega comme médiateur. du peuple. Il appartient au médiateur, c'est-à-dire à l'institution, de protéger les droits constitutionnels de la personne, de surveiller le respect

216

des devoirs de l'administration de l'État et la fourniture de services publics aux citoyens.

Le droit fondamental à la participation des citoyens a également influencé le renforcement du constitutionnalisme, en prenant pour référence la Constitution colombienne, les mécanismes de consultation ont été incorporés sous forme de rappel, de révocation et de référendum, dont les progrès ont été établis depuis 1990, mais en matière environnementale:

"Décret législatif 611 du 7 septembre 1990 ou Code de l'environnement et des ressources naturelles, qui prévoyait la disposition préliminaire suivante:

Titre préliminaire, article VI:

Toute personne a le droit de participer à la définition de la politique et à l'adoption de mesures nationales, régionales et locales relatives à l'environnement et aux ressources naturelles. De même, être informé des mesures ou activités pouvant affecter directement ou indirectement la santé des personnes ou l'intégrité de l'environnement et des ressources naturelles. Tous sont obligés de fournir aux autorités les informations dont elles ont besoin pour exercer leurs pouvoirs de contrôle et de surveillance de l'environnement. "

Instruments destinés à repenser le système politique qui, jusqu'à présent, n'était que représentatif et se présentait maintenant sous l'attention directe de l'électorat, qui devait toujours recevoir des instructions pour que les consultations soient efficaces et avec le contrôle et la garantie de l'État afin qu'elles puissent être menées à bien sans incident. Participation qui a également influencé la formation du Conseil national de la magistrature, en incorporant des représentants d'associations professionnelles autres que d'avocats pour nommer, ratifier et révoquer les juges et les procureurs. En fait, la participation en tant que telle n'a pas eu pour résultat escompté le recours à certains conseillers impliqués dans des scandales, sans en

217

omettre un qui avait des conflits d'intérêts et qui est resté en place.

Dans le domaine culturel, les législateurs ont choisi de repenser la participation des communautés conformément à la Convention n ° 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT): Convention sur les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants devenue un traité, caractère contraignant en ce qui concerne la législation autochtone avec la ratification du Congrès péruvien

Avec lui le modèle ethnocentrique et moniste soutenu par les constitutions républicaines a été rejeté, en postulant un modèle de caractère constitutionnel pluraliste, qui partait de la reconnaissance de l'indigène comme sujet différent, mais s'articulait avec un État qui devait le protéger, exigeant la reformulation de c'était alors le principal pilier de l'organisation juridique. À cela s'ajoute la compatibilité des modes de réglementation interne du droit avec la validité des droits de l'homme pour les deux sexes, ainsi que la création de leurs mécanismes de protection.

Circonstance qui, dans sa requête, propose un accès plus fluide à l'État aux différents niveaux de représentation politique, au gouvernement et à l'administration de la justice. Sur le territoire, si nous reconnaissons que les populations autochtones bénéficient d'un espace, cela amènerait à repenser la manière dont l'exploitation des ressources par le développement durable se produit dans la pratique. À partir de là, il a insisté ces dernières années sur la nécessité de demander un rapport d'impact sur l'environnement afin de déterminer la possibilité de détérioration de l'habitat au cours de l'exploitation.

Territoire où l'existence de ces ressources converge avec les connaissances à leur disposition et qui constituent, par exemple, un élément très attractif pour certaines organisations non

218

gouvernementales et chercheurs travaillant dans des zones rurales telles que l'Amazonie péruvienne et qui s'enregistrent ensuite l'espèce comme la sienne, quand enfin c'est de la nature elle-même. À cela, il faut ajouter les concessions pétrolières et minières accordées par l'État péruvien sous différents régimes et si elles bénéficient aux habitants des environs, on a essayé de les améliorer en accordant de l'argent provenant des droits canoniques.

II. LE DÉFI DU PLURALISME JURIDIQUE DANS L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE CONSTITUTIONNEL

La Charte de 1979 a établi le parcours, reconnaissant la diversité à travers le patrimoine culturel. Par la suite, les législateurs ont repris au Congrès constitutionnel démocratique la nécessité de confier aux autorités des peuples et communautés autochtones / paysans des fonctions juridictionnelles, dans le cadre de leur territoire et conformément à leur propre droit coutumier - et non à celui de l'État - en s'attaquant à la création de les bases d'un pluralisme juridique interne limité uniquement par les droits de l'homme.

Cela conduirait à la conclusion que le travail de l'administration de la justice correspondrait à la communauté paysanne (auparavant autochtone). Cependant, la loi 27908 du 6 janvier 2003, dans son article 7, a choisi de confier ce travail à le cercle paysan, organisation civile créée en 1977 et qui a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre le terrorisme déchaîné par le Sentier lumineux et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru au cours des 30 dernières années. Nous pensons que ce devrait être la communauté qui, par le biais de ses organes administratifs, devrait continuer à résoudre les conflits, comme elle l'a fait.

Le processus d'adaptation a confronté deux secteurs de la doctrine: ceux qui ont assumé le rôle d'absorption du droit

219

autochtone au système normatif national et qui finiraient probablement par être légiférés par le biais d'un règlement. Et l'autre position qui serait que le principe de pluriculturalité, dérivé des droits de l'homme, finit par placer cette question coutumière et ensuite au niveau constitutionnel.

Le pluralisme juridique constitutionnel jette progressivement les bases d'un nouvel ordre en mettant en pratique les dispositions formelles: mesures exécutoires, jugements ou règles applicables aux systèmes alternatifs non autochtones, qui prévoyaient la résolution des conflits, le tout dans le cadre d'un processus cela remet en question la tradition juridique legaliste, liée à la lenteur des processus bureaucratiques et à l'inefficacité présumée de l'administration nationale pour répondre aux demandes de l'individu commun. Bien que pluralisme (lié aux coutumes du secteur autochtone) et la résolution alternative des conflits - appliquée à tout sujet par la conciliation - soient souvent associés de manière synonyme, les deux diffèrent aussi bien du sujet en cause que de la question mise en cause.

L'administration de la justice dans les zones rurales se fait par l'intermédiaire des communautés paysannes, dont les présidents disposent des pouvoirs correspondant à ceux du juge de paix. L'utilisation du sens commun et le raisonnement dérivé des pratiques coutumières finissent par perfectionner la manifestation de la volonté exprimée. Il n'est donc pas étonnant que, à l'issue du processus, le juge de paix statue simultanément sur les questions de droit civil, pénal et procédural, ce qui, dans le cadre de la procédure formelle, serait envisagé séparément.

Expérience qui illustre le rôle du droit face aux conflits d'intérêts, typique d'une société, mais où un degré d'efficacité et d'efficience est également perçu dans la résolution des conflits et où nous pouvons affirmer que l'anomie sociale ne serait pas générée dans le droit formel se termine loin de l'aspect légal, perçu par exemple dans les zones urbaines en cas de lynchage.

220

On peut soutenir qu'il existe une sanction de réintégration mais qu'elle ne dissocie pas l'individu, dont la contribution à la société est nécessaire.

Les communautés paysannes expriment un principe de territorialité où est perçue l'intégration de ses habitants, qui mettent habituellement en pratique leur droit coutumier, obligatoire dès lors qu'il existe un consentement entre eux, le rendant transmissible de génération en génération et où son non-respect entraîne à une pénalité.

La reconnaissance de l'autonomie naissante des communautés autochtones nous montre également l'existence de sa juridiction, déclarant ses facultés et rendant justice. Les facultés qui recherchent une forme de compatibilité ou de coordination entre l'État et ces communautés (y compris les rondes), mais relevant de l'entité étatique, la proposition de pluralité juridique doit donc partir de là, ce qui n'exclut pas d'autres moyens de L'approche se fait par la société ou par la même autorité de l'État, mais par le biais d'une concertation.

À cela s'ajouterait la distinction des niveaux administratifs, typiques d'une organisation juridico-politique, qui serait conforme aux instances judiciaires, ainsi que de leurs domaines de compétence. Expérience déjà réalisée depuis 1973 et conclue par le législateur cinq ans plus tard.

"Ainsi, les coutumes légales restent en vigueur tant qu'elles ne sont pas contredites. Le ou les responsables sont convoqués par l'Assemblée communale conformément aux normes coutumières, éventuellement indiquées dans le statut.

Mais comme l'indique Pier Paolo Marzo:

"Lorsque l'organisation paysanne considère que les caractéristiques du crime traité ne permettent pas son traitement par les institutions communales (par exemple, dans le cas des

221

gangsters), ils livrent les délinquants aux autorités de police ou judiciaire commun " (DEFENSORÍA DEL PUEBLO 2006; p. 19)

Mais que se passe-t-il lorsque les assaillants appartiennent à la communauté même ou aux campesinos? Il ne serait pas étrange qu'ils aient été jugés par leur propre entité, comme une sorte de juridiction ou de droit personnel, et qu'ils n'aient pas communiqué ce qui était arrivé à l'autorité officielle.

Ce budget nous amène à distinguer que, bien que les communautés autochtones disposent de leur propre système normatif pour réglementer leur vie sociale parmi leurs membres, le conflit survient lorsque des problèmes extérieurs à la communauté sont traités et que le système juridique comporte un ensemble de normes avec des évaluations différentes les mêmes faits. Circonstance qui nous amène à réfléchir sur l'application du droit dans notre pays, dans le cadre de l'intégration naissante de la Constitution où les coutumes autochtones coexistent et du système juridique national qui établit l'exercice des fonctions juridictionnelles.

Selon la Constitution de 1993, au cours de la dernière décennie, les campagnes contre l'analphabétisme ont progressé en transférant la politique éducative du gouvernement central aux régions (2010), avec la publication de copies de la Constitution en version Quechua, Aymara, Ashaninka par le Congrès; la déclaration des peines en langue quechua (2015) et en aymara (2015) par l'intermédiaire du pouvoir judiciaire et la mise en place de programmes de radio et de télévision en signe ouvert en quechua et en aymara (2017), par le ministère de la Culture.

Récemment, la Defensoría del Pueblo a publié un ouvrage exhaustif dans le rapport annexe N ° 002-2018-DP / AMASPPI / PPI "Le long chemin vers le titrage des communautés paysannes et autochtones" qui montre l'intérêt des acteurs étatiques pour la pression des conflits sociaux en vigueur dans le pays. À cela

222

s'ajoute l'intervention de l'Institut international du droit et de la société, entre autres entités, pour jouer un rôle de médiateur et proposer une application plus institutionnelle du pluralisme exprimé dans la Constitution.

Nous proposons qu'en vertu de ce modèle, une société considérée comme développée soit favorisée par une impulsion très forte en matière d'éducation menant à la promotion de la science, de l'innovation et de la technologie. Qu'il exprime un niveau adéquat d'indices de développement humain (IDH) reflétant l'interaction continue de l'État, présent et efficace sur l'ensemble du territoire national. Un développement qui garantira un niveau d'investissement dans l'être humain et dans la famille, renforcera le système de santé et permettra la réalisation de projets de vie, dans des activités individuelles ou collectives, à la recherche des meilleures conditions.

Selon une approche pédagogique et juridique, l'histoire constitutionnelle péruvienne ne peut manquer de promouvoir l'application des postulats de la théorie du développement durable inscrits dans la Constitution du rapport Brundtland (1989). En les systématisant avec les traités et les règles internes, qui ne sont pas seulement résumés dans les lois sur la protection, mais qui montrent l'existence de cas emblématiques qui contrastent avec la nécessité de traiter la question de l'environnement en tant que droit fondamental, dont la protection doit être pérenne de l'État et de la société.

Enfin, il est nécessaire de mettre en évidence l'implication des différents secteurs sociaux dans le progrès de l'État, où l'entrepreneuriat formel est nécessaire, le partage des rôles dans la conception et l'exécution des politiques environnementales. externalité positive dans ce processus d'analyse de l'exploitation et de la préservation des ressources naturelles à travers la Constitution et la loi.

223

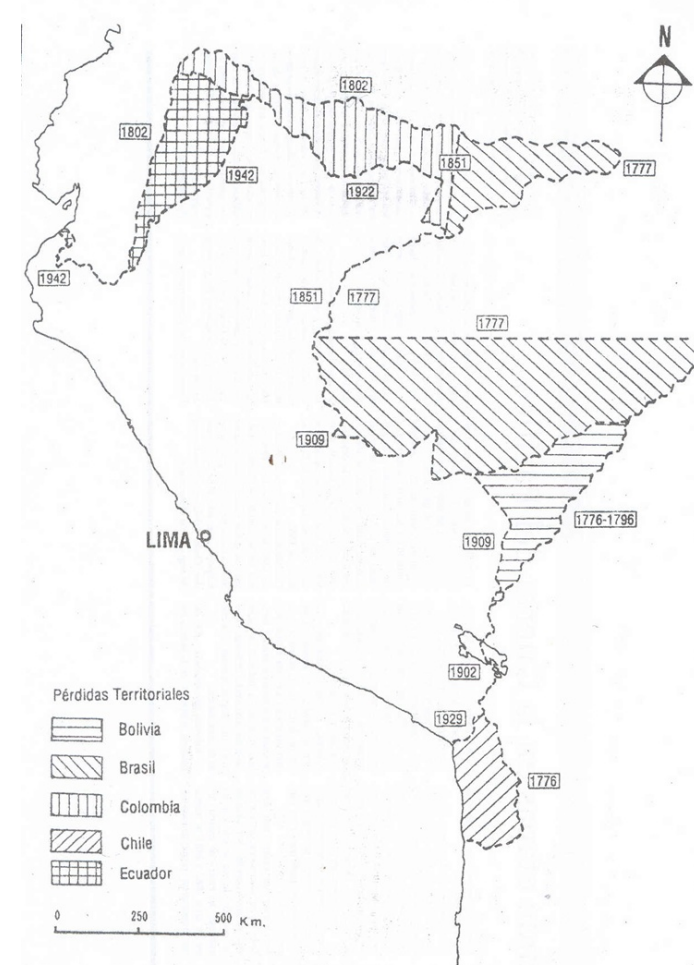
Il est urgent d'engager l'État (local, régional ou national), l'expression juridique du pays et la future autorité nationale de l'Amazonie, élue par les membres des différents groupes ethniques et reconnue par le Président de la République, en tant que chef d'État le modèle de développement au sein d'une économie qui ne se détache pas du mode de vie basé sur ses racines, préservant la qualité de vie des habitants. À cela, il faut ajouter la nécessité de poursuivre la gestion de la carte cadastrale, encouragée par la Defensoría del Pueblo (2018), en évitant ainsi l'usurpation de terres ancestrales, revendiquée par les habitants. Les conseils continus de professionnels de différents domaines seraient utiles, leurs efforts conduiraient à bannir toute pratique contraire au bien commun des habitants.

À cela, nous ajoutons la nécessité de renforcer la surveillance de l'exploitation des ressources dans les endroits où l'autorité formelle n'existe pas. L'histoire enseigne les vastes dépouilles dont le Pérou a été victime et est ensuite régularisée par des traités limitrophes.

Le manque de force exécutoire de l'État dans la responsabilité des dommages environnementaux accidentels est regrettable. Les entreprises qui, malgré leur sanction administrative, sollicitent la protection des avocats et des juges pour continuer à exercer leurs activités, comme actuellement.

Causant avec cela, la méfiance des villageois à l'égard de l'efficacité du système judiciaire dans leurs revendications, aiguisant ainsi les relations pour devenir des conflits sociaux, devenant un terrain fertile pour de futurs affrontements contre la police. Au cours des derniers mois, les communautés et fédérations autochtones FEDIQUEP, FECONACOR, OPIKAFPE et ACODECOSPAT ont demandé à l'État de prendre des mesures immédiates pour mettre fin aux responsabilités environnementales, qu'il n'a pas garanties, contribuant ainsi à favoriser l'impunité.

224



225

Territoires perdus et cession territoriale péruvienne (1985).
Source: PEASE GARCÍA IRIGOYEN, F. (1985) PERÚ HOMBRE E
HISTORIA.
Lima. Banco Continental.

Au cours des dernières années, les dirigeants des groupes ethniques, principalement amazoniens, ont pris conscience du potentiel de leurs revendications par le biais de réseaux sociaux et d'organes supranationaux pour expliquer la manière dont le Pérou agissait depuis 2009.

III. DE LA TRANSITION INACHEVÉE À LA DÉMOCRATIE DEPUIS 1993

La permanence au pouvoir d'Alberto Fujimori Fujimori l'a amené à ignorer la Constitution qu'il avait promulguée, avec l'appui du Congrès et les forces réelles, notamment économiques, de la réélection, ce qui a conduit les législateurs de son parti à ils auraient plus de 50% de l'ensemble du Congrès pour établir une dictature parlementaire qui édicterait la loi justifiant le troisième mandat, sanctionnant toute institution qui s'y opposerait. Nous expliquons ainsi la déféstation des magistrats de la Cour constitutionnelle qui ont osé parler contre: Manuel Aguirre Roca, Guillermo Rey Terry et Delia Revoredo Marsano sous l'accusation d'Enrique Chirinos Soto, imitant l'expression de John Locke: le Congrès peut tout faire. Ainsi, les règles constitutionnelles n'ont encore été enfreintes qu'à cette occasion. Les relations avec les instances supranationales découlant du pacte de San José ont été affectées.

Les élections pour le troisième mandat ont créé les conditions permettant à la société de faire pression à plusieurs reprises pour la fin du régime. La presse serait responsable de la dénonciation des scandales des proches du gouvernement, ainsi que de la présentation de vidéos qui accentueraient la fragilité du système et libéreraient la démission du président Alberto Fujimori Fujimori, la succession du pouvoir qui déterminerait la nomination du membre du Congrès Valentín Paniagua Corazao, président de la République. Affaire qui n'est pas tout à fait

226

anormale depuis avant la collégiale depuis la Constitution de 1823.

On remarque que depuis lors, les régimes ont évolué successivement au milieu des mouvements: Alejandro Toledo Manrique (2001-2006), Alan García Pérez (2006-2011), Ollanta Humala Tasso (2011-2016), Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018) et Martín Vizcarra Cornejo (2018-2021); signal de continuité, paramètres de balos que la Charte elle-même et la tradition constitutionnelle prévoient. La validité de la Constitution a évolué en fonction des forces politiques parvenues au pouvoir politique.

Les élections présidentielles et législatives de 2016 ont attribué à Pedro Pablo Kuczynski du groupe Peruanos Por el Kambio le poste de président de la république, tandis que 73 sièges du pouvoir législatif ont été remportés par le parti des forces populaires, de caractère Fujimori. A cela s'ajoute un indice élevé de pratiques informelles susceptibles d'être corrompues. Thème abordé sous différents angles et pour lequel aucune partie jugée responsable ne l'a assumée directement ou indirectement. L'examen des efforts antérieurs, celui du parti Aprista, est le plus remis en cause par l'exécution des politiques de l'État.

C'est là que se trouve la présente affaire, sous la conduite des magistrats Manuel Miranda, Marianella Ledesma, Eloy Espinoza-Saldaña et Carlos Ramos, qui ont repris la qualification de crimes contre l'humanité en l'assignant au dévoilement de l'insurrection criminelle El Frontón, survenue dans le En juin 1986, pendant le premier mandat de Garcia Perez, ils ont laissé sans effet la fin de la résolution annulant la décision d'ouverture déclarant que les faits de la procédure pénale constituaient des crimes contre l'humanité... (Exp. N° 01969-2011-PH/TC Lima. Humberto Bocanegra Chávez; 14 de junio de 2013).

227

Des circonstances qui ont incité onze membres de la Marine de guerre du Pérou à accuser constitutionnellement les magistrats de la Cour constitutionnelle d'avoir violé le principe d'immutabilité de l'autorité de la chose jugée. La sous-commission d'accusations constitutionnelles à nouveau en charge du parti Fujimorist et dirigée par le député César Segura a soulevé la destitution du juge Espinosa-Saldaña, la suspension des juges Ledesma et Ramos et l'exonération de Manuel Miranda.

À titre préventif, les membres susmentionnés du TC ont saisi la Cour interaméricaine d'une demande de mesures conservatoires contre leur possible licenciement. (Ordonnance de la Cour interaméricaine des droits de l'homme du 8 février 2018) Mesures provisoires concernant le Pérou: Durand et Ugarte contre Case Le Pérou

(www.corteidh.or.cr/docs/medidas/durand_se_02.pdf)

Fait qui illustre la pratique de plus en plus récurrente du recours aux instances internationales, qui montrait initialement les revendications des nationaux à l'égard de l'État, ce sont désormais les propres acteurs étatiques qui recherchent dans un tiers l'ambiance et le poids requis en tant qu'autorité.

Au cours de la période présidentielle et parlementaire actuelle, une réforme de la Constitution visant à réintégrer la Chambre haute a suscité de l'intérêt. Sa présence garantirait non seulement l'équilibre du contrôle parlementaire fonctionnel, mais également celui de ses propres membres. À cet égard, le diplomate Hubert Wieland (2017), dans son article: Bicaméralité: une histoire chinoise?, Propose des réflexions sur ce débat:

"En fin de compte, le prestige du Congrès de la République dépendra toujours de la qualité morale et intellectuelle de ses membres et de la volonté politique des

228

partis politiques de promouvoir le bien commun, et non leur avantage personnel" (paragraphe 31).

Pour sa part, le Comité de la Constitution et de la Réglementation présidé par le membre du Congrès Miguel Torres a reçu plusieurs projets de réforme du Congrès, y compris le projet de loi no 1325/2016-PE du pouvoir exécutif du 22 juin 2017, proposant que les 130 membres du Congrès actuels deviennent 100 députés et 30 sénateurs, ce qui, à mon avis, ne répond pas aux attentes en ne considérant pas la représentation avec l'augmentation de la population électorale ni le modèle actuel de décentralisation en vigueur depuis 2002.

La Charte a été modifiée aux niveaux régional et municipal, où le Congrès a choisi de modifier le processus électoral des maires et des présidents ou gouverneurs régionaux, empêchant leur réélection immédiate à partir des élections de 2018, par la loi n ° 30305 du 15 mars. 2015, qui concernaient respectivement les articles 191, 194 et 203 de la Charte; déclenchée par le fléau de la corruption.

En ce qui concerne le Congrès, depuis novembre 2005, la collecte de signatures a été promue dans la région de Moquegua afin d'éviter la réélection immédiate des membres du Congrès. Pour sa part, le plan gouvernemental 2006-2011 du parti nationaliste péruvien dans le domaine de la réforme de l'État envisageait l'interdiction de la réélection présidentielle, parlementaire, du conseil et régionale immédiate, sous prétexte que, pour la même raison, le même droit

Cette approche a fait réfléchir aux partis qui devraient examiner le passé du candidat politique, sa carrière, l'accomplissement de sa promesse comme son aspiration probable au prochain processus électoral, qui n'a pas échappé à l'existence d'un certain clientélisme avec la population

229

majoritaire qui est un citoyen. manquait de services de base. Des circonstances qui ont mis à l'épreuve les stratégies des autres partis politiques dans la course de 2006, motivant la refonte des listes, comme ce fut le cas d'Unidad Nacional et de Perú Posible, qui ont déplacé des candidats de la liste du Congrès national au Parlement andin, ou ils les ont retirés.

Cette situation a amené d'autres forces politiques, telles que le parti aprista péruvien, à adopter une position contrastée: la liste des candidats au Congrès était composée de membres du Congrès qui devaient être réélus en tant que nouveaux candidats, la loi ne l'interdisant pas. Le 9 mars 2015, le Congrès a publié la loi 30305 (9 mars 2015) qui ne prévoyait pas de réélection immédiate pour les postes aux niveaux municipal et régional. La disposition est appliquée depuis les élections de 2018, avec lesquelles seul le bureau du Congrès a continué avec la réélection immédiate, toujours.

Dans son message à la nation du 28 juillet 2018, le président de la République, Martín Vizcarra, a souligné la nécessité de prolonger l'interdiction de réélection immédiate des membres du Congrès, initiative législative soumise au Congrès afin qu'il puisse l'approuver. la mesure n'était pas au goût de ce pouvoir, composé du parti majoritaire de la Force populaire, qui cherchait à retarder les procédures et les discussions. Cependant, lorsque le gouvernement a indiqué que cette initiative et d'autres avaient été évoquées comme une question de confiance et que, compte tenu de la forte pression de la communauté, le Congrès avait finalement approuvé la session plénière du 4 octobre 2018 et en avait fait une norme.

La loi a été soumise à référendum le 9 décembre et ses résultats ont été publiés par le Panel national des élections le 8 janvier 2019, par lequel la majorité des citoyens ont ratifié la mesure présidentielle. Des circonstances qui mettent en garde le protagonisme du président de la république, sous la

230

modalité de la consultation préalable, suscitant l'intérêt de la population pour la marche de l'État.

Contexte qui nous encourage à formuler des propositions afin de renforcer le constitutionnalisme péruvien pour les processus futurs:

"Premièrement: face à la tendance au Pérou à la réélection des différents postes politiques (maire, échevin, gouverneur régional, conseiller régional, président de la république et vice-président de la république), nous proposons que le poste actuel de membre du Congrès (plus tard député ou sénateur) n'a pas de réélection immédiate.

Deuxièmement: De la même manière, devant les autres positions politiques, le membre du Congrès, le député ou le sénateur sera également levé, mais avec l'approbation préalable de l'ensemble du Congrès.

Troisièmement: le pouvoir législatif réside dans le Congrès de la République, composé de la Chambre des députés et de la Chambre des sénateurs.

Le nombre des membres du Congrès est de cent cinquante-cinq, composé de cent trente-cinq députés et de vingt-cinq sénateurs (représentant de chaque région). Les membres du Congrès de la République sont élus pour une période de six ans, selon un processus électoral organisé conformément à la loi.

Pour être élu député, il faut être péruvien de naissance, avoir 25 ans et jouir du droit de vote. Bien que, pour le sénateur, les mêmes exigences, comptant sur 40 ans.

Le congrès sera choisi par moitié, tous les 6 ans. De manière transitoire, lors du prochain processus d'élections générales, les citoyens voteront par voie électronique pour élire 65 des membres actuels du Congrès, qui seront prolongés d'une année supplémentaire du mandat de député. Dans cette même loi électorale, les 25 sénateurs seront élus. Les 65 autres députés seront élus l'année suivante.

231

Quatrième: les immunités parlementaires sont éliminées. Désormais, les accusations déposées contre les actes politiques des parlementaires seront examinées par la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême.

Cinquièmement: le budget du pouvoir législatif (y compris les députés et les sénateurs) ne doit pas être inférieur à deux pour cent du budget des dépenses courantes du gouvernement central.

Sixièmement: la fonction du Congrès exige aujourd'hui non seulement la popularité, mais également la connaissance, l'expérience et la conduite devant la société et qui sont accréditées par l'exercice de leur métier ou de leur profession, le paiement de leurs impôts. de ne pas avoir de sentence pendante ou exécutoire, comptant sur le droit de suffrage. Ce qui est vérifié par les institutions correspondantes. Qui occupe le bureau du Congrès (membre du Congrès, député ou sénateur) au moment où cette clause est approuvée et engage la cause de non-conformité, sera immédiatement libéré.

232

Septièmement: le régime péruvien est républicain, représentatif, décentralisé et participatif. Par conséquent, désormais, toute personne occupant un poste au Congrès (membre du Congrès, député ou sénateur) ne peut exercer simultanément les fonctions de l'un des niveaux de gouvernement (national, régional, provincial ou conseil) ou du pouvoir judiciaire, faute de quoi il sera libéré. La figure du député-ministre d'État disparaît. De même, si vous êtes un entrepreneur, un propriétaire ou un actionnaire, votre société ne peut pas négocier directement ou indirectement avec l'État.

Huitième: chaque député ou sénateur présentera chaque année la preuve de sa production par l'approbation de 2 projets de loi annuels en plénière, ainsi que par la présentation d'un rapport sur le suivi de l'application de 5 normes du Congrès, concluant par sa mise en œuvre pour sa

validité. ou l'abrogation de ceux-ci. Rapport qui sera publié au journal officiel El Peruano, à la fin de chaque mandat, constituant le conseil d'administration du congrès, chargé de superviser son exécution. Dans le cas contraire, il informera la plénière de la suspension du paiement du congressiste pendant trente jours ". (Gálvez, 2018)

233

Épilogue: le bicentenaire, une opportunité

Nous ne pouvons pas élever les paramètres constitutionnels sans faire référence aux contextes immédiats, de manière à représenter leur réflexion. Paraphrasant Víctor Andrés Belaunde J'ose affirmer que le Pérou est encore aujourd'hui un test de laboratoire, dont la vie indépendante a débuté le 28 juillet 1821, avec des racines dans une réalité ancestrale, pas toujours valorisées et qui sont actuellement revendiquées le pluralisme juridique, accueilli depuis 1979.

Avec le temps, nous avons modifié la discussion sur les questions prioritaires pour trouver la stabilité souhaitée. Premièrement, le souci de définir le système de gouvernement (monarchie ou république), puis le congrès (monocaméral, bicaméral ou tricaméral), l'organisation du territoire (unitaire ou fédéral), intégrant ou non des blocs intégrateurs (la Fédération des Andes ou la réunion en tant que Bolivie, était sous la version de Luna Pizarro ou Andrés de Santa Cruz), le renforcement du Congrès et la faiblesse correspondante de l'exécutif ou vice versa, l'ouverture ou non à une plus grande base de citoyens, l'établissement des règlements internes de la législature qui détermineraient le contrôle parlementaire du forum représentatif par excellence.

Au Pérou, cette connotation dans les faits reposait sur la formation d'un organe représentatif correspondant aux

234

différentes démarcations politiques, avant l'intendencia, puis départementale ou régionale. Les législateurs, en principe, faisaient partie d'une minorité électorale qui ne pouvait répondre qu'aux exigences stipulées dans les lettres politiques pour occuper les postes de députés et de sénateurs.

Cela nous montre la persistance du retard hispanique car les parlementaires étaient toujours le reflet de la même société dans les premières législatures: nobles, avocats, ecclésiastiques, militaires, marins, médecins, marchands, propriétaires terriens. Mais comme la composition sociale a été reconstituée à partir du milieu du XIXe siècle, ingénieurs, professeurs d'université, professeurs d'université, artisans et, au siècle suivant, ouvriers du textile, etc., ont rejoint ses rangs. A tout cela, il convient de mentionner que l'augmentation du nombre de professions ou de métiers développés par les hommes, en 1955, l'instauration du droit de vote pour les femmes a également permis la présence de parlementaires aux élections de la prochaine législature.

Depuis le début de la république, à cause de sa condition, les actions de l'Etat avaient plus d'importance dans la sphère politique que juridique, de sorte que l'objectif de la Constitution dans la mentalité collective était davantage axé sur l'organisation et la protection de l'Etat -de les droits considérés comme naturels - en réponse à la peur de l'excès de pouvoir - mais pas à d'autres aspects de la réglementation juridique dans la vie du pays.

Ce n'était pas un obstacle à l'incorporation progressive au libéralisme des normes exigeant l'octroi de plus de libertés ainsi que la création de nouveaux droits pour l'individu, tant qu'il le favorisait en générant sa richesse matérielle sous l'idée de la modernité.

Dans ce que nous pouvons considérer comme une institution - synonyme de gouvernance -, nous ne pouvons que mentionner les attentes de l'État depuis 196 ans de vie républicaine, la coexistence de l'entité étatique avec la présence

235

de soi-disant puissances intermédiaires locales ou régionales, appartenant à la société civile dont l'incarnation a été donnée par l'intermédiaire des propriétaires fonciers, des marchands, de l'Église, mais surtout du caudillo. Chiffre important pour la mise en place de nouveaux gouvernements.

Son personnalisme a mis en doute la validité des institutions existantes et a cédé le pas au militarisme. Depuis lors, ledit phénomène a essayé d'être contrôlé depuis des espaces dirigés par des civils et avec une insistance accrue par le biais de la force organisée, d'abord des clubs, puis du parti politique avec la création de la Société pour l'indépendance électorale, qui rassemble un secteur d'opinion sociale en 1871.

Les tentatives visant à créer un ordre d'exercice du pouvoir ont déterminé la production de différentes lettres constitutionnelles. Chacune d'entre elles évoquait également, à sa manière, la création ou l'abrogation d'institutions politiques telles que le Conseil d'État ou les vice-présidences de la République.

À cet égard, il convient également de noter que certaines autorités ont, dans la pratique, maintenu l'existence d'une ordonnance antérieure à la loi fondamentale, comme s'il s'agissait d'un plan méta-juridique et dépourvu de mécanismes de contrôle. Circonstance susceptible d'entériner des pratiques arbitraires et de réduire la légitimité d'actes gouvernementaux. L'histoire épisodique, face à des régimes forts, nous montre que les changements au sein de l'entité étatique ont été rejetés, mais non à un critère structurel dans l'exercice du pouvoir.

Un aspect pertinent qui était aussi la pomme de discorde était représenté dans la formation des différents cabinets. Considéré et reconnu comme le droit du président de la République; la pratique parlementaire a déterminé la suggestion

236

presque obligatoire du président de maintenir des ministères pour les membres du législatif.

Situation qui se traduit par une préoccupation qui existe depuis les débuts de l'État péruvien et dans laquelle le Congrès ne souhaitait pas se séparer de l'exécutif, considérant qu'une entité dotée de son propre pouvoir était en train d'être créée. Mais des années plus tard, nous pouvons interpréter, du point de vue officiel, la stratégie des deux instances politiques visant à donner une image homogène. Une inquiétude dont les magazines politiques de l'opposition ont eu recours à l'entité du Congrès pour démontrer leur ingérence favorisant la coexistence ou, au contraire, provoquant une crise politique.

Malgré tout, force est de constater que le Congrès, malgré les défauts de sa trajectoire faisant partie de cette fragilité du système politique, continue d'être la représentation plurielle de la société au sein de l'État ainsi que le forum, par excellence, des débats qui concernent la vie institutionnelle du pays. Maintenir le même esprit de représentativité dont bénéficient les membres du congrès ainsi que le président de la République, ses vice-présidents et les maires.

Des personnalités politiques choisies pour une période déterminée et qui détiennent un mandat qui n'échappe pas à ce segment de la population qui a accordé son soutien ou sa préférence électorale par son vote. L'état de droit actuel est une grande attente pour faire face aux défis et pour mettre à l'épreuve les institutions qui expriment la volonté d'intérêt et de bien commun.

De cette manière, nous pouvons conclure que le récit des événements qui ont précédé la naissance de l'État péruvien nous permet d'observer des situations récurrentes dans lesquelles la direction créole a été supplantée par les secteurs intermédiaires, où le politique est encore séparé du politique. Nous commençons de nouvelles étapes de changement dans notre histoire

237

constitutionnelle, où les réajustements dans le fonctionnement des pouvoirs politiques ne sont pas graduels et, au contraire, nous avons tendance à polariser les forces politiques.

La direction des dirigeants a été intégrée à la représentation contentieuse, dont les dirigeants factuels ont fini par combler le vide électoral. Nous sommes revenus pour élever la politique à partir des courants de pensée, comme au XIXe siècle, clubs avant les mouvements d'aujourd'hui, laissant de côté les anciens partis de la garde, en vigueur jusqu'aux années quatre-vingt-dix.

Cet épisode nous permet de soutenir que la démocratie péruvienne a été et reste un système dynamique, assisté non seulement de la Constitution et des lois, mais également des faits et de l'éthique.

Les circonstances décrites ci-dessus suggèrent que cette action continue a ajouté le pluralisme, la tolérance et une égalité naissante d'accès à l'information et au débat que nous offrent la société et l'État, en promouvant la conviction de l'électeur citoyen. Emuler avec d'autres systèmes démocratiques est louable, mais n'oublions pas nos idiosyncrasies sans lesquels la participation des citoyens serait catastrophique. Mieux vaut admettre ce que nous devons réaliser pour que le réflexe institutionnel soit conforme à la réalité qui nous régit.

Analyse à considérer de la perception de l'État du XIXe siècle à nos jours, où le libéralisme du XIXe siècle proposait que l'autorité soit liée à la représentation sociale et approuvée par un nouveau mode de légitimité croissante du pouvoir où elle était souignée l'origine dans le peuple, la base de la souveraineté.

Tendance à être engagée depuis 1979 dans un processus d'inclusion, mais cela n'a pas jeté les bases d'un institutionnalisme formel, en laissant de côté l'obligation d'être avocat pour diriger et donner une raison de plus à la citoyenneté, donnant ainsi aux hommes politiques la possibilité de leur dire

238

demi vérités D'où la nécessité pour le bureau de représentation de retrouver son sens temporel ou transitoire du dix-huitième siècle, en l'absence de toute réélection.

Il est urgent d'engager l'État (local, régional ou national), l'expression juridique du pays et la future autorité nationale de l'Amazone, élue par les membres des différents groupes ethniques et reconnue par le Président de la République, en tant que chef d'État le modèle de développement au sein d'une économie qui ne se détache pas du mode de vie basé sur ses racines, préservant la qualité de vie des habitants. À cela, nous devons ajouter la nécessité de soutenir le travail de la Defensoría del Pueblo qui réduit les conflits sociaux qui testent la validité de la Constitution.

Entre-temps, nous pouvons enregistrer l'utilisation de deux instruments politico-légaux qui atteignent leur propre développement: accéder à des instances supranationales et même à des réseaux sociaux, où des personnes et même des entités étatiques font valoir leurs revendications dans une situation de sans défense, éviter les abus de pouvoir bien qu'ils soient limités par la Constitution elle-même. Deuxièmement, une consultation préalable lorsqu'un groupe de la société ou un pouvoir de l'État ont recours aux citoyens pour trouver un soutien à leurs revendications. Une mesure efficace à condition d'être connue pour être utilisée et liée au travail de représentation nationale établi depuis 1822.

Aujourd'hui plus que jamais, la situation dans laquelle se trouve le pays est un élément constituant. Une demande qui ne se résume pas à des ajustements partiels, mais à une réforme totale de la Constitution, dans laquelle la représentation politique partage son chief avec la société par le biais de mécanismes politiques et constitutionnels.

239

L'élaboration d'une nouvelle charte doit provenir de l'association des forces politiques et des consultations avec la population électorale, notamment en matière de régime économique, de limitation de la fonction publique et du Congrès, de protection nationale et un meilleur contrôle de l'informalité qui s'est malheureusement transformée en manifestations de corruption, attaquant la gouvernabilité du pays.

240

Références et sources

I. SOURCES DOCUMENTAIRES

Archivo General de la Nación del Perú (AGN)

Archivo del Congreso de la República.

Expediente N° 01969-2011-PH/TC (Lima). 14 de junio de 2013.

(Caso Humberto Bocanegra Chávez)

<http://www.tc.gob.pe/jurisprudencia/2013/01969-2011-HC.html>

Ley N° 28094 o Ley de Partidos Políticos, 1° de noviembre de 2003.

https://oig.cepal.org/sites/default/files/2003_ley28094_per.pdf

Ley N° 30305 o Ley de reforma de los artículos 191°, 194° y 203° de la Constitución Política del Perú sobre denominación y no reelección inmediata de autoridades de los gobiernos regionales y alcaldes, 9 de marzo de 2015.

<https://busquedas.elperuano.pe/normaslegales/ley-de-reforma-de-los-articulos-191-194-y-203-de-la-cons-ley-n-30305-1209275-1/>

JOURNAUX:

La Abeja Republicana. Edición Facsimilar. PETROPERÚ. Lima. 1980.

El Comercio, 1839-1842; 1850; 1914; 1956; 1958, 1962, 1966, 1967; 1968; 1999.

El Conciliador, 1832.

El Correo Mercantil y Político de Lima, 1822.

El Peruano, 1970-1980.

241

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES:

BAQUIJANO y CARRILLO, J. (1781). ELOGIO al Excelentísimo señor don Agustín de Jáuregui y Aldecoa, Caballero del orden de Santiago, Teniente General de los Ejércitos, Virrey, Gobernador y Capitán General de los Reyes del Perú, Chile, etc.; PRONUNCIADO en el recibimiento, que como a su Vice-Patrón, le hizo la Real Universidad de San Marcos, el día XXVII de Agosto del año de MDCCLXXXI POR D.D. Joseph Baquijano y Carrillo, Fiscal Protector Interino de los Naturales del distrito de esta Real Audiencia y Catedrático de Vísperas de Leyes. Reimpreso en el Boletín del Museo Bolivariano (Lima) N.º 12, agosto 1930.

BARRENECHEA, A. (1998). La República Embrujada. Madrid. Editorial Aguilar.

BASADRE G., J. (2000). Historia de la República del Perú. 16 tomos. Santiago de Chile. Talleres de Cochrane S.A.

BASADRE G., J. (1994). PERÚ: Problema y posibilidad. Lima. Fundación M.J. Bustamante de la Fuente.

BELAÚNDE D.C., V. A. (1983). Bolívar y el pensamiento político de la revolución hispanoamericana. Lima. John Asociados SRL.

BLANCO, H. (2013): Perú: La reforma agraria.

<https://www.servindi.org/actualidad/opinion/365>

CÁMARA DE DIPUTADOS:

1849/1850 Actas: Legislatura Extraordinaria.

1912 Diario de Debates. Congreso Extraordinario.

1928 Historia del Parlamento Nacional (Actas de los Congresos desde 1822) Tomo I. Lima. Imprenta Cervantes. Publicación Oficial.

1945 Diario de Debates. Legislatura Ordinaria.

242

CLAVERO S., B. (1992): Institución Histórica del Derecho. Madrid. Marcial Pons.

COMISIÓN DEL SESQUICENTENARIO DE LA INDEPENDENCIA DEL PERÚ. Colección Documental para la Independencia del Perú (CDIP). Lima. Colegio Militar Leoncio Prado.

(1971) Tomo I. Los Ideólogos. El Plan del Perú. Vol. 5.

(1974) Tomo I. Los Ideólogos. José Faustino Sánchez Carrión. Vol. 9.

(1974) Tomo IV. El Perú en las Cortes de Cádiz. Vol. 1 y 2.

(1972) Tomo XIII: La Obra Gubernativa y Epistolario de San Martín. Vol. 1

(1975) Tomo XIV: La Obra Gubernativa y Epistolario de Bolívar. Vol. 1

(1973) Tomo XV: El Primer Congreso Constituyente. Vol. 1

CONGRESO DE LA REPÚBLICA (2000a) Archivo Digital de la legislación del Perú. Lima.

CORTES GENERALES (1987): Colección de Decretos y Órdenes de las Cortes de Cádiz. Tomo I. Madrid. Publicaciones de las Cortes Generales

COTLER, J. (1978). Clases, Estado y Nación en el Perú. Lima. IEP.

EURÍPIDES: Tragedias II: Los suplicantes. 1995: p. 29. Madrid. Gredos.

DEFENSORIA DEL PUEBLO (2018) El Informe de Adjuntía N° 002-2018-DP/AMASPPI/PPI «El largo camino hacia la titulación de las comunidades campesinas y nativas».

<https://www.defensoria.gob.pe/wp-content/uploads/2018/12/Informe-de-Adjuntia-002-2018-DP-AMASPPI-PPI.pdf>

GALVEZ, J.F. (21 de enero 2018): Ajustes Constitucionales.

243

<http://blog.pucp.edu.pe/blog/josefranciscogalvez/2018/01/21/ajuste-s-constitucionales/>

GALVEZ, J.F. y GARCIA V., E. (2016). La Historia de la Presidencia del Consejo de Ministros en el Perú. Lima. Presidencia del Consejo de Ministros.

<http://www.pcm.gob.pe/2016/07/publican-libro-historia-de-la-presidencia-del-consejo-de-ministros/>

GALVEZ, J. F. (2008). La Historia del Derecho en el Perú. Lima. Fondo Editorial de la Universidad Inca Garcilaso de la Vega.

GÁLVEZ, J. F. (2002). La política como pasión: Breve Historia del Congreso de la República (1822-1968). Lima. Fondo Editorial del Congreso de la República.

GÁLVEZ, J. F. (1999). Juan Pablo Viscardo y Guzmán (1748-1798). El Hombre y su tiempo. Tomo I. Lima. Fondo Editorial del Congreso de la República

GÁLVEZ R., C. (2001), El derecho consuetudinario indígena en la legislación indigenista republicana del siglo XX. En BIRA (Lima). Boletín del Instituto Riva-Agüero. N° 28.

GARCÍA B., D. (2016). Las Constituciones del Perú. Lima. Jurado Nacional de Elecciones. Fondo Editorial.

GRFA, Gobierno Revolucionario de las Fuerzas Armadas (1975). Bases Ideológicas de la Revolución Peruana. Lima. Oficina Central de Información.

GUERRA, F. X. (1996). Identidad et independencia. En: Imaginar la Nación. François Xavier Guerra y Mónica Quijada, Coordinadores. México. Fondo de Cultura Económica.

GUERRA M., M. (1994). Historia General del Perú: La República. Lima. Editorial Brasa. Lima.

HAYA, V. R. (1931). El Discurso de Acho, 31 de agosto de 1931. En: Agenda Perú, Caretas, Pontificia Universidad Católica del Perú.

244

(2002). Los 50 y tantos libros que todo peruano culto debe leer. Lima. Quebecor World.

HERRERA, B. (1929). Escritos y Discursos. Tomo I. Lima. Librería e Imprenta Francesa Científica. Casa Editorial E. Rosay.

INSTITUTO INTERNACIONAL DERECHO Y SOCIEDAD: IIDS BOLETIN. Alertanet. Noviembre 2018. <https://mailchi.mp/65515d6bec5d/iids-boletin-diciembre-2018>.

JAMANCA V., M. (2015): La Constitución inacabada: Ideas y modelos constitucionales en el momento fundacional del Perú. Primera mitad del siglo XIX. Lima, Centro de producción. Fondo Editorial de la Universidad Nacional Mayor de San Marcos.

JACOBSEN, N. y DOMINGUEZ, N. (2011): Juan Bustamante y los límites del liberalismo en el Altiplano: La rebelión de Huancané (1866-1868). Lima. Asociación de Servicios Educativos Rurales.

LANDA, C. (1989) El proceso de formación contemporáneo del Estado peruano. En: AA.VV. La Constitución, diez años después. Lima, Fundación Friedrich Naumann.

MANRIQUE, N. (2013): Perú: La CIA y el MIR

Texto completo en: <https://www.lahaine.org/dT8M>

Mc EVOY, C. (1994). Un proyecto nacional en el siglo XIX: Manuel Pardo y su visión del Perú. Lima. Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú.

MENENDEZ y PELAYO, M. tr. (1946): Cicerón: Diálogos del Orador. Libro II. Buenos Aires. EMECÉ.

MESIAS, C. (1998). El pensamiento constitucional y la idea de constitución en el Perú del siglo XIX. En: Pensamiento Constitucional (Lima). Vol. 5, número 5. Maestría en Derecho Constitucional. Pontificia Universidad Católica del Perú.

MILLA BATRES, C., editor (1986) Diccionario Histórico y Biográfico del Perú (Siglos XV-XX). Lima. Milla Batres.

245

MONTEAGUDO, B. (1823). Memoria de los principios políticos que seguí en la administración del Perú y acontecimientos posteriores a mi separación. Santiago de Chile. Reimpreso en Imprenta Nacional.

OFICINA NACIONAL DE PROCESOS ELECTORALES, Centro de Investigación Electoral (ONPE-CIE), 2005. Lima. ONPE.

PACHECO, T., [1851] (1989) Cuestiones Constitucionales. Reimpreso en: IUS et PRAXIS (Lima) N°14. Universidad de Lima.

PACHECO V., C. (s/f): El peruano frente a la historia del Perú. En: Riva Agüero y Osma, J. de la, V. A. Belaúnde, J. Basadre G.: La identidad nacional (antología). Lima. APD.

PANDO, J.M. de (1998) Manifiesto que presenta a la Nación sobre su conducta pública. En: Pensamiento Constitucional (Lima). Maestría en Derecho Constitucional. Lima.

PANFICHI, A. (2010): La representación contenciosa. La dimensión política de los conflictos sociales en el Perú. En: AULA MAGNA: Crecimiento y Desigualdad: Conflicto y gobernabilidad. Lima. Fondo Editorial de la PUCP.

PAREJA PAZ SOLDÁN, J. (1951) Historia de las Constituciones. Madrid. Ediciones Cultura Hispánica. Madrid.

PAREJA PAZ SOLDÁN, J. (1944) Historia de las Constituciones Nacionales. Lima. Graf. Zenit.

PEASE GARCÍA IRIGOYEN, F. (1985) PERÚ HOMBRE E HISTORIA. Lima. Banco Continental.

PEASE GARCÍA IRIGOYEN, H. y VERME I., Olga (1974) PERÚ: 1968-1973. Cronología Política. Tomo I. Lima. DESCO. Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo.

PÉREZ-PRENDES, J.M. (1988). La monarquía indiana y el Estado de Derecho. Madrid. Asociación Francisco López de Gómara.

PERÚ (1989), La Cámara de Diputados del Perú rinde homenaje a la Asamblea Constituyente en el 10° Aniversario de la promulgación de la Constitución política. Lima, 12 de julio de 1989.

PUENTE, J. A. de la (1959) La Emancipación en sus Textos: El Estado del Perú. Tomo I y II. Lima. Instituto Riva-Agüero.

RIVET, P. et CRÉQUI-MONFORT, G. de (1952). Bibliographie des langues aymará et kicua. Vol.I (1810-1875). Paris. Institut d'Ethnologie. Paris.

SAULNIERS, A. H. (1985). Más allá del control gerencial: En enfoque sistemáticos las Empresas Públicas. En: ZUZUNAGA, C. Las Empresas Públicas en el Perú. Lima. Centro Peruano de Investigación Aplicada.

TARAZONA, J. (1946) Demarcación Política del Perú. Recopilación de Leyes y Decretos (1821-1946)- Lima. Librería e Imprenta D. Miranda.

TÁVARA, S. (1951). Historia de los Partidos Políticos. Lima. Editorial Huascarán.

UGARTE DEL PINO, J. V. (1978). Historia de las Constituciones del Perú. Lima. Editorial Andina S.A.

VALLE-RIESTRA y G. O., J. (1992): El fracaso de la Constitución. En: Lecturas Constitucionales N°8. Lima. Comisión Andina de Juristas.

VIDAURRE, M. L. de (1827). Discurso pronunciado por el ciudadano Manuel de Vidaurre. Presidente de la Corte Suprema de Justicia y del Soberano Congreso Nacional de la República del Perú. Lima. Imprenta de la Instrucción Primaria por S. Hurley.

VIDAURRE, M. L. de (1998) Artículos constitucionales que son de agregarse a la Carta para afianzar nuestra libertad política. En: PENSAMIENTO CONSTITUCIONAL. Año III. N°3.Lima.

VISCARDO y GUZMÁN, J.P. (1959): La Carta a los Españoles Americanos. Lima. Ministerio de Educación Pública.

WIELAND C., H. (17 de marzo de 2018): Los almirantes Petit-Thouars y Stirling en la defensa de Lima en 1881. Recuperado de: <https://plumainquieta.lamula.pe/2018/03/17/los-almirantes-petit-thouars-y-stirling-en-la-defensa-de-lima-en-1881/hubert/>

WIELAND C., H. (29 de abril de 2017): Bicameralidad ¿cuento chino? La mula.pe. Recuperado de: <https://plumainquieta.lamula.pe/2017/04/29/bicameralidad-cuento-chino/hubert/>

WIELAND C., H. (12 de setiembre de 2015): ¿Representan los congresistas a la Nación? La mula.pe. Recuperado de: <https://plumainquieta.lamula.pe/2015/09/12/representan-los-congresistas-a-la-nacion/hubert/>

248

À propos de l'auteur



D. José Francisco Gálvez Montero (Lima, 1960), professeur à l'Université de Lima (1991), l'Université Pontificale Catholique du Pérou (1994), Université des Sciences Appliquées (UPC) 2001, Université de San Martin de Porres (2003) et chercheur à l'Institut Riva-Agüero (1990).

Docteur en Géographie et Histoire (1996). Université Complutense de Madrid. Domaine: Histoire du droit. Avocat (1995) et historien (1990), de l'Université Pontificale Catholique du Pérou. Spécialiste en droit constitutionnel et en histoire du droit péruvien.

2018. Prix d'excellence universitaire Universidad Peruana de Ciencias Aplicadas (UPC); 2017 Reconnaissance des enseignants. Université San Martin de Porres (USMP).

2017 Reconnaissance de la recherche. (Université catholique pontificale du Pérou (PUCP) 2014 Prix d'excellence universitaire (UPC)

1998 Médaille Juan Pablo Viscardo y Guzmán, Congrès de la République du Pérou.

Email: josefranciscogalvez@gmail.com

249

Proof